

UNIVERSITÉ DE PARIS

---

FACULTÉ DE DROIT

---

# L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS

ET

LA LOI DU 9 AVRIL 1898

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*Sera soutenu le jeudi 29 mars 1900, à 1 heure.*

PAR

Antoine ROUX

---

Président : MM. JAY, professeur.  
Suffragants { GIDE, professeur.  
CHÉNON, professeur.

---

PARIS

AD. JOUHANNEAUD, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

20, rue Cadet, 20

—  
1900



THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS

---

FACULTÉ DE DROIT

---

# L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS

ET

LA LOI DU 9 AVRIL 1898

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*Sera soutenu le jeudi 29 mars 1900, à 1 heure.*

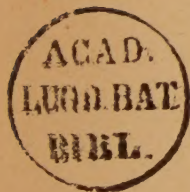
PAR

Antoine ROUX

---

*Président : MM. JAY, professeur.*

*Suffragants { GIDE, professeur.  
CHÉNON, professeur.*



---

PARIS

AD. JOUHANNEAUD, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

20, rue Cadet, 20

1900

MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON FRÈRE ET A MES SŒURS

A MA FAMILLE ET A SA FAMILLE

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON FRÈRE ET A MES SŒURS

A MA FEMME ET A SA FAMILLE



# L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS

ET

LA LOI DU 9 AVRIL 1898

---

## PRÉFACE

**But, plan, auteurs à consulter et sources.**

---

### **But.**

L'objet de notre étude est très spécial.

Ce n'est ni un commentaire de la loi du 9 avril 1898 que nous nous proposons de faire, ni un traité sur l'assurance contre les accidents en général.

Mais entre ces deux termes, loi sur les accidents et assurance contre les accidents, des affinités nombreuses devaient nécessairement s'établir, étant surtout donné le caractère essentiel de notre loi, qui a substitué au droit ancien un droit nouveau, par l'introduction du risque professionnel.

Ces rapports devaient même être d'autant plus nombreux, que bien que la loi de 1898 ne soit pas une loi spéciale sur l'assurance, elle a néanmoins laissé entendre aux patrons, sans rien leur imposer toutefois, quelles étaient les différentes formes d'assurance, les diverses combinaisons qu'ils pouvaient adopter pour éviter ou tout au moins pour atténuer les conséquences de leur responsabilité.

Elle est allée même plus loin, en introduisant dans certains

cas, le principe nouveau de la substitution légale — et non plus conventionnelle — de l'assureur à l'assuré.

La loi de 1898 ne s'en est pas tenue là. Elle a réglementé l'assurance en prescrivant à ses organes un régime grâce auquel est rendue moins aléatoire leur insolvabilité.

L'étude de ces diverses combinaisons ou formes de l'assurance, de leur réglementation, du principe nouveau de la substitution légale de l'assureur à l'assuré : voilà une partie du sujet sur laquelle nous devons porter nos efforts.

Mais outre ces *rapports de droit*, il s'établissait aussi des rapports de fait, entre la loi de 1898 et l'assurance. Quelle est l'influence de cette loi sur les différents éléments qui interviennent dans le coût de l'assurance ? Comment se trouvent réfutées par l'assurance, les critiques faites à la loi, en ce qui concerne la situation privilégiée des étrangers et des célibataires au détriment des nationaux et des pères de famille ? Que sont les tarifs ? Comment ont-ils été appliqués dans les différents organes ? Autant de questions d'*ordre plutôt économique*, dont l'étude nous parut intéressante.

Enfin, l'unique examen des différentes formes par lesquelles l'assurance peut se manifester, aurait présenté une lacune, si nous cantonnant exclusivement dans une étude toute théorique, nous n'avions abordé le domaine des faits, en cherchant à connaître en détail ce qu'avaient fait les patrons dans l'assurance, quatre mois après la mise en vigueur de la loi.

*La connaissance de ce qu'ils pouvaient faire, devait être complétée par la connaissance de ce qu'ils ont fait.*

Cette étude approfondie du mouvement des patrons et de leur organisation dans l'assurance, avait un autre attrait que celui d'une simple curiosité à satisfaire.

Alors même que nous n'aurions eu d'autre but que cette satisfaction, notre étude était légitime. Bacon n'a-t-il pas dit que « la curiosité était le commencement de la science ? » Mais une leçon plus élevée ressortait du résultat de nos recherches. On la devine aisément. Ce que la loi n'avait point fait, l'intérêt personnel ne serait-il pas assez puissant pour le faire ? Nous voulons parler de l'assurance obligatoire. L'intérêt du patron n'était-il pas si manifeste, si vif, que telle une trainée de poudre, l'assurance irait se propageant dans les couches les plus profondes de la masse industrielle, ou bien au contraire les protestations de la veille resteraient-elles sans écho au lendemain de l'applica-

tion de la loi, et au danger menaçant, le patronat n'opposerait-il qu'une invincible apathie ?

Des résultats de l'enquête que nous avons entreprise, devait se dégager l'idée suivante : Y a-t-il lieu d'inscrire dans nos lois, le principe de l'assurance obligatoire ?

Telle était l'idée qui devait être le dernier objectif de notre étude.

Avant de nous prononcer abstraitement sur un principe, nous avons voulu recourir à l'expérience, à l'observation des faits et formuler, après leur constatation seulement, l'appréciation que nous pouvions avoir sur l'assurance obligatoire.

En résumé : Étude des innovations de la loi du 9 avril 1898 dans l'assurance, dans l'ordre juridique ; — conséquences de cette loi dans le domaine économique ; — étude particulière du mouvement des patrons vers l'assurance ; telles sont, dans leur ensemble, les grandes lignes d'un sujet très spécial :

*L'assurance contre les accidents et la loi du 9 avril 1898.*

### Plan.

Nous avons divisé notre étude en quatre parties :

I. — Dans la PREMIÈRE, nous avons jugé utile pour la clarté du sujet, d'esquisser aussi brièvement que possible, ce qu'était l'assurance contre les accidents en France, avant la loi du 9 avril 1898 ; de signaler, sans nous étendre, l'introduction dans notre législation du risque professionnel, et de présenter les effets généraux de la loi sur l'assurance.

II. — Dans la DEUXIÈME, étant donnée la responsabilité des patrons, que peuvent faire ceux-ci pour s'y soustraire, ou tout au moins pour en atténuer les conséquences ? Quelles sont, d'après la loi, les différentes formes de l'assurance ? Quel est son régime ?

III. — A cette TROISIÈME PARTIE, nous rattachons les effets de la loi sur le coût de l'assurance, avec une étude détaillée des tarifs dans les divers corps d'assurance.

IV. — La QUATRIÈME PARTIE devait être le complément nécessaire de notre travail.

A la question étudiée dans la deuxième partie : Que peuvent

faire les patrons ? la quatrième donne la réponse de ce qu'ils ont fait jusqu'à ce jour.

Et comme CONCLUSION : Y a-t-il lieu de désirer en France, le système de l'assurance obligatoire ?

---

### Auteurs à consulter.

- Baron.** — Syndicats de garantie (*Économiste français* du 26 novembre 1898).
- Beauregard (Paul).** — La loi sur les accidents du travail (*Monde économique* du 27 mai 1899).
- Bellom (Maurice).** — *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, 1895. Arthur Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot.
- Bellom (Maurice).** — *De la responsabilité en matière d'accidents du travail.* — Commentaire de la loi du 9 avril 1898 (même éditeur).
- Block (Maurice).** — *Annuaire de l'Économie politique et de la Statistique.*
- Bouzom.** — *Les accidents du travail dans la législation allemande.* Toulouse, 1899. Imprimerie Lagarde et Sebillé, 2, rue Romiguières.
- Cheysson.** — L'obligation de la garantie de l'indemnité et les diverses combinaisons d'assurances contre les accidents (*Congrès de Milan*, 1894, I, 849-864).
- Cheysson.** — Discours sur l'assurance obligatoire au choix de l'assureur (*Congrès de Paris*, 1889, II, 397).
- Grüner.** — *Congrès de Paris*, 1889 ; *Congrès de Milan*, 1894 ; *Congrès de Bruxelles*, 1897.
- Duhamel et Mayen.** — Les assurances accidents (1887. *Comité des Publications politiques et sociales*, Paris).
- Gauvin.** — *Manuel de l'Inspecteur*, 1898. Ad. Jouhanneau, éditeur, 20, rue Cadet, Paris.
- Jacquin et d'Estaintot.** — *Droits des patrons et ouvriers d'après la loi du 9 avril 1898.* 1899, librairie Plon, 10, rue Garancière, Paris.
- Jay (Raoul).** — *Les assurances ouvrières* (Cours professé à la Faculté de droit de Paris, 1898-99).
- La réglementation du travail dans l'industrie* (Cours professé à la Faculté de droit de Paris, 1897-98).
- La question ouvrière en Suisse* (chapitre : Accidents du travail, p. 180 et s.), 1893. Larose et Forcel, éditeurs, 22, rue Soufflot, Paris.
- Laffitte (Prosper de).** — *Essai d'une théorie rationnelle des Sociétés de secours mutuels.* Gauthier-Villars et fils, 55, quai des Grands-Augustins, Paris, 1890.
- Leroy-Beaulieu (Paul).** — Les tarifs dans les divers corps d'état (*Économiste français*, du 17 juin 1899).
- Luzzatti (Luiggi).** — L'avantage du libre choix de l'assureur en cas d'assurance obligatoire (*Congrès de Milan*, I, 865-881).
- Nicolle-Verstraete.** — Discours sur la propre assurance (*Congrès de Milan*, II, 135-140).
- Nissim-Samama.** — *Commentaire pratique de la loi du 9 avril 1898.* 1899, Librairie dauphinoise, Grenoble.
- Pesaro (Giulio).** — Des dispositifs adoptés dans les divers pays pour prévenir les accidents du travail (*Congrès de Milan*, I, 13).
- Sachet (Adrien).** — *Traité théorique et pratique de la loi sur les accidents du travail*, 1899. Larose, éditeur, 22, rue Soufflot, Paris.

(Complément de l'ouvrage précédent : *Commentaire des lois des 29 juin 1899 et 30 juin 1899*, même éditeur).

**Tarbouriech.** — *Des assurances contre les accidents du travail*. 1889, Marchal-Billard, éditeur, 27, place Dauphine, Paris.

**Vassart et Nouvion-Jacquet.** — *La loi du 9 avril sur les accidents industriels* (avec préface de M. Paul Beauregard). 1899, Larose, éditeur, 22, rue Soufflot, Paris.

**Villetard de Prunières.** — *De l'assurance contre les accidents du travail*. 1892, Chevalier-Marescq et C<sup>ie</sup>, éditeurs, 20, rue Soufflot, Paris.

VOIR ENCORE :

**Argus.** — *Journal international des assurances*, 2, rue de Châteaudun, Paris.

**Moniteur des Assurances.** — Imprimerie centrale, 30, rue Le Peletier, Paris.

**Revue internationale des Assurances.** — Fontemoing, 4, rue Le Goff, Paris.

**Lois. Décrets. Arrêtés ministériels Circulaires. Statuts et comptes rendus des diverses sociétés.**



## PREMIÈRE PARTIE

### Généralités.

CHAPITRE I. — L'assurance contre les accidents en France avant la loi du 9 avril 1898.

*Section I.* — Objet et bref historique.

*Section II.* — L'article 1382 du Code civil.

Assurance-réparation et assurance-responsabilité.

*Section III.* — Individuelles et collectives. Comparaison.

CHAPITRE II. — La loi du 9 avril 1898. Économie de la loi.

*Section I.* — Risque professionnel et indemnité forfaitaire.

*Section II.* — Effets généraux de cette loi sur l'assurance.

## CHAPITRE PREMIER

### L'assurance contre les accidents en France avant la loi du 9 avril 1898.

#### SECTION I. — **Objet et bref historique.**

« L'assurance contre les accidents a pour objet de venir en aide, par le paiement d'une indemnité, soit aux blessés qui survivent, soit aux veuves et aux orphelins des blessés qui ont succombé, soit même aux ascendants dont ils étaient le soutien » (1).

Nous ajouterons qu'elle peut encore avoir pour objet d'indemniser l'auteur responsable de l'accident, des conséquences pécuniaires qu'il peut avoir à supporter.

En France, l'assurance contre les accidents est d'origine récente. *La Préservatrice* est la première Compagnie que nous voyons fonctionner. Elle fut introduite dans notre pays, en 1861, par son fondateur et directeur, M. Hippolyte Mares-  
taing (2). Belge à son origine, elle devint française en 1867.

Les années suivantes virent éclore une véritable pléthore d'assureurs (3).

L'État lui-même se fit assureur. Une loi du 11 juillet 1868, complétée par un décret du 10 août de la même année, créait :

- 1° Une caisse d'assurance en cas de décès,
- 2° Et une caisse d'assurance en cas d'accident.

En 1884, à Paris, on ne comptait pas moins de dix-neuf Compagnies, dont les plus importantes se syndiquèrent la même année.

Abstraction faite de la Caisse d'assurance de l'État, dont les résultats furent à peu près insignifiants, l'assurance était principalement pratiquée par des Compagnies, véritables sociétés commerciales, régies comme telles par la législation, et dont le chiffre d'affaires atteint une importance considérable. Plusieurs

(1) M. BELLOM. *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger.*

(2) TARBOURIECH. *Des assurances contre les accidents du travail.*

(3) DUHAMEL et MAYEN. *Les assurances-accidents.*

firent faillite, d'autres cessèrent volontairement leurs opérations, ou bien se fusionnèrent entre elles pour former des Compagnies nouvelles.

Au 31 décembre 1898, trente-six Compagnies ou mutuelles, françaises ou étrangères, existaient en France. Si à ce nombre nous ajoutons la Caisse d'assurance de l'État, diverses Caisses patronales et d'usines, les Caisses syndicales d'assurances mutuelles de l'industrie du bâtiment, des forges de France, de l'industrie textile, etc., on peut évaluer sans exagération à cinquante, le nombre des organes d'assurance contre les accidents, abstraction faite des sociétés de secours mutuels. Mais parmi tous ces organes la première place revient incontestablement aux Compagnies, pour le chiffre des affaires et les progrès qu'elles firent faire à cette branche d'assurances.

A la même époque, c'est-à-dire au 31 décembre 1898, les 15 Compagnies françaises dont les noms suivent : Préservatrice (anonyme), Soleil-Sécurité, Secours, Urbaine-Seine. Patrimoine, Caisse des Familles, Abeille, Providence, Prévoyance, Union industrielle du Nord, Thémis, Flandre, Eternelle, Espérance, Conservatrice, ont encaissé, pour l'exercice qui venait de s'écouler, 27,444,669 francs de primes.

|                                                                                                                                 |     |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|------------|
| Elles ont payé pour sinistres.....                                                                                              | Fr. | 15.910.701 |
| Les frais généraux, y compris les traitements des employés et les commissions des agents et courtiers, ont atteint la somme de. | »   | 8.250.105  |
| Leur bénéfice industriel s'est élevé à....                                                                                      | »   | 3.283.863  |
| sur lequel elles ont prélevé pour dividendes.....                                                                               | »   | 2.399.780  |
| A la même date, leur capital social était de (1).                                                                               | »   | 61.600.000 |

## SECTION II. — L'article 1382 du Code civil.

**ASSURANCE DE RÉPARATION ET ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ.** — Sous l'empire de l'ancienne législation, c'est-à-dire avant la loi du 9 avril 1898, l'assurance la plus répandue était l'assurance de réparation. On distingue, en effet, comme en matière d'incendie, l'assurance de réparation et l'assurance de responsabilité.

(1) V. *Argus* du 18 juin 1899.

« Un accident, dit M. Tarbouriech (1), peut provenir ou d'un cas fortuit, ou bien être dû à une faute imputable à la victime ou à une tierce personne. Cela posé, on comprend deux contrats bien distincts. L'assuré peut demander à une Compagnie de l'indemniser des sinistres qui le frapperont lui-même : ce sera l'assurance de réparation ; il peut, au contraire, lui demander de le décharger des conséquences de ses fautes éventuelles, en tant qu'elles pourraient engager sa responsabilité vis-à-vis des tiers, par application de l'article 1382 du Code civil. »

C'est, dans ce dernier cas, l'assurance de responsabilité.

L'une garantit la victime ou ses représentants ; l'autre, l'auteur auquel l'accident est imputable. Or, comme cette responsabilité n'existe qu'autant qu'elle est inscrite dans la loi, on conçoit aisément que plus cette responsabilité sera mise en jeu par la législation, plus l'assurance de cette même responsabilité sera appelée à intervenir.

Or, la législation en vigueur, qui établissait cette responsabilité, était, jusqu'à la loi du 9 avril 1898, tout entière contenue dans les articles 1382 et suivants du Code civil. Le droit commun, telle était la règle des rapports entre patrons et ouvriers. Le patron n'était responsable des accidents dont ses ouvriers pouvaient être victimes, qu'autant que l'accident était survenu par sa faute. De plus, pas de présomption légale de faute. C'était à l'ouvrier qui demandait au chef d'entreprise réparation du préjudice, à faire la preuve de la faute de ce dernier. Or, les difficultés de la preuve, l'impossibilité matérielle, et souvent morale, d'intenter un procès, l'hésitation des témoins, ouvriers eux-mêmes pour la plupart du temps, perplexes entre un devoir à remplir et peut-être une place à perdre, étaient autant d'obstacles au succès définitif de l'action de la victime. La responsabilité du patron n'étant donc qu'exceptionnellement reconnue, l'assurance qui la couvrait, ne pouvait fonctionner qu'exceptionnellement.

De plus, et ce point est important à retenir : ni l'ouvrier, ni le patron n'étaient absolument couverts par l'assurance. Et l'un et l'autre, au delà d'une certaine somme, étaient exposés à rester leurs propres assureurs.

Examinons, en effet, les deux cas qui pouvaient se présenter :

(1) *Loc. cit.*, iij.

1<sup>er</sup> CAS. — *Le patron n'est pas déclaré responsable de l'accident.*

Par le contrat d'assurance, l'assureur s'engageait à verser une certaine somme à la victime, et cette somme était rarement supérieure à 1,800 francs. Or, l'hypothèse qui pouvait se présenter, et qui peut encore se présenter, là où l'article 1382 est resté en vigueur, est la suivante :

Si le préjudice causé à l'ouvrier par l'accident était supérieur à la somme, jusqu'à concurrence de laquelle était tenu l'assureur, et si en même temps le patron n'était pas déclaré fautif de l'accident, en vertu des principes du droit commun, la victime était forcément obligée de supporter elle-même une partie du préjudice matériel de l'accident, puisque ce préjudice n'était que partiellement indemnisé par l'assureur.

2<sup>e</sup> CAS. — *Le patron est déclaré responsable de l'accident.*

Dans cette hypothèse, l'ouvrier *pouvait* être intégralement indemnisé, puisque les tribunaux jouissaient d'un pouvoir souverain, et pouvaient condamner le patron à l'intégrale réparation de l'accident.

Mais, c'est le patron qui, dans ce cas, pouvait être à découvert, puisque l'assureur ne s'engageait presque jamais à garantir sa responsabilité civile au delà de 10,000 francs. Si donc la condamnation était supérieure à ce chiffre, le patron restait son propre assureur pour le surplus.

Il est vrai que par le système de la coassurance, il pouvait se garantir totalement. Mais en pratique, en matière accidents, la coassurance est à peu près inconnue.

SECTION III. — *Individuelles et collectives. Comparaison.*

Principal intéressé, l'ouvrier devait avoir recours à l'assurance, en contractant directement avec son assureur, à son profit, ou en cas de mort, au profit de personnes déterminées, appelées tiers bénéficiaires. Et cependant, il négligea l'assurance individuelle. La *cherté de la prime* qui venait s'ajouter aux dépenses

d'un maigre budget, l'*ignorance*, cause fréquente de l'indifférente apathie dans laquelle vit parfois la classe ouvrière, étaient les principaux motifs qui éloignaient cette dernière de l'assurance.

Soucieux de l'intérêt de ses ouvriers, bien que, la plupart du temps, la prime fût prélevée sur les salaires, le patron, par un contrat collectif passé avec une Compagnie ou une Mutuelle, garantissait ses ouvriers contre les accidents du travail. C'est l'assurance collective.

Nous n'avons pas à aborder les difficultés auxquelles, dans la pratique, a souvent donné lieu le contrat collectif, en ce qui concerne les rapports de l'ouvrier et de la Compagnie. Disons toutefois, que par un arrêt du 1<sup>er</sup> juillet 1885 (1), la Cour de Cassation a accordé à l'ouvrier une action directe contre la Compagnie, le patron, en traitant avec celle-ci, agissant en qualité de gérant d'affaires de ses ouvriers, et ceux-ci, en consentant à subir des retenues sur leurs salaires, ne faisant que ratifier cette gestion (2).

L'assurance collective était la plus répandue, et cela se conçoit pour plusieurs motifs :

1° La retenue faite sur les salaires, constituait, en définitive, un coût d'assurance moins élevé pour l'ouvrier qui subissait cette retenue, que le prix d'une assurance individuelle, considérée plutôt comme « le monopole des classes aisées » (3).

2° Dans le contrat individuel, c'est l'assuré lui-même qui fait œuvre de prévoyance. Cet acte exige de sa part une certaine initiative, un effort, une privation volontaire pour le paiement de la prime. Autant de raisons qui peuvent contre-balancer chez l'ouvrier le désir de s'assurer.

Dans la collective, au contraire, c'est le chef d'entreprise qui contracte directement avec l'assureur, et la retenue qui doit être faite sur les salaires, est la plupart du temps imposée aux ouvriers, par un règlement de chantier.

3° Quoique l'assurance collective puisse porter sur une tête, — et dans la pratique, ce cas est loin d'être une rareté, — généralement elle intervient, là où il y a agglomération ouvrière

(1) DALLOZ. 1, 1886, 1, 201.

(2) V. sur cette question, l'intéressante analyse des diverses opinions émises par les auteurs, dans VILLETARD DE PRUNIÈRES : *De l'assurance contre les accidents du travail*. Id. — TARBOURIECH.

(3) RAOUL JAY. *Les assurances ouvrières*. Cours professé à la Faculté de droit de Paris, 1898-99.

(fabriques, usines, carrières, exploitations agricoles) et où un seul accident, causant plusieurs victimes à la fois, peut avoir des conséquences assez graves. Or, bien que la responsabilité civile du patron ne soit qu'exceptionnellement engagée, quand cette responsabilité est prouvée, ses conséquences pécuniaires peuvent être onéreuses. De là, intérêt manifeste du patron à s'assurer personnellement. Or, les sociétés d'assurances, Compagnies ou Mutuelles, ne font cette assurance spéciale que comme annexe complémentaire du contrat collectif souscrit en faveur des ouvriers, et il en résulte ceci : c'est que si le chef d'entreprise veut couvrir sa responsabilité, il doit premièrement assurer ses ouvriers.

4° Un autre motif explique l'expansion de l'assurance collective, c'est le suivant : Il est incontestable que les agents et courtiers ont été de zélés propagateurs de l'assurance. La perspective des fortes primes pour les sociétés, et partant des grosses commissions pour leurs courtiers ou leurs représentants faisait naturellement rechercher l'assurance collective, de préférence à l'individuelle. L'expérience a cependant maintes fois prouvé que les gros bénéfices ne sont pas toujours la résultante des fortes primes. Dans la collective, en effet, si la prime est parfois très élevée, il n'en est pas moins vrai que les sinistres ont parfois des conséquences désastreuses.

Le même accident, l'écroulement d'un échafaudage, l'explosion d'une chaudière, l'éboulement d'un terrain, peut faire de nombreuses victimes.

Dans l'individuelle, au contraire, le risque est moins concentré et la réparation du sinistre moins onéreuse.

5° Disons enfin que le recouvrement des primes, dans l'assurance individuelle, eût été très difficile, non seulement à cause de la cherté de l'assurance, mais encore à cause de l'instabilité de la classe ouvrière, qui forme généralement une population flottante, vivant au jour le jour, logeant parfois en garni, et tribus nomades, se déplaçant avec la plus grande facilité.

Or, les déclarations de changement de résidence, entraînant parfois et même souvent des changements de profession, étaient des entraves au développement de l'individuelle. En présence de formalités non accomplies, les déchéances, déjà trop nombreuses, se seraient accrues, et les Compagnies auraient refusé les indemnités. « Les non-valeurs se seraient multipliées, dit « M. Tarbouriech, et il en serait résulté des procès innombrables,

« des difficultés de toutes sortes, qui auraient dégoûté de l'assurance, les ouvriers eux-mêmes, et ruiné la société qui aurait été assez téméraire pour composer un portefeuille avec de pareils risques » (1).

STATISTIQUE. — Il nous a paru intéressant de rechercher dans les comptes rendus des Compagnies, le nombre des contrats collectifs et individuels souscrits pendant l'exercice 1898 et de comparer, quand cela nous était possible, le chiffre des sinistres à celui des primes. Voici les résultats que nous avons obtenus. Malheureusement, certaines sociétés ayant donné leurs chiffres en bloc, n'ont pu nous fournir que des données moins précises.

| COMPAGNIES             | COLLECTIVES       | PRIMES              | INDIVIDUELLES     | PRIMES              |
|------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Patrimoine .....       | 8,044             | 955,978,01          | 8,111             | 275,632,14          |
| Secours .....          | 4,887             | 349,766,12          | 2,284             | 103,739,35          |
| Abeille .....          | 2,673             | 295,320,30          | 1,786             | 86,428,90           |
| Caisse des familles... | 1,194             | 122,613,70          | 1,330             | 49,690,04           |
| Urbaine-Seine .....    | ?                 | 1,727,298,75        | ?                 | 169,260,20          |
| Préservatrice .....    | ?                 | 1,437,169, »        | ?                 | 440,900 »           |
|                        | <u>16,798 (2)</u> | <u>4,888,145,88</u> | <u>13,511 (2)</u> | <u>1,125,650,63</u> |

Nous tenons, de plus, essentiellement à faire remarquer que parmi ces contrats individuels :

1° Un assez grand nombre sont relatifs à des accidents autres que des accidents du travail, proprement dit.

Nous devons dire, néanmoins, que sous cette dénomination : « polices individuelles », ne sont pas englobées les assurances contre les accidents causés aux chevaux et voitures, ni les assurances des bris des glaces ou autres ;

2° De plus, et ce point est capital, dans la pratique, ces assurances individuelles étaient et sont le plus souvent contractées par de petits patrons, et bien rarement par les ouvriers, sauf peut-être les privilégiés de cette classe.

Ce tableau ne nous donne que les résultats d'un exercice. Nous le compléterons par les détails suivants qui nous permettront mieux encore d'apprécier l'extension donnée aux assurances collectives :

Au 31 décembre 1898, la *Providencia* avait en portefeuille :

|                                         |     |              |           |
|-----------------------------------------|-----|--------------|-----------|
| 22,495 polices collectives donnant..... | Fr. | 3,250,510 40 | de primes |
| 7,420 — individuelles — .....           | »   | 443,699 13   | —         |

(1) *Loc. cit.*, vij.

(2) Non compris Urbaine-Seine et Préservatrice.

A la même époque, le *Secours* possédait :

|        |                                                    |     |               |
|--------|----------------------------------------------------|-----|---------------|
| 18,976 | polices collectives dont l'encaissement était de : | Fr. | 12,359,422 95 |
| 10,136 | — individuelles — .....                            | »   | 2,778,318 75  |

Ces chiffres paraissent bien démontrer, comme nous le disions, que la recherche de la prime fut une des causes principales du développement de la branche collective.

Nous ajoutions que les Compagnies furent souvent déçues : en voici quelques preuves :

A la *Caisse des Familles*, le chiffre des primes s'est élevé en 1898 :

|                                      |     |            |
|--------------------------------------|-----|------------|
| Pour les contrats collectifs, à..... | Fr. | 122,613 70 |
| Et celui des sinistres, à.....       | »   | 124,876 75 |

Le résultat industriel s'est donc traduit par une perte. Au contraire, pour les contrats individuels, l'encaissement a été de :

|              |     |           |
|--------------|-----|-----------|
| Primes ..... | Fr. | 49,690 04 |
|--------------|-----|-----------|

sur lesquels on a payé :

|                |   |           |
|----------------|---|-----------|
| Sinistres..... | » | 30,043 33 |
|----------------|---|-----------|

Le bénéfice a donc été dû en entier aux assurances individuelles, alors que pour les assurances collectives, il n'y a même pas eu équilibre.

Dans cette Compagnie, le rapport des sinistres aux primes a donc été de 36,33 p. 100 en ce qui concerne la branche individuelle, et de 57,50 p. 100 en ce qui concerne la branche collective, soit 27,17 p. 100 d'écart.

En résumé, l'assurance collective fonctionnait de la manière suivante.

Par un contrat principal passé entre le patron et son assureur, celui-ci s'engageait, jusqu'à concurrence d'une somme relativement peu élevée — rarement supérieure à 1,800 francs — à indemniser l'ouvrier, victime d'un accident.

Accessoirement, à ce contrat principal était annexée une police complémentaire par laquelle l'assureur était tenu d'indemniser le patron, si ce dernier, déclaré responsable vis-à-vis de ses ouvriers, en vertu de l'article 1382 du Code civil, était condamné à leur verser une indemnité. Mais cette responsabilité civile du patron, l'assureur ne s'engageait à la couvrir dans la pratique, que jusqu'à concurrence de 5,000, 7,000 ou au maximum 10,000 francs.

Tel était, brièvement exposé, le fonctionnement de l'assurance avant la loi du 9 avril 1898, et tel est encore son fonctionnement, là où l'article 1382 du Code civil est resté en vigueur.

Par suite, intérêt de première nécessité pour l'ouvrier à recourir à l'assurance individuelle, si son patron négligeait de l'assurer : intérêt bien atténué désormais par suite de l'introduction dans notre législation, du risque professionnel.

---

## CHAPITRE II

### La loi du 9 avril 1898. Économie de la loi.

#### SECTION I. — Risque professionnel et indemnité forfaitaire.

Il n'entre point dans notre étude de faire un commentaire de cette loi, ni même son historique. Il nous suffira de dire qu'elle est restée près de vingt ans sur le chantier. « De 1880 à 1887, dit M. Maruéjols dans son rapport, il ne fut pas déposé moins de quinze propositions, émanées des hommes les plus considérables de la Chambre et ayant toutes le même objet (1). »

Comme en bien d'autres choses, la France, une des premières, lança l'idée démocrate du risque professionnel, mais se laissa devancer par plusieurs des principaux pays d'Europe, et ce n'est que le 9 avril 1898, que cette loi entraînait décidément dans notre législation.

L'économie de cette loi est trop importante pour l'objet de notre étude, pour n'en point dire quelques mots. Deux points principaux retiendront notre attention :

A. — L'introduction, dans notre droit, du risque professionnel.

B. — La substitution de l'indemnité légale et forfaitaire au pouvoir souverain des tribunaux.

A. — LE RISQUE PROFESSIONNEL. — La loi du 9 avril 1898 marque l'avènement d'un principe nouveau. A la *théorie de la responsabilité* : « Nul n'est tenu que de sa faute », succède la théorie du risque professionnel, qui met les accidents fortuits ou de force majeure à la charge du patron. Les risques d'accidents sont considérés dans ce système, comme faisant partie de la masse des frais généraux. « L'entreprise même, considérée dans son impersonnalité, dit M. Millerand, assume la réparation de l'accident occasionné par la production, comme tous les autres frais de cette production, et l'incorpore avec eux au prix de « revient » (2). »

(1) *Journal officiel*, 30 décembre 1897.

(2) MILLERAND. Circulaire aux préfets, 24 août 1899.

Strictement, la théorie du risque professionnel ne met à la charge de l'entreprise que les accidents résultant de cas fortuits ou de force majeure. Mais cette théorie est susceptible d'extension, et l'on peut concevoir un système plus rigoureux encore, et dans lequel même les accidents dus à la faute de l'ouvrier sont à la charge du patron (1). C'est le système de notre loi. Cette loi décide, en effet, que non seulement tout accident fortuit ou dû à la force majeure serait à la charge du patron ; mais elle lui a imposé encore la réparation de tout accident du travail (cas de dol excepté) : même les accidents dus « à la faute inexcusable » de la victime seront à la charge du chef d'entreprise, avec la faculté pour les tribunaux, cependant, de réduire l'indemnité dans ce dernier cas (2).

L'article 1<sup>er</sup> cite les industries qui tombent sous le coup de la loi. Cet article n'est pas limitatif ; nous nous bornons à y renvoyer. Ajoutons encore que l'article unique de la loi du 30 juin 1899 soumet au risque professionnel les exploitations agricoles, mais seulement en ce qui concerne les accidents causés « par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés ».

Ajoutons enfin, pour être complet, que la législation nouvelle s'applique à tous les accidents du travail, et à eux seuls (3).

B. — L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE. — Les indemnités dues en vertu de la législation nouvelle ont un caractère transactionnel et forfaitaire. Le législateur a rendu le chef d'entreprise responsable de tous les accidents. Mais, en compensation, il a imposé une limite aux conséquences pécuniaires de cette responsabilité (v. art. 3). Même dans le cas de « faute inexcusable du patron », si le législateur a laissé au juge le droit de majorer l'indemnité, il lui a cependant fixé un maximum, qui ne pourra dépasser « soit la réduction, soit le montant du salaire annuel ». (Art. 20, 2<sup>e</sup> al.) (4).

(1) RAOUL JAY. *Les assurances ouvrières*. Cours professé à la Faculté de Droit, 1898-99.

(2) Art. 20, 2<sup>e</sup> al.

(3) Sur le mot « accident », v. VILLETARD DE PRUNIÈRES. *De l'assurance contre les accidents du travail*.

(4) Ces indemnités sont encore *incessibles et insaisissables*, art. 3 de la loi, § C, alinéa 3.

SECTION II. — Effets généraux de la loi du 9 avril 1898 sur l'assurance.

Dans cette section, nous ne ferons qu'énumérer quelques-unes des conséquences principales de cette loi, pour lesquelles de longs développements ne nous paraissent pas nécessaires. Celles qui méritent une étude spéciale seront examinées dans le corps de notre travail et conformément à notre plan.

1° Un des effets généraux de la législation nouvelle sera, il est à peine besoin de le dire, la prédominance de l'assurance-responsabilité sur l'assurance-réparation, bien que celle-ci soit comprise dans la première.

2° L'assurance intéresse désormais le patron. L'ouvrier n'a plus un intérêt *direct* à l'assurance ; nous dirons, cependant, plus loin dans quels cas il peut être intéressé, mais indirectement, à l'assurance de son patron.

Il est bien vrai que le chef d'entreprise ne répond pas des accidents pouvant entraîner une incapacité de travail, non supérieure à quatre jours. L'ouvrier, pourrait-on soutenir, a un intérêt direct à s'assurer personnellement. C'est incontestable. Mais pour une aussi courte durée d'incapacité, l'objet de l'assurance est insignifiant, et la pratique ne donnera jamais d'exemple d'assurance d'une incapacité temporaire inférieure à cinq jours.

De même, pourrait-on soutenir, que l'indemnité due par le patron, peut être insuffisante, étant donné son caractère forfaitaire, à la réparation intégrale du préjudice causé à la victime d'accident. Or, l'ouvrier est intéressé à s'assurer pour une somme égale à la différence existant entre l'indemnité mise à la charge de son patron et la somme nécessaire à la réparation intégrale du préjudice. Il n'y aurait même là aucune atteinte au principe d'après lequel l'assurance est un contrat d'indemnité, puisqu'une telle stipulation n'aurait d'autre effet que de remettre dans la situation où se trouvaient avant le sinistre, la victime ou ses représentants.

Ainsi, « pour l'incapacité absolue et permanente, l'ouvrier a « droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel » (art. 3). Si donc le salaire était de 2,400 francs, la rente due sera de  $\frac{2400 \times 2}{3} = 1,600$  francs. L'accident cause donc à la victime un préjudice de  $2,400 - 1,600 = 800$  francs. L'assurance pourrait couvrir cette fraction de préjudice.

Mais sur ce point encore, une telle assurance complémentaire restera la plupart du temps étrangère à la pratique, et d'après les renseignements qui nous ont été fournis dans diverses sociétés, on n'a pas eu encore d'assurance de la sorte.

3° Comme conséquence des explications qui précèdent, l'assurance individuelle a presque perdu sa raison d'être pour l'ouvrier bénéficiaire de la nouvelle loi.

4° Sous l'ancienne législation et là où l'article 1382 du Code civil est encore en vigueur, l'assurance de la responsabilité civile du chef d'entreprise ne formait qu'un contrat accessoire, jamais isolé. Le patron qui voulait couvrir sa responsabilité, devait premièrement assurer son personnel ouvrier. Ce contrat devient aujourd'hui, unique et principal.

5° Sous l'ancienne législation, les Sociétés d'assurance ne garantissaient jamais cette responsabilité dans son intégralité. Effrayées du pouvoir des tribunaux, dont l'appréciation était basée sur les faits de la cause, elles établissaient elles-mêmes un *plein*, limite maxima, au-dessus de laquelle le patron était à découvert : c'étaient, dans la pratique, 5,000-7,000, mais jamais plus de 10,000 francs.

Avec le principe de l'indemnité forfaitaire, l'assureur connaît désormais la limite des charges qu'il assume, et ces charges, il s'engage à les supporter entièrement, aux lieu et place de l'assuré.

Plus protectrice que par le passé, l'assurance garantit donc l'industriel contre toutes les conséquences pécuniaires, auxquelles un sinistre peut l'exposer.

6° Il suffira désormais, dans certains cas, que le patron soit assuré, pour échapper au recours de la Caisse des retraites, si l'assureur est insolvable (art. 26). (Nous développerons ce point.)

Il y a, nous semble-t-il, dans ces deux conséquences qui précèdent, une objection sérieuse à la violence des critiques dont la loi nouvelle fut l'objet à son apparition, et d'après lesquelles la loi du 9 avril 1898 serait un écrasement pour l'industrie nationale.

7° La législation nouvelle ayant adopté comme système d'indemnités le service des pensions, les sociétés qui voudront se charger elles-mêmes de ce service, devront emprunter à l'assurance-vie les moyens de calculer les charges imposées par le service des rentes (tables de mortalité).

8° La loi du 9 avril 1898 aura-t-elle pour effet de rendre plus élevé le coût de l'assurance ? C'est là une question que nous étudierons spécialement.

9° Si les charges de l'assureur sont plus lourdes, le rôle de la réassurance doit être plus nécessaire.

10° L'assurance contre les accidents ne constitue plus une industrie libre (1). Les sociétés qui la veulent pratiquer sont tenues de se soumettre à certaines formalités (cautionnement, réserve mathématique), et fonctionnent désormais sous le contrôle et la surveillance du Gouvernement.

---

(1) RAOUL JAY. *Loc. cit.* *Les Assurances ouvrières*, Cours professé à la Faculté de Droit, 1898-1899.

## DEUXIÈME PARTIE

### **Effets juridiques de l'assurance. — Organes. — Régime de la loi.**

CHAPITRE I. — Effets juridiques de l'assurance d'après la loi du 9 avril 1898.

*Section I.* — La substitution légale de l'assureur à l'assuré. — Portée et sens restrictifs de ces mots.

*Section II.* — L'action de l'ouvrier contre l'assureur de son patron. Directe ou oblique ?

CHAPITRE II. — Organes.

α) Compagnies.

β) Mutuelles  $\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ ordinaire.} \\ 2 \text{ corporatives ou professionnelles.} \\ 3 \text{ Sociétés de secours mutuels.} \end{array} \right.$

γ) Syndicats de garantie. Sont-ils des organes d'assurance ? Distinction.

δ) Caisse nationale.

CHAPITRE III. — Régime de la loi : Garanties, contrôle et surveillance.

α) Cautionnement.

β) Réserve mathématique.

γ) Contrôle proprement dit.

## CHAPITRE PREMIER

### Effets juridiques de l'assurance d'après la loi du 9 avril 1898,

#### SECTION I. — La « substitution légale » de l'assureur à l'assuré.

##### Portée et sens restrictifs de ces mots.

Il fut enseigné par certains auteurs, et il est dit couramment dans la pratique qu'une des innovations les plus importantes de la loi du 9 avril 1898, était la suivante : Il suffirait que le patron fût assuré à une société organisée suivant le modèle de la loi, c'est-à-dire :  $\alpha$ ) ayant versé son cautionnement ;

$\beta$ ) et soumise au contrôle permanent de l'État, *pour être déchargé vis-à-vis de son personnel ouvrier de toute responsabilité.*

D'après cette opinion, le contrat d'assurance aurait pour effet de substituer entièrement l'assureur à l'assuré.

Ainsi présentée, une telle affirmation nous paraît au moins très inexacte. Elle doit subir d'abord une première restriction, en ce qui concerne la généralité des cas dans lesquels cette substitution légale se ferait. Il ne serait point vrai de dire que l'assureur est *toujours* « légalement substitué à l'assuré » : car, les articles sur lesquels on s'appuie pour soutenir cette prétention, sont spéciaux aux cas de mort et d'incapacité permanente.

En effet, les termes qui serviraient de base à cette conviction, seraient contenus dans l'article 26 de la loi, ainsi conçu : « *En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira (la Caisse nationale des retraites), pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2101 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur, et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.* »

Nous examinerons plus loin ce qu'il faut entendre par ces derniers mots qui servent de base à l'argument d'après lequel l'assureur serait « légalement substitué à l'assuré » qui, de son côté, échapperait à toute responsabilité vis-à-vis de l'ouvrier.

Pour le moment, faisons seulement remarquer que cet article 26 ne vise que les cas de mort et d'incapacité permanente (absolue ou partielle).

Soutenir que cette substitution légale se produirait même en cas d'incapacité temporaire, serait une grave erreur. La place occupée par l'article 26 laisse bien nettement comprendre la restriction qu'il faut apporter à l'extension de cette substitution à tous les cas.

Il est dit, en effet, dans les articles 23 et 24 de la loi :

Art. 23... : « La créance de la victime de l'accident ou de ses « ayants droit, relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et « funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'in- « capacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de « l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

« *Le paiement des indemnités pour incapacité permanente « de travail ou accidents suivis de mort est garanti confor- « mément aux dispositions des articles suivants.* »

Cet article établit donc une distinction entre les indemnités dues pour incapacité temporaire et les autres.

Or « ces articles suivants », auxquels fait allusion l'article 23, disent précisément qu'à défaut, soit par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés d'assurances, etc., de s'acquitter des indemnités mises à leur charge, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse intervient (art. 24) et l'article 26 qui complète l'article 24 ajoute que, « en cas d'assurance... la Caisse des retraites n'aura plus de recours contre les chefs d'entreprise ».

Il faut donc conclure que la Caisse des retraites n'est appelée à fonctionner que pour les cas prévus par le dernier alinéa de l'article 23, c'est-à-dire pour les cas de mort et d'incapacité permanente, et c'est pour ces cas aussi seulement qu'il est dit que, si le patron est assuré, elle n'aura plus de recours contre lui.

Et comme on se base sur ces mots : « En cas d'assurance, elle n'aura plus de recours contre les chefs d'entreprise », pour soutenir que l'assureur endosse la responsabilité de ces derniers, en les dégageant complètement de toute responsabilité, il faut donc bien conclure que cette « substitution légale » — en la supposant vraie — ne le serait que pour les cas de mort et d'incapacité permanente.

Sur ce premier point la solution nous paraît très peu discutable.

Mais reste le second point, beaucoup plus délicat et non moins important.

Pour ces cas de mort et d'incapacité permanente, quels sont les effets juridiques du contrat d'assurance ? Est-il vrai de dire que le patron assuré est déchargé de toute responsabilité vis-à-vis de l'ouvrier victime d'un accident, et que celui-ci n'a plus de recours alors que contre l'assureur de son patron ?

Cette opinion à laquelle nous avons d'abord adhéré, nous paraît exagérée.

Elle a été émise par certains auteurs qui ont tiré argument des derniers mots de l'article 26. Nous la croyons néanmoins très discutable.

Cette manière de voir a été soutenue notamment par MM. Jacquin et d'Estaintot, dans leur ouvrage intitulé : *Droits des patrons et ouvriers d'après la loi du 9 avril 1898* (1). A ce sujet, ces auteurs s'expriment ainsi :

« Les exigences de l'État, à l'égard de ces Compagnies, et la  
« rigueur du régime de surveillance auquel elles sont soumises,  
« s'expliquent dans la matière qui nous occupe et se légitiment  
« par ce fait, que l'assureur va se trouver substitué au chef  
« d'entreprise, complètement libéré par l'existence de son  
« contrat d'assurance.

« En droit commun, et pour prendre par exemple la situation  
« du locataire responsable de l'incendie, en cas d'assurance de  
« ce locataire, le propriétaire conserve toujours son action contre  
« le locataire responsable. Le contrat d'assurance que celui-ci a  
« passé donne au propriétaire une garantie nouvelle, mais ne  
« libère pas l'assuré. Au contraire, d'après la loi de 1898, le chef  
« d'entreprise qui aura contracté avec une compagnie d'assu-  
« rances, constituée et fonctionnant conformément à la loi nou-  
« velle, se trouvera exonéré d'une façon absolue de toute res-  
« ponsabilité. L'article 24 dispose, en effet, que le crédi-rentier  
« qui n'est point payé par le chef d'entreprise ou par la Compa-  
« gnie d'assurances, doit demander son payement à la Caisse  
« nationale des retraites qui lui assure le payement des arré-  
« rages de sa rente.

« L'article 26 ajoute que : « En cas d'assurance du chef d'entre-  
« prise, elle jouira pour le remboursement de ses avances du  
« privilège de l'article 2101 du Code civil, sur l'indemnité due  
« par l'assureur, et n'aura plus de recours contre le chef d'en-  
« treprise. »

(1) JACQUIN et D'ESTAINTOT. *Droits des patrons et ouvriers d'après la loi du 9 avril 1898*, 194 et sq.

« Cette règle, absolument contraire au droit commun, ne présente aucun inconvénient pour le créancier de l'indemnité, puisqu'il est payé par la Caisse nationale des retraites ; elle est au contraire essentiellement favorable au chef d'entreprise, qui aura ainsi le plus grand intérêt à s'assurer » (1).

L'opinion de ces auteurs n'est pas douteuse, elle est bien nette. Pour eux, le contrat d'assurance aurait pour effet de « libérer complètement le chef d'entreprise » qui « se trouvera exonéré de toute responsabilité ».

Cette opinion, qui a un certain fonds de vrai, nous le montrerons plus loin, telle qu'elle est présentée, est certainement exagérée. Nous croyons même d'autant plus utile d'essayer de faire voir ce qu'elle contient d'erroné, qu'elle est, dans la pratique, d'une vogue assez courante.

Nous nous baserons pour l'objet de cette discussion :

1° Sur les textes ;

2° Sur les travaux préparatoires.

1° LES TEXTES. — Dans aucun texte, loi, décrets ou arrêtés ministériels, — nous ne trouvons trace de cette substitution de l'assureur à l'assuré et de la complète décharge de responsabilité de ce dernier, par suite de son contrat d'assurance.

L'article 24 dit qu'« à défaut soit par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés d'assurances, etc., de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge, à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, etc. » ;

Et l'article 26, qui sert de pivot à la thèse que nous combattons, dit dans son deuxième alinéa : « En cas d'assurance du chef d'entreprise elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2101 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise. »

Voilà ce que disent formellement les textes, mais c'est tout ce qu'ils disent.

a) *But.* — D'ailleurs, tout ce titre IV de la loi qui porte la rubrique *garanties* a uniquement pour but de garantir aux créanciers, c'est-à-dire aux victimes du travail, le paiement des indemnités qui leur sont dues, et les articles qui font l'objet de

(1) P. 194 et 195, n° 300.

la discussion peuvent se résumer ainsi : Si les débiteurs, soit patrons, soit assureurs, ne payent pas la victime, la Caisse nationale des retraites la paiera à leur place, et elle exercera ensuite un recours contre eux. Toutefois, si le chef d'entreprise est assuré, elle abandonne son recours contre lui, et ne réclamera qu'à son assureur le remboursement de ses avances.

Tel est, nous semble-t-il, le sens de ces articles, et nous ne pensons pas que le législateur ait voulu leur en donner un autre ; c'est ce que nous examinerons, d'ailleurs, d'après la discussion qui a précédé le vote de l'article 26.

Cet article 26 et tout le titre IV n'ont pas pour but de régler les rapports entre assureurs et assurés. Ils veulent garantir à l'ouvrier le paiement des indemnités qui lui sont dues, et pas autre chose.

b) *Effet*. — Nous croyons même que soutenir que cet article 26 a pour effet — sinon pour but — de substituer l'assureur à l'assuré d'une manière absolue, c'est donner au texte une interprétation exagérée.

D'ailleurs, soit dans la loi, soit dans les décrets ou arrêtés ministériels, les chefs d'entreprise dans leurs rapports avec les victimes, sont placés sur le même pied que les sociétés d'assurances.

L'article 24 de la loi dit lui-même, en effet, 1<sup>er</sup> alinéa :

« A défaut, soit par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés d'assurances... »

Si le contrat d'assurance avait eu pour effet d'exonérer le chef d'entreprise de toute responsabilité vis-à-vis de l'ouvrier, la conséquence pratique de cette substitution eût été la suivante : la victime n'aurait eu aucune action contre son patron. Attaqué par l'ouvrier victime d'un accident du travail, ou par ses représentants, le patron aurait pu répondre : « Je ne vous dois rien ; je suis assuré, cela me suffit. Mon contrat me libère de toute responsabilité vis-à-vis de vous, pour les accidents suivis d'incapacité permanente ou de décès. Adressez-vous à mon assureur qui est substitué à toutes les obligations que j'aurais pu avoir vis-à-vis de vous par suite d'accident. Quelle que soit la tournure du procès, cela est égal à mes intérêts. Un autre a pris ma place. C'est à lui que vous devez adresser vos réclamations. »

Cette réponse, brutale en fait, aurait été conforme au droit strict, si la substitution complète de l'assureur à l'assuré avait bien été l'effet du contrat d'assurance.

Mais nous avons dit que les textes n'autorisaient nullement une telle interprétation.

Enfin, la seule étude du texte d'une loi est parfois insuffisante à son interprétation, si l'on ne remonte à l'étude de la discussion des travaux préparatoires qui nous permettra infailliblement de connaître l'esprit de cette loi.

2° TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — Or, l'étude des travaux préparatoires ne nous paraît laisser aucun doute à ce sujet.

Nous comprenons — bien que le texte lui-même de l'article 26 ne nous paraisse pas autoriser l'interprétation que nous combattons, et que nous avons d'abord adoptée — que les termes de cet article aient pu prêter matière à la confusion qu'ont faite MM. Jacqmin et d'Estaintot. Car cette confusion se produisit dans l'esprit de certains sénateurs, lors de la discussion de l'article 26.

M. Poirrier notamment, sénateur de la Seine, demandait la suppression de ces mots : « En cas d'assurance... la Caisse nationale des retraites n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise. »

M. Poirrier pensait, lui aussi, que par ce texte l'assureur serait substitué de plein droit au chef d'entreprise et que la victime pourrait agir contre la société d'assurances seulement.

Cette fausse interprétation a donc bien hanté, dans le début, l'esprit de certains membres du Sénat.

Mais la réponse du rapporteur au nom de la Commission fut précise et laissa bien entendre qu'il ne pouvait y avoir de doute sur ce point, et que malgré son contrat d'assurance le patron n'échappait pas au recours de la victime.

Citons, en effet, les passages des travaux préparatoires relatifs à cette discussion.

Dans la séance du 7 mars 1898, au Sénat, M. Poirrier s'exprimait ainsi :

M. POIRRIER (Seine). — Messieurs, j'accepte l'article 26 tel qu'il est rédigé par la commission. Cependant je demande la suppression de la partie de cet article qui prononce la substitution des compagnies d'assurances aux patrons assurés ; cette substitution est encore, à mes yeux, un vestige malheureux des anciens projets.

En effet, en substituant les compagnies d'assurances aux chefs d'industrie vous mettez la victime d'accident, en cas de difficulté pour le règlement de l'indemnité, non plus en présence de son patron, mais en présence d'une collectivité.

Voyez ce qui se passe en Allemagne. On a fait remarquer avec raison que

le nombre des procès y avait été en augmentant, et cela dans des proportions considérables.

Savez-vous pourquoi ? C'est parce que la collectivité ne connaît qu'une chose : l'intérêt de la caisse. Le patron, au contraire, obéit souvent à d'autres mobiles et apportera, dans la discussion avec son ouvrier pour le règlement des indemnités, un plus grand esprit de conciliation ; il se mettra bien plus facilement d'accord avec lui qu'une collectivité qui, encore une fois, ne peut avoir de cœur et ne connaît, je le répète, que l'intérêt de la caisse.

Je trouve donc, messieurs, qu'au point de vue de l'ouvrier, cette disposition est extrêmement mauvaise ; l'ouvrier ne redoute rien tant que d'être en présence des compagnies d'assurances. Ceux de vous, d'ailleurs, qui ont eu affaire à ces compagnies savent combien elles sont difficiles.

M. FÉLIX MARTIN. — Il ne s'agit pas de cela !

M. POIRRIER (Seine). — Il s'agit si bien de cela, mon cher collègue, qu'on propose de substituer les compagnies d'assurances aux chefs d'industrie en cas d'insolvabilité.

On le voit, ce passage de la discussion, dans lequel M. Poirrier craignait que par l'effet du contrat d'assurance les sociétés d'assurances fussent substituées au chef d'entreprise, indique bien que le législateur ne voulait pas mettre l'ouvrier victime en présence de la seule société, « de la collectivité », en lui enlevant toute action contre son patron.

L'esprit de la loi du 9 avril 1898, loi essentiellement ouvrière, serait donc en contradiction avec lui-même, si par le fait du contrat d'assurance la victime ne pouvait s'adresser à son patron qui fait preuve d'un « plus grand esprit de conciliation » que « la collectivité qui ne peut avoir de cœur et ne connaît que l'intérêt de la caisse ».

Voici enfin la réponse de M. Thévenet, rapporteur, aux craintes et aux critiques de M. Poirrier. Elle est significative et ne peut, nous le croyons du moins, ne laisser aucun doute à ce sujet :

En ce qui touche l'article 26, dit M. Thévenet, l'honorable M. Poirrier a fait, je crois, une confusion. Il ne voudrait jamais placer l'ouvrier en face d'une compagnie d'assurances. Nous sommes de son avis, mais il faut préciser et examiner de près les situations.

Il y a, dans le règlement des pensions, deux phases absolument distinctes. Dans la première, l'ouvrier ou ses ayants droit sont en face du chef d'entreprise ; ils discutent avec lui sur la quotité de la pension qui doit être allouée à titre d'indemnité. Dans cette première phase, l'ouvrier ne perdra pas le contact avec son patron, c'est à lui qu'il s'adressera. Par conséquent, le péril que redoute l'honorable M. Poirrier n'existe pas.

M. POIRRIER (Seine). — Je prends acte de cette déclaration.

M. LE RAPPORTEUR. — Voilà pour la première phase. Quand s'ouvrira la seconde, de quoi sera-t-il question ? Il ne pourra plus s'agir de régler l'indemnité, ce sera fait. Il faudra en assurer le paiement.

Eh bien, pendant cette seconde phase, l'ouvrier se trouvera placé en réalité en face de la Caisse des retraites pour la vieillesse. C'est elle qui, une fois la pension définitivement fixée, payera les arrérages de cette pension si le chef d'entreprise ou la compagnie manque à ses engagements (1).

Après ces explications, l'article 26 fut voté sans suppression des mots qui avaient fait l'objet de la discussion.

Il nous semble que le doute est bien dissipé après ces explications que nous avons empruntées aux travaux préparatoires. « L'ouvrier ne perdra pas le contact avec son patron; c'est à lui qu'il s'adressera. » Ces paroles du Rapporteur et les craintes de M. Poirrier qui redoute la substitution absolue de l'assureur à l'assuré, caractérisent bien l'esprit de la loi, et nous admettons, soit en nous appuyant sur le texte même de l'article 26 de la loi, qui ne prononce pas cette substitution, soit sur les travaux préparatoires, qui ne laissent plus de doute sur ce sujet, que le contrat d'assurance n'a pas pour effet de décharger le patron de sa responsabilité vis-à-vis de ses ouvriers, et que la société d'assurances n'est pas substituée au chef d'entreprise, au point d'assumer seule les obligations de ce dernier, et d'en répondre seule devant la victime ou ses représentants.

Outre ces arguments que nous faisons valoir, tirés et du texte de la loi et des travaux préparatoires, il est peut-être juste de faire remarquer, au point de vue moral, quel effet aurait produit cette réponse — même faite sous une forme moins brutale que nous l'avons présentée — du chef d'entreprise à la victime : « Je ne vous dois rien. Arrangez-vous avec mon assureur. »

Croit-on que la possibilité pour le patron de congédier ainsi ses ouvriers, eût été un moyen d'apaiser les difficultés qui surgissent sans cesse dans les rapports si tendus aujourd'hui entre le capital et le travail ? Nous ne pensons pas que le législateur eût voulu, même involontairement, produire un tel résultat dans une loi qu'on peut à juste titre considérer comme une œuvre d'apaisement et de conciliation ?

Nous admettons donc que le chef d'entreprise assuré reste responsable vis-à-vis de ses ouvriers ; que ceux-ci, victimes d'un accident du travail, peuvent s'adresser directement à lui pour lui demander réparation, et, comme corollaire, que le patron ne peut leur opposer une exception tirée de l'existence de son contrat d'assurance.

Mais ce qu'il est bon d'ajouter aussi, et de bien faire ressortir,

(1) *Journal officiel* du 8 mars 1898, p. 269 et sq.

c'est que, en fait, le chef d'entreprise trouvera dans son contrat d'assurance une garantie nouvelle qui lui avait manqué jusqu'à ce jour, sous l'empire du droit commun. C'est la suivante : Vis-à-vis de la victime, le patron assuré n'aura pas à répondre de l'insolvabilité de son assureur.

Bien entendu, ce que nous disons là, n'est vrai que pour les accidents suivis de mort ou d'incapacité permanente. C'est sur ce point, mais sur ce point seulement, que l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 déroge au droit commun, et c'est bien, il nous semble, la solution qu'il faut donner à l'interprétation de cet article.

En effet, si l'on s'en rapporte au droit commun, le contrat d'assurance n'intervenant qu'entre le patron et son assureur, il paraît juste de décider qu'aux yeux de la victime le chef d'entreprise est seul responsable, et est seul tenu de remplir les obligations que l'accident a mises à sa charge. Si donc le service de la rente fait par l'assureur vient à cesser, par suite d'insolvabilité, le patron est tenu de remédier à cette insolvabilité ; car c'est lui le véritable débiteur, et la victime est censée ne connaître que lui.

Or, la loi du 9 avril 1898 a porté au droit commun une importante dérogation. Si la société d'assurances devient insolvable, le patron ne répond pas de cette insolvabilité. C'est la Caisse nationale des retraites qui intervient ; c'est à elle à faire le service des indemnités, sans recours contre le chef d'entreprise. Et dans la pratique, il faut bien le reconnaître, ce ne sera pas pour le patron un mince avantage que de n'être pas garant de l'insolvabilité de son assureur.

Tels sont bien, nous semble-t-il, le sens de l'article 26 et la portée restrictive, quoique éminemment favorable aux patrons assurés, des mots sur lesquels on s'est cru fondé à soutenir que l'assureur était substitué au chef d'entreprise, et que celui-ci était dégagé de toute responsabilité.

— Si l'on admettait cette décharge complète de responsabilité, effet du contrat d'assurance, voici alors l'injuste solution qui nous paraîtrait s'imposer dans l'espèce suivante :

Nous supposons qu'un chef d'entreprise se voie opposer par son assureur une clause de déchéance, et perde le bénéfice de son contrat. L'assureur, en cette circonstance, ne saurait être tenu au paiement puisque la déchéance dont il se prévaut aurait eu précisément pour effet de le dégager de cette obligation, par suite d'une violation du contrat, de la part du chef d'entreprise.

Soutiendra-t-on, d'un autre côté, que le patron se retranchera derrière son contrat pour dire qu'*étant assuré*, c'est à la Caisse des retraites à payer ? (argument des mots : En cas d'assurance...)

Cette solution, qui peut paraître logique avec le système de la substitution complète de l'assureur à l'assuré, produirait les résultats les plus choquants.

En effet, que la Caisse des retraites paie. Lui accorder un recours contre la société d'assurances, ce serait alors annihiler l'effet des clauses de déchéances, cependant librement consenties entre assureur et assuré, et rendre responsable l'assureur de tous les manquements de l'assuré à ses obligations.

Faire supporter à la Caisse des retraites le paiement définitif de ces indemnités ? C'est alors la rendre responsable, elle, cette fois, de la violation du contrat par le chef d'entreprise.

Or, une telle solution, quelle que soit l'hypothèse à laquelle on l'applique, logique mais si choquante, ne peut découler que d'un principe non moins choquant : la substitution de l'assureur à l'assuré, et la parfaite irresponsabilité de ce dernier.

Or, ce principe est-il exact ? L'esprit de la loi, son texte, les travaux préparatoires nous ont suffisamment convaincu, nous le croyons, dans la soutenance de la négative.

— A cette étude, une question se pose : cette substitution de l'assureur à l'assuré, cette irresponsabilité du patron que n'a pas voulues le législateur, sont-elles possibles conventionnellement ? Autrement dit, la convention passée entre un chef d'entreprise et une société d'assurances, convention à laquelle on aurait fait participer l'ouvrier qui se serait engagé à renoncer à tout recours contre son patron, pour actionner uniquement la société d'assurances, serait-elle valable ?

Nous n'hésitons pas encore à soutenir la négative. Une telle convention nous paraîtrait contraire à l'ordre public. La loi du 9 avril 1898 est une loi essentiellement faite en faveur de l'ouvrier, malgré son caractère transactionnel. Le législateur a voulu assurer à l'ouvrier le paiement des indemnités qui pouvaient lui être dues. Or, les travaux préparatoires nous ont suffisamment montré que l'on redoutait de voir l'ouvrier, unité sans force et isolée, aux prises avec une collectivité financière puissante, qui aurait pu triompher de sa faiblesse (1). Le légis-

(1) V. la discussion au Sénat du 7 mars 1898. *Journ. offic.* du 8.

lateur n'a pas voulu qu'il en fût ainsi, et nous ne croyons pas qu'une simple convention puisse s'opposer ainsi au désir du législateur.

D'ailleurs, il y aurait eu, en une telle convention, quelque chose de choquant — nous dirions même d'immoral — dans la situation qui aurait été faite au patron. Irresponsable, il aurait eu une tendance à voir en ses ouvriers de simples automates, — telles des machines, — vis-à-vis desquels il aurait été dégagé de toute obligation par la substitution d'une autre responsabilité à la sienne, — et son irresponsabilité absolue aurait pu le pousser à éviter les soins, tout au moins à faire preuve de plus ou moins de négligence dans l'adoption des mesures de sécurité, auxquelles a droit tout être humain employé au service d'un autre.

Sans doute, les sentiments d'humanité auraient pu contre-balancer l'effet fâcheux de cette irresponsabilité ; mais il était bon aussi de faire intervenir l'intérêt personnel pour rendre plus vive et plus sentie l'idée du devoir moral, en ne donnant pas à un simple contrat d'assurance une force telle, qu'il dégageât son bénéficiaire, en pareille matière, de toute responsabilité.

— En résumé, le sens que nous attribuerions aux articles 24 et 26 de la loi serait donc le suivant :

Si une société d'assurances est débitrice d'indemnités mises à sa charge par suite d'un accident du travail, — à défaut par cette société de s'acquitter de ses obligations aux échéances prescrites, — la Caisse nationale des retraites intervient ; elle paie elle-même la victime ou ses représentants, jouit pour le remboursement de ses avances du privilège de l'article 2101 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur, et n'a plus de recours contre le chef d'entreprise ; et en prenant les choses au pis, en supposant que la société soit insolvable et que la Caisse nationale des retraites n'ait plus qu'un recours illusoire, cette dernière seule, et non point le chef d'industrie, supportera les conséquences de cette insolvabilité.

Mais cette solution ne saurait être appliquée aux indemnités dues pour incapacité temporaire, comme nous l'avons dit au début et dans le corps de ce chapitre.

Et la raison en est bien simple : c'est que la Caisse des retraites n'a pas à intervenir dans le paiement des indemnités dues pour cette deuxième espèce d'incapacité. L'article 23, et notamment le deuxième paragraphe, qui fait la distinction, ne laisse aucun doute sur ce point.

Nous admettrions donc, dans ce cas, que le chef d'entreprise reste tenu, vis-à-vis de la victime, du paiement de l'indemnité journalière, à défaut par la société d'assurances, d'exécuter ce paiement. Il serait donc soumis aux aléas de l'insolvabilité de son assureur.

Aussi, bien que l'assurance intéresse directement et principalement le patron, il n'en est pas moins vrai que l'ouvrier a un intérêt évident à travailler pour un patron solvable, puisque ce dernier est responsable de l'insolvabilité de son assureur pour les cas d'incapacité temporaire ; mais il a un intérêt non moins évident à traiter avec un patron assuré, puisque en cas d'incapacité temporaire, s'il ne bénéficie pas de l'intervention de la Caisse nationale des retraites, il trouve, du moins, dans le contrat d'assurance de son patron une garantie de plus à sa créance éventuelle d'indemnité.

C'est bien là, croyons-nous, l'opinion de MM. Vassart et Nouvion-Jacquet, qui parlent, sans l'expliquer toutefois, « du gros avantage et de la grande sécurité qu'il y a, pour l'ouvrier, à travailler pour un patron prévoyant et solvable ».

**SECTION 2. — L'action de l'ouvrier contre l'assureur de son patron. —  
Directe ou oblique ?**

A notre étude se rattache une question délicate ; c'est la suivante : Quelle est la nature de l'action de l'ouvrier contre l'assureur de son patron ?

La victime d'accident possède-t-elle une action directe contre l'assureur, ou bien, au contraire, n'a-t-elle à sa disposition que l'action oblique de l'article 1166 du Code civil : « Les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne » ?

Avant la loi du 9 avril 1898, jusqu'en 1885, la jurisprudence refusait généralement l'action directe à l'ouvrier. La plupart des cours d'appel, notamment celles de Paris (1), de Rouen (2), de Dijon (3), de Grenoble (4) se prononçaient en ce sens, et, de leur

(1) Paris, 14 novembre 1874. S. 1882, 2, 112, 4 avril 1884. D. 1885, 2, 42.

(2) Rouen, 25 juillet 1881. D. 1882, 2, 63.

(3) Dijon, 27 mars 1882. D. 1882, 2, 225.

(4) Grenoble, 3 janvier 1885. S. 1887, 2, 172.

côté, les tribunaux se conformaient à la jurisprudence des cours d'appel.

La plupart de ces décisions judiciaires se basaient sur l'article 1165 du Code civil ainsi conçu : « Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes... » Par conséquent, d'après la jurisprudence de cette époque, l'ouvrier ne pouvait invoquer *directement* le bénéfice d'une convention passée entre son patron et la société d'assurances, convention à laquelle il était demeuré complètement étranger.

Tel était l'état de la jurisprudence lorsqu'en 1885 la Cour de cassation, par un arrêt célèbre du 1<sup>er</sup> juillet (1), a décidé qu'en contractant une assurance collective, le patron agit comme *gérant d'affaires* de son ouvrier. La Cour de cassation ajoutait que cette convention passée entre le patron et la Compagnie d'assurances, l'ouvrier la ratifiait en laissant prélever sur son salaire une retenue destinée au paiement de la prime.

Comme déduction de ce principe, la Cour de cassation reconnaissait à l'ouvrier le droit d'actionner *directement* la Compagnie (2).

Depuis cette époque, l'arrêt du 1<sup>er</sup> juillet 1885 fit loi en jurisprudence.

Nous ne pouvons aborder l'étude détaillée de cette jurisprudence sans sortir du cadre de notre sujet.

Mais ce que nous avons à considérer maintenant, depuis l'application de la loi du 9 avril 1898, c'est ceci :

L'argument tiré du prélèvement ou de la retenue opérée sur les salaires ne pourrait être invoqué aujourd'hui comme base de l'action directe, car de telles retenues, en droit, ne pourraient être faites, comme étant absolument illicites. Elles auraient pour effet de faire supporter à l'ouvrier la représentation d'une charge incombant au patron et à lui seul. L'opinion contraire ne nous paraît pas soutenable : en effet, puisque les chefs d'entreprise *doivent* indemniser les victimes ou leurs représentants, *a fortiori* sont-ils tenus de payer la prime d'assurance qui, somme toute, n'est que le prix de l'obligation de garantie prise par l'assureur.

C'est bien sur cette impossibilité, en droit, de faire supporter la prime par l'ouvrier, que M. Nissim Samama se fonde pour

(1) D. 1886, 1, 201.

(2) V. VILLETARD DE PRUNIÈRES. *De l'assurance contre les accidents du travail*, p. 207 et sq.

refuser à celui-ci l'action directe contre la Compagnie. M. Samama, à ce sujet, s'exprime ainsi dans son « Commentaire pratique de la loi du 9 avril 1898 » : « L'ouvrier aura-t-il, en cas de refus du patron, outre l'action indirecte de l'article 1166 du Code civil, une action directe contre la Compagnie d'assurances, comme cela était admis avant la mise en vigueur de la loi de 1898? Nous ne le pensons pas. Le patron, d'après la nouvelle loi, s'assure exclusivement dans son propre intérêt. Il n'y aura plus de retenues sur les salaires, et l'ouvrier ne pourra plus invoquer la gestion d'affaires ou la stipulation pour autrui » (1).

L'ouvrier donc n'intervenant pas, même indirectement par le paiement de la prime d'assurance, au contrat passé entre son patron et l'assureur, l'argument de la Cour de cassation, tiré de la retenue des salaires, et admis depuis 1885, a donc aujourd'hui perdu toute valeur.

En envisageant la question sous cette première face il paraît bien logique, en effet, de refuser l'action directe à la victime.

Le système de la substitution légale de l'assureur à l'assuré, système que nous avons examiné et combattu dans le chapitre précédent, aurait pu fournir une base solide à l'action directe, du moins pour les cas de mort et d'incapacité permanente. On aurait pu raisonner de la façon suivante : Quelle est, en effet, la nature de l'action de l'ouvrier contre son patron? C'est incontestablement une *action directe*.

Or, par l'effet du contrat d'assurance, la substitution légale de l'assureur à l'assuré se serait opérée au point qu'on aurait pu soutenir que le seul débiteur de l'indemnité éventuelle, c'était l'assureur. L'ouvrier, victime d'un accident, qui aurait attaqué son patron, aurait pu s'entendre dire par ce dernier : « Je ne vous dois rien. Votre débiteur, c'est l'assureur que la loi a mis à mes lieu et place. Vous aviez une action directe contre moi ; je disparaîs, je m'efface ; votre action reste la même, mais dirigez-la contre mon assureur. »

*Ce n'aurait point été l'ouvrier qui aurait été substitué aux droits du patron ; mais c'est l'assureur qui aurait été substitué aux obligations du chef de l'entreprise.*

L'action, par conséquent, ne changeant pas de nature, directe elle était dans un cas, directe elle serait restée dans l'autre.

L'assureur étant substitué aux obligations du patron, une de

1) NISSIM SAMAMA. *Commentaire pratique de la loi du 9 avril 1898*, p. 74 et 75.

ces obligations consistait à subir le recours éventuel de la victime. Ce recours se serait exercé au moyen d'une action directe contre le patron; pourquoi ne se serait-il pas exercé de la même façon dans un cas où, en vertu de la loi elle-même, l'assureur aurait substitué sa personnalité à celle de l'assuré?

Mais repoussant le principe de la substitution, la logique nous obligeait à repousser les conséquences déduites de ce principe.

De plus, même avec le principe de la substitution, cette substitution légale ne s'opérant que pour les cas de mort et d'incapacité permanente, on n'aurait pu l'invoquer pour soutenir que la victime avait une action directe en cas d'incapacité temporaire.

Cependant, malgré cette double considération : illégalité de la retenue sur les salaires ; — fausseté de la parfaite substitution de l'assureur à l'assuré, — nous serions porté à croire que l'action de l'ouvrier est bien une action directe, ou tout au moins une action d'une nature spéciale, conférant plus de droits que l'action oblique.

Voici sur quels motifs nous fonderions notre opinion :

Si l'ouvrier n'avait que l'action indirecte de l'article 1166, jouissant des droits de cette action, il devrait, à l'inverse, subir les restrictions dont elle est susceptible. Là où l'action exercée par le patron contre son assureur, se heurterait à une exception opposée par ce dernier, — exercée par l'ouvrier, elle devrait voir se dresser en face d'elle les mêmes exceptions. Ce qui est opposable à l'un, devrait être opposable à l'autre. Or, l'article 11 du décret du 28 février 1899 dit que « les polices doivent spécifier « qu'aucune clause de déchéance ne pourra être opposée aux « ouvriers créanciers ».

Or, remarquons-le bien, il ne s'agit pas ici de clauses de déchéance encourues par l'ouvrier, mais bien au contraire de déchéances personnelles au patron. C'est donc que l'ouvrier a, vis-à-vis de l'assureur, des droits que le patron n'a pas, et ces droits, il ne peut les faire valoir qu'au moyen d'une action spéciale. Puisqu'on ne peut soutenir que cette action spéciale, est l'action du patron (art. 1166), il paraît logique de conclure que c'est alors une action *directe*.

Il a bien été soutenu, sous l'empire de la jurisprudence de 1885, que même, en accordant à l'ouvrier une action directe contre l'assureur de son patron, la Compagnie pouvait néanmoins opposer à cette action directe, des déchéances encourues personnellement par le patron.

M. Villetard de Prunières, à ce sujet, s'exprime ainsi :

« Il nous paraît incontestable que la Compagnie peut opposer, « même sur l'action directe de la victime, les déchéances et les « prescriptions encourues par le fait du patron » (1).

Mais, en sens inverse, nous pouvons citer une autre opinion d'une non moins grande valeur, nous voulons parler de celle de M. Tarbouriech, qui sur le même objet dit :

... « Si le sinistré n'agit contre l'assureur qu'en exerçant « pour son compte les droits de son débiteur (son patron), en « vertu de l'article 1166, il est évident qu'il se verra valablement « opposer toutes les exceptions qui feraient échec à la demande « de ce dernier. *Si, au contraire, l'ouvrier a une action directe « contre la Compagnie, celle-ci ne pourra lui faire grief des « déchéances encourues par le souscripteur* » (2).

Et puis, outre cet argument tiré de la non-opposition à l'ouvrier des déchéances encourues par le chef d'entreprise, ne pourrait-on pas voir, même sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, une certaine *gestion* d'affaires en faveur de l'ouvrier, dans le contrat d'assurance souscrit par le patron ?

Sans doute, par ce contrat, le chef d'entreprise, a, avant tout, songé à lui-même, et a voulu se garantir personnellement. Mais, n'a-t-il pas en même temps, qu'il l'ait voulu ou non, géré les affaires de son ouvrier, en donnant une garantie de plus à la créance de ce dernier, et en fortifiant sa propre solvabilité par celle de l'assureur ? La créance éventuelle de l'ouvrier n'est-elle pas plus solide, reposant désormais, par suite du contrat d'assurance, sur deux débiteurs au lieu d'un seul ?

Mais cette dernière observation relative à la gestion d'affaires ne serait vraie que pour les indemnités dues pour incapacité temporaire, et nous n'osons insister davantage sur ce dernier argument.

---

(1) VILLETARD DE PRUNIÈRES. *De l'assurance contre les accidents du travail*, p. 227.

(2) TARBOURIECH. *Des assurances contre les accidents du travail*, n° 215, p. 142.

## CHAPITRE II

### Organes.

Quels sont les divers organes de l'assurance prévus par la loi du 9 avril 1898? C'est ce que nous allons étudier dans ce deuxième chapitre.

#### A. — COMPAGNIES

Les Compagnies sont des sociétés commerciales ayant des actionnaires, pratiquant l'assurance à forfait, moyennant une prime fixe. Elles garantissent généralement contre tous les risques de la loi du 9 avril 1898, sans aucune restriction ni réserve :

- Cas de mort ;
- Cas d'incapacité permanente absolue ;
- Cas d'incapacité permanente partielle ;
- Cas d'incapacité temporaire ;
- Frais médicaux et pharmaceutiques ;
- Frais funéraires.

Nous verrons, dans la suite, que certains organes ne garantissent au contraire que partie de ces risques (Caisse nationale, Sociétés de secours mutuels).

Deux principales objections ont été faites à l'assurance par les Compagnies :

a) Sociétés commerciales, a-t-on dit, leur but final est la réalisation de bénéfices destinés à leurs actionnaires, qu'elles distribuent au terme de chaque exercice, sous forme de dividendes. L'objectif de ces sociétés est de toucher des primes, de verser le moins d'indemnités possibles, et, pour atteindre ce but, elles parsèment de *déchéances* nombreuses les conditions générales ou particulières de leurs polices.

b) Avides de gain, elles rendent la prime d'assurance sensiblement supérieure au *coût de revient*.

Cette deuxième objection, nous l'analyserons dans notre troisième partie.

Examinons la première : Les Compagnies, a-t-on dit, auraient multiplié les clauses de déchéance, et feraient preuve, dans la pratique, d'un esprit chicanier et rebelle au juste règlement des sinistres.

Au point de vue strict du droit, il est certain que du moment que ces clauses étaient acceptées de part et d'autre, elles pouvaient, fortes de leur droit, en tirer tout le parti possible. Mais, « Summum jus, summa injuria ». Il est fâcheux que pour un manquement passerager et de bonne foi à l'une de ses obligations, l'assuré soit déchu de tout droit à indemnité, surtout quand il peut faire la preuve que la violation de cette obligation n'a pu causer aucun préjudice à son assureur. Nous reconnaissons volontiers que l'assurance est un contrat dans lequel l'assureur tient à se prémunir contre une mauvaise foi, qui a bien souvent son dénouement devant les tribunaux (1); mais enfin il serait souhaitable que la déchéance soit la sanction de la mauvaise foi ou de la coupable négligence, et non un moyen de s'enrichir. Il y a avant tout, dans l'application des déchéances, une question de délicatesse, de bonne foi et de moralité.

Sans doute, avec la législation nouvelle, l'ouvrier ne peut être atteint par une déchéance; mais il est de l'intérêt du patron d'être efficacement protégé par son contrat contre les rigueurs de la loi.

Cet intérêt se manifeste doublement :

1° Intérêt direct pour l'assuré; il est à peine besoin de le dire ;

2° Intérêt indirect pour l'ensemble des industriels soumis à la loi du 9 avril 1898, et voici comment :

En cas d'insolvabilité du patron ou de son assureur, le service des indemnités est fait, pour les cas de décès et d'incapacité permanente, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dont les fonds sont alimentés par un impôt de 0 fr. 04, « ajouté au principal de la contribution des patentes des industriels, visés par l'art. 1<sup>er</sup> (article 24 de la loi) et pour les mines, « par une taxe de cinq centimes (0 fr. 05) par hectare concédé » (même article). Or, l'effet des déchéances peut être de ruiner certains patrons, ou tout au moins d'accroître leurs risques d'insolvabilité; par conséquent, plus nombreux se feront les

(1) V. *Argus* du 18 octobre 1898 : Petits sinistres, et GAUVIN : *Manuel de l'Inspecteur*, t. 1<sup>er</sup>, p. 120.

appels à la Caisse des retraites, dont le fonds de garantie devenant insuffisant, ne pourra être remis en équilibre que par une majoration de l'impôt.

Puisque nous venons de parler de l'article 24 de la loi, qui pose les bases d'après lesquelles est alimenté le fonds de garantie de la Caisse nationale des retraites, disons en passant que ces bases furent critiquées au Sénat par M. Garreau, le 7 mars 1898 (1).

« Est-il juste, disait-il, de demander à un impôt basé sur les patentes la garantie des insolvabilités ? Il est permis d'en douter ; et parmi les nombreux documents que cette discussion si grave a mis entre nos mains, il en est un qui me paraît préciser très nettement la question. Il émane de l'association des industriels du nord de la France. Il a le grand mérite d'être à la fois très court et très net.

« Il n'est pas juste, disent-ils, de demander à un impôt basé sur les patentes la garantie des insolvabilités, car il n'y a aucun rapport entre la patente et le risque industriel. Telle industrie, un tissage de soie, par exemple, occupant un nombreux personnel payera une patente élevée et contribuera largement à la garantie des insolvabilités, bien que les risques d'accident y soient minimes, tandis qu'une autre industrie, une scierie mécanique, occupant un personnel restreint et dont la patente est faible, payera pour cette même garantie un impôt insignifiant, bien que son coefficient de risque soit sept fois plus élevé. »

Et M. Garreau ajoutait plus loin :

« Ces centimes additionnels seront payés par tous les industriels visés dans la loi. Il ne sera fait aucune distinction entre celui qui n'a jamais eu d'accident dans l'exercice de sa profession et celui où les accidents sont nombreux. C'est la responsabilité solidaire et brutale de tous les industriels qu'édicte la loi projetée, solidarité rendue effective, sanctionnée par la perception d'un impôt spécial d'État. »

Revenons à la question des déchéances (2).

Un point retiendra quelque peu notre attention.

Le principe de la non-opposition des déchéances à l'ouvrier crée à l'assureur une situation certainement défavorable dans ses rapports avec le chef de l'entreprise. En effet, si l'assureur est condamné à payer une indemnité à l'ouvrier, il peut bien évidemment, exercer ensuite un recours contre le patron pour se faire rembourser les avances qu'il a faites, puisque la déchéance

(1) *Journal officiel* du 8 mars 1898, p. 267.

(2) V. SACHET. *Traité théorique et pratique de la loi sur les accidents du travail*, p. 773.

encourue par ce dernier lui a fait perdre le bénéfice de son contrat.

Mais si le patron est insolvable, le recours de l'assureur peut devenir tout à fait illusoire, et, en fait, l'assureur supportera définitivement la charge des indemnités.

L'assureur ne peut-il se soustraire, par une clause insérée dans la police, à une situation qui lui est si défavorable ? Et pour bien préciser, examinons l'hypothèse suivante : Supposons que la police stipule qu'à défaut par l'assuré de payer la prime à son échéance, il sera déchu du bénéfice de la garantie, si un sinistre arrive postérieurement à l'échéance. Cette clause pénale est conforme à l'article 1229 du Code civil. Cette clause de déchéance, encourue personnellement par le patron, ne peut être opposée à la victime.

Que peut faire l'assureur pour éviter une situation qui l'oblige à payer d'abord et à n'exercer qu'ensuite son recours contre le chef d'entreprise, recours, nous l'avons dit, qui peut être illusoire si ce dernier est insolvable ?

Nous serions tenté de croire que l'assureur pourrait, au lieu d'insérer une simple clause de déchéance, stipuler que par suite de la violation par le patron de l'une des obligations de son contrat, — et en l'espèce, le non-paiement de la prime à son échéance, — *l'assurance sera résiliée de plein droit.*

L'effet pratique de cette résiliation serait le suivant :

La prime n'étant pas payée à son échéance, le contrat serait résolu ; il serait *inexistant*. Et tout accident arrivé après l'échéance de la prime, ne pourrait être mis à la charge de l'assureur, même primordialement, puisque l'assurance avait cessé d'être quand cet accident s'est produit.

En pareille hypothèse, nous croyons que l'assureur pourrait opposer à la victime l'inexistence du contrat. Il ne pourrait opposer de déchéances, car la déchéance suppose que le contrat existe ; mais il peut se prévaloir de l'inexistence du contrat, pour répondre à l'ouvrier : « Je ne puis vous payer l'indemnité à laquelle vous avez droit, *parce que l'accident vous est arrivé à une époque où j'avais cessé d'être l'assureur de votre patron.* »

L'unique débiteur serait le chef d'entreprise, et l'assureur, par cette stipulation de résiliation de plein droit du contrat, si la prime n'est pas payée à son échéance, ne serait ainsi pas exposé à n'avoir peut-être qu'un recours illusoire contre lui.

## B. — MUTUELLES

On connaît le principe de la mutualité, en matière d'assurances. Un plus ou moins grand nombre d'individus mettent leurs risques en commun, et, à des époques déterminées, répartissent entre eux et, proportionnellement au risque couru par chacun d'eux, les sommes nécessaires à la réparation des sinistres.

Voici comment s'expriment MM. Lyon-Caen et Renault :  
« Dans la mutualité, différentes personnes courant des risques  
« de la même nature, s'engagent à supporter en commun les  
« dommages pouvant résulter de ces risques pour une ou plusieurs d'entre elles. Chacun des mutuellistes paie une somme  
« appelée cotisation qui forme le fonds commun et chacun est à la  
« fois assureur et assuré » (1).

D'après la loi du 9 avril 1898, la mutualité intervient sous forme de :

- 1<sup>o</sup> Sociétés mutuelles ordinaires ;
- 2<sup>o</sup> Sociétés mutuelles corporatives ou professionnelles ;
- 3<sup>o</sup> Sociétés de secours mutuels ;

Ajoutons même et de Syndicats de garantie.

Toutefois, en ce qui concerne ce dernier organe, une distinction nous paraîtra nécessaire.

1<sup>o</sup> *Sociétés mutuelles ordinaires*. — Leurs sociétaires peuvent appartenir à toute espèce de professions, et c'est là la distinction essentielle de ces Sociétés, des Sociétés mutuelles corporatives.

Généralement, la cotisation varie à la fin de chaque exercice, avec le chiffre des sinistres. Les statuts prévoient un taux maximum de cotisation, qui limite l'engagement du sociétaire. Le maximum des cotisations constitue le *fonds de garantie*, auquel on oppose le *fonds de prévoyance*, qui est l'ensemble des cotisations ordinaires ou moyennes payées chaque année par les assurés (2).

L'engagement des sociétaires est donc double : 1) ils s'engagent d'une part, à payer chaque année leur cotisation ordinaire ; 2) de l'autre, ils doivent fournir, s'il y a lieu, le supplément de

(1) LYON-CAEN et RENAULT. *Manuel de Droit commercial*, p. 44.

(2) Art. 29 du *Décret du 22 janvier 1868*. Les Compagnies sont soumises au même décret.

contribution, jusqu'à concurrence de la somme prévue par le fonds de garantie.

Les Syndicats d'assurance mutuelle offrent aux patrons les mêmes avantages que les Compagnies. Nous ne pouvons donc que renvoyer à ce que nous avons déjà dit sur le précédent organe.

2° *Sociétés mutuelles corporatives ou professionnelles.* — Ce que nous avons dit des Mutuelles ordinaires s'applique également aux Mutuelles corporatives. Seulement ces dernières se forment entre industriels de même profession « ou de professions appartenant à un même groupe d'industries, d'après une classification générale, arrêtée par le Ministre du commerce » (1).

Nous verrons, en étudiant le cautionnement, l'intérêt pratique qu'il y a à distinguer les Mutuelles corporatives des autres. Leur cautionnement est moins élevé. Mais pour bénéficier de cette faveur, il faut :

1) Qu'elles n'assurent pas d'autres risques que ceux prévus par la loi du 9 avril 1898 (art. 6, D. 28 fév. 1898) ;

2) « Que le maximum de contribution annuelle dont chaque « sociétaire est passible pour le paiement des sinistres (2) soit « au moins double de la prime totale fixée par son contrat pour « l'assurance de tous les risques (3), et triple de la prime partielle « déterminée par le ministre du commerce... » (art. 6).

Cette prime partielle constitue la prime minima.

En l'absence d'une telle réglementation, que serait-il advenu, en fait ? La Société établissant elle-même la prime ordinaire, il aurait pu arriver que, bien que doublée, la prime maxima, constituant le fonds de garantie, fût insuffisante au paiement des sinistres et n'eût constitué qu'un fonds de garantie illusoire. Par suite de la détermination d'une prime minima, qui dans la réalité sera inférieure à la cotisation ordinaire, mais dont le maximum sera le triple, le fonds de garantie pourra être efficacement constitué.

La nécessité de cette réglementation apparaît de suite : ou bien il s'agit d'une Mutuelle ordinaire, et son cautionnement offre des garanties suffisantes à la couverture des risques futurs ; ou bien il s'agit d'une Mutuelle corporative : dans ce dernier cas

(1) Art. 6, § 2, *Décret du 28 février 1898.*

(2) C'est-à-dire : *fonds de garantie.*

(3) C'est-à-dire : *cotisation ordinaire.*

alors, la diminution du cautionnement doit donner lieu à un autre système de garanties. Sinon, en pareil cas, les sociétaires auraient trouvé un moyen trop facile d'échapper en partie aux conséquences de la loi du 9 avril 1898. Affiliés à une Corporative, ils auraient stipulé dans leurs statuts un fonds de garantie illusoire. Et en vertu de l'article 26 de la loi, pour les cas de décès et d'incapacité permanente, ne répondant pas de l'insolvabilité de leur assureur, insolvabilité qui se serait confondue avec la leur, en dernière analyse, c'est la Caisse nationale des retraites qui, la plupart du temps, aurait dû effectuer le versement des indemnités.

Pareil danger était moins à redouter :

a) Ni des Compagnies, où la prime ne peut être trop basse, puisque le but, l'objectif principal de ces sociétés est de payer les sinistres, mais aussi de servir des dividendes; et obligées d'ailleurs de fournir l'intégralité du cautionnement;

b) Ni des Mutuelles ordinaires, dont le cautionnement exigé est égal à celui des Compagnies.

3° *Sociétés de secours mutuels*. — Le but de ces sociétés, dit M. Prosper de Laffitte, « est de procurer les soins du médecin  
« et les médicaments à leurs membres participants malades;  
« de leur payer une indemnité journalière pendant la durée de  
« leurs maladies; de leur faire obtenir une petite pension via-  
« gère à un âge convenu; de leur assurer une sépulture décente.

« En échange des secours promis, chaque participant paie  
« une cotisation annuelle, le plus souvent fractionnée en douze  
« versements mensuels. Le chiffre de la cotisation et la quotité  
« des secours sont déterminés par les statuts » (1).

Ces Sociétés peuvent donc être à la fois des organes d'assurances sur la vie, par les pensions viagères de retraites qu'elles servent; — contre le chômage et les risques de maladie, — et contre les accidents.

Le rôle de ces Sociétés est prévu par la loi du 9 avril 1898. L'article 5 de cette loi dit, en effet : « Les chefs d'entreprise  
« peuvent se décharger, pendant les trente, soixante ou  
« quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de  
« l'obligation de payer aux victimes, les frais de maladie et l'in-  
« demnité temporaire, comme il est spécifié ci-après, s'ils jus-  
« tifient :

(1) PROSPER DE LAFFITTE. *Essai d'une théorie rationnelle des Sociétés de secours mutuels*.

« 1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des Sociétés de secours mutuels, et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-type approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

« 2° Que ces Sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière. »

Il est admis qu'un patron qui prend à sa charge au moins un tiers de la cotisation, se trouve avoir payé les frais de maladie et les indemnités temporaires qui peuvent lui incomber, « parce qu'il est avéré que dans la plus grande partie des Sociétés de secours mutuels fonctionnant actuellement, les frais de maladie et d'indemnité temporaire résultant d'accidents ne s'élèvent même pas au tiers des disponibilités » (1).

Un arrêté ministériel du 16 mai 1899 a donné un modèle des statuts de ces Sociétés, conformément à l'article 5 de la loi et au décret du 2 mai 1899.

En voulant donner un modèle de statuts-type auxquels doivent se conformer les chefs d'entreprise, le but du législateur était non point de faire contrôler par le ministre compétent si la clause d'après laquelle un tiers de la cotisation est à la charge du patron était bien insérée dans les statuts. La loi ayant décidé que ce tiers était à la charge des patrons, cela suffisait pour qu'il n'y fût pas porté dérogation. Mais, on pouvait prévoir que les statuts fussent rédigés de telle façon, que les ressources de la Société fussent en majeure partie attribuées à la réparation d'accidents au détriment des risques ordinaires de maladie. Le chef d'entreprise aurait pu, par ce moyen, s'exonérer le plus longtemps possible des charges résultant de l'incapacité temporaire (2). D'où le dernier alinéa de l'article 5 de la loi : « Si l'indemnité journalière servie par la Société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence » (3).

Au sujet des Sociétés de secours mutuels, une question se pose : Ces organes peuvent-ils prendre à leur charge les indem-

(1) Discours ministériel. Débats parlem. Sénat, 1898, p. 324, col. 3.

(2) Débats parlementaires. Sénat, 1898, p. 324, col. 2.

(3) Les Sociétés de secours mutuels sont régies par la nouvelle loi du 1<sup>er</sup> avril 1898.

nités dues pour incapacité permanente ou pour décès ? En un mot, peuvent-ils faire l'assurance contre tous les risques prévus par la loi du 9 avril 1898 ? Nous ne voyons rien qui les puisse empêcher. Seulement, bien entendu, ces Sociétés seront obligées de se conformer aux exigences de cette loi, notamment en fournissant un cautionnement, et en constituant des réserves mathématiques, si elles font elles-mêmes le service des pensions.

### C. — SYNDICATS DE GARANTIE (1)

La première question qui vient à l'esprit, est la suivante : Les Syndicats de garantie sont-ils des organes d'assurance ?

Une distinction nous paraît s'imposer, et notre réponse variera avec les deux cas que nous allons examiner :

#### 1<sup>er</sup> CAS. — *Les Syndiqués ne jouent entre eux que le rôle de cautions*

C'est le cas prévu par la loi.

Le syndiqué reste tenu personnellement en cas d'accident. Les autres membres ne jouent que le rôle de *cautions*, de garants solidaires de la créance d'indemnité. Ils ne sont tenus, et solidai-  
rement, que si l'industriel dans l'entreprise duquel est arrivé l'accident, est insolvable.

Il n'y a donc point assurance, à proprement parler, puisque le patron n'est pas indemnisé par le Syndicat, s'il peut remplir ses obligations.

« Le Syndicat de garantie respecte l'individualité de chacun  
« de ses membres, dit M. Cheysson, et le laisse en présence de  
« sa responsabilité personnelle. Pas d'association entre eux ; pas  
« de mutualité ; pas de classement de risques, de visite, d'inspec-  
« tion, de primes ; pas d'assurance au sens littéral du mot,  
« mais une simple garantie solidaire, qui restera presque tou-  
« jours platonique et n'entrera effectivement en jeu que si, à la  
« suite d'un gros accident, le membre atteint était hors d'état de  
« faire face à ses engagements. Ce jour-là, la collectivité l'exé-  
« cuterait à sa place » (2).

(1) V. BACHET. *Traité théorique et pratique de la loi sur les accidents du travail*, p. 784 et s.

(2) CHEYSSON : L'obligation de la garantie de l'indemnité et les diverses combinaisons d'assurances contre les accidents. *Congrès de Milan*, t. I, p. 849.

Les statuts des Syndicats de garantie doivent être soumis, avant toute opération, à l'approbation du Gouvernement. Un décret rendu en Conseil d'État est nécessaire à la constitution de ces Syndicats, qui doivent comprendre au moins 5,000 ouvriers assurés, et 10 chefs d'entreprise, dont 5 ayant au moins chacun 300 ouvriers (art. 22 et 23. D. 28 février 1899). M. Casse, dans son projet d'assurance obligatoire, disait : « Plus les collectivités sont nombreuses, moins les risques sont grands, et l'expérience m'enseigne que le chiffre des ouvriers assurés d'une même collectivité, ne devrait pas être inférieur à 10,000 » (1).

On a de la peine à comprendre ces formalités. Sont-elles imposées dans l'intérêt des patrons ? C'est peu concevable, puisque ceux-ci restent tenus personnellement.

Est-ce dans l'intérêt de la Caisse des retraites qui, dans les cas de mort et d'incapacité permanente, est appelée à faire le service des rentes, si le débiteur est insolvable ? Mais alors il lui aurait suffi de connaître les membres du Syndicat, pour exercer un recours contre eux.

Alors se pose cette question : Quel intérêt ont les patrons à se constituer en Syndicats de garantie, sous la forme que nous examinons en ce moment ? Nous n'hésitons pas à dire : Aucun.

Cet intérêt se serait manifesté sous un régime d'assurance obligatoire. Ceux qui auraient voulu rester leurs propres assureurs, auraient pu former des Syndicats de garantie, et auraient présenté ainsi aux regards de la loi, une surface plus grande, plus solide, dans le cas où chaque industriel, pris isolément n'aurait pu fournir une garantie suffisante en restant son propre assureur.

Dans cette catégorie se seraient surtout classés les gros et moyens industriels.

« Grâce à cette garantie, dit M. Cheysson, réglementée et « surveillée par l'État, chaque syndiqué acquiert une solidité de « premier ordre, et devient capable de répondre avec sécurité, « devant la loi, de sa dette envers les ouvriers blessés » (2).

Mais sous un régime d'entière liberté, on ne peut concevoir l'intérêt des patrons, à se syndiquer de la sorte.

En effet, si tous les syndicataires sont *in bonis*, c'est-à-dire dans une situation prospère, « chacun faisant face à ses obliga-

(1) GRÜNER. *Congrès de Paris*, t. I, p. 363.

(2) CHEYSSON. *Loc. cit.*

« tions, disent MM. Jacqmin et d'Estaintot, l'obligation du Syndicat devient inutile » (1).

Et au contraire il y a un grand désavantage pour les co-syndicataires du membre insolvable à être affiliés à un Syndicat, car ils sont les cautions éventuelles du membre qui ne peut faire honneur à ses engagements.

En présence de conditions si défavorables, on ne peut s'étonner de ne trouver dans la pratique de Syndicats fonctionnant de la sorte, leur existence étant inconcevable, nous le répétons, sous un régime d'assurance non obligatoire.

2<sup>e</sup> CAS. — *Les Syndicats de garantie pratiquent l'assurance mutuelle.*

Rien n'empêche les patrons de former entre eux de véritables Syndicats d'assurance mutuelle, sous l'étiquette de Syndicats de garantie. Nous verrons, dans notre IV<sup>e</sup> partie, que c'est bien ainsi que les syndiqués l'ont compris, et ils trouveront ainsi un moyen pratique d'échapper à l'obligation du cautionnement et de la réserve mathématique.

Pourquoi alors les patrons, au lieu de s'affilier à des Sociétés d'assurances mutuelles, ne constituent-ils pas des Syndicats de garantie ?

C'est en répondant à cette question que nous ferons ressortir le caractère distinctif du Syndicat de garantie, de la Société d'assurances mutuelles. Dans celle-ci, les sociétaires ne sont tenus que jusqu'à un maximum prévu par les statuts (décret du 22 janvier 1868), et constituant le fonds de garantie. Leur engagement est donc limité. Dans les Syndicats de garantie, il n'y a pas de limite à l'engagement des membres. Et cela nous paraît juste. En effet, dans les Mutuelles, si le fonds de garantie ne peut suffire au paiement des sinistres, le cautionnement, qu'on peut considérer comme une réserve, peut être appelé à subvenir aux insuffisances. Rien de pareil, au contraire, dans les Syndicats de garantie : pour suppléer au cautionnement qu'ils ne fournissent pas, les syndiqués seront tenus *in infinitum*.

Alors une question importante se pose : des Syndicats de garantie, fonctionnant de la manière prévue à notre second cas, sont-ils, aux yeux de la loi, des organes d'assurance ?

(1) JACQMIN et D'ESTAINTOT. *Droits des patrons et ouvriers.*

On voit de suite l'intérêt pratique de la question. Si l'on soutient l'affirmative, il faut attribuer à l'affiliation d'un industriel à un tel Syndicat, les mêmes effets que nous avons précédemment attribués aux Compagnies ou aux Mutuelles, c'est-à-dire : il suffira au chef d'entreprise de faire partie d'un Syndicat de garantie pour échapper au recours de la Caisse des retraites, si dans les cas de décès ou d'incapacité permanente, dont ses ouvriers peuvent être les victimes, le Syndicat est insolvable.

Cette question, cependant, intéressante au plus haut point en ce qui concerne l'assurance aux Compagnies ou aux Mutuelles, n'offre plus le même intérêt quand il s'agit d'affiliation à un Syndicat de garantie, et voici pourquoi :

Dans l'assurance aux Compagnies, l'engagement de l'assuré se traduit par le paiement d'une prime, et dans les Mutuelles par le paiement d'une cotisation jamais supérieure au maximum prévu par les statuts. Dans le Syndicat de garantie, au contraire, il n'y a pas de maximum de cotisation, et la Caisse des retraites peut exercer un recours illimité contre les syndiqués, puisque ceux-ci sont tenus sur tous leurs biens et jusqu'à liquidation complète des indemnités.

C'est bien en adoptant la forme étudiée dans ce second cas, qu'on a prévu la constitution de ces Syndicats, dans lesquels les patrons organisent entre eux de véritables Syndicats d'assurances mutuelles (1).

Voici, d'ailleurs, ce que disait M. Millerand, ministre du commerce, dans une circulaire aux préfets du 24 août 1899 : « Qu'il s'agisse enfin de l'incapacité temporaire, ou bien de l'incapacité permanente et de la mort, les assujettis peuvent s'assurer intégralement, en s'adressant soit à des *Syndicats de garantie solidaire*, soit etc... » (2).

— M. Baron juge sévèrement les Syndicats de garantie. Il pense que les Syndicats, qui se formeront, naîtront des Syndicats professionnels, et cela par suite de « l'identité d'appellation et de nos tendances particularistes »... « Le groupement est tout fait », dit-il, « les cadres existent ; le personnel à peu près complet ; « quoi de plus simple que de joindre l'assurance-accident à l'as-

(1) M. THÉVENET, dans son Rapport au Sénat, définit les Syndicats de garantie : « Une réunion de patrons se coalisant pour supporter ensemble les charges de la loi nouvelle. »

(2) Circulaire du ministre du commerce aux préfets, du 24 août 1899. V. *Argus* du 17 septembre 1899.

« sociation du métier ? C'est simple, en effet ; mais ce serait plus  
« néfaste encore... »

M. Baron conclut que ces groupements ne comprendront généralement qu'un nombre restreint d'assurés, tous soumis aux mêmes aléas, ayant tous la même profession et les mêmes habitudes ; et il ajoute que les moyennes d'accidents, en ce qui concerne le coefficient du risque, n'étant vraies que sur les grands nombres, l'aléa va remplacer la prévision. Et alors, au lieu de la fixité relative dans le nombre des accidents, le chiffre des indemnités et le taux de la répartition, on aboutira, au contraire, aux brusques variations de ces différents éléments (1).

A l'appui de son affirmation, M. Baron cite l'exemple de la Caisse nationale italienne, créée par la loi du 8 septembre 1883 : « Les statistiques démontrent qu'elle n'a commencé à se baser sur des moyennes que depuis 1888, époque à laquelle elle a opéré sur environ 60.000 têtes. Depuis cette époque, les moyennes sont relativement fixes. Elles oscillent entre 95,23 p. 100 et 95,95 p. 100 pour l'incapacité temporaire ; 2,72 et 3,36 p. 100 pour l'invalidité permanente, et 1,31 et 1,74 p. 100 pour les décès. Mais, avant 1885, la Caisse fonctionnait avec 6,500 assurés, et cette année mit toute la statistique en déroute. Pour l'invalidité permanente, on atteint le chiffre de 27,14 p. 100 ! La loi des nombres ne se laisse pas impunément violer. »

L'objection de M. Baron est juste ; mais pourquoi la spécialise-t-il et la fait-il uniquement aux Syndicats de garantie ? Elle est commune à tout organe d'assurances, et l'exemple qu'il cite lui-même de la Caisse italienne nous en est une preuve.

Quant à l'hypothèse d'après laquelle des Syndicats professionnels, naîtront les Syndicats de garantie, la pratique seule la confirmera ou la détruira. C'est ce que nous verrons dans notre IV<sup>e</sup> partie.

Disons, enfin, pour terminer notre étude sur ces organes, que s'il vient à cesser son industrie, le patron syndiqué n'est pas tenu au versement du capital (2<sup>e</sup> décr. 28 fév. 1899, art. 1).

Remarquons, de plus, que la solidarité qui lie les syndiqués n'a lieu que pour les indemnités dues à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail. C'est ce qui résulte de l'article 24 de la loi et de l'article 21 du décret du 28 février 1899, ainsi conçu : « Les Syndicats de garantie  
« prévus par la loi du 9 avril 1898 lient solidairement tous leurs

(1) *Économiste français* du 26 novembre 1898 : Syndicats de garantie.

« adhérents pour le paiement des rentes et indemnités attribuables en vertu de la même loi à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

« La solidarité ne prend fin que lorsque le Syndicat a liquidé entièrement ses opérations, soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et indemnités dues.

« La liquidation peut être périodique. »

#### D. — CAISSE NATIONALE

Tandis que les Sociétés de secours mutuels se bornent à l'assurance de l'incapacité temporaire, la Caisse nationale, de son côté, ne prend à sa charge que les indemnités résultant des cas de mort et d'incapacité permanente.

L'origine de cette Caisse remonte à une loi du 11 juillet 1868, complétée par un décret du 10 août suivant, modifié par un autre du 19 août 1877. Il était institué sous la garantie de l'État, deux Caisses d'assurances, gérées par la Caisse des dépôts et consignations :

1° Une Caisse d'assurance en cas de décès ;

2° « Une Caisse d'assurance en cas d'accidents, ayant pour objet de servir des pensions viagères aux personnes assurées qui, dans l'exécution des travaux agricoles ou industriels, seront atteintes de blessures entraînant une incapacité permanente de travail, et de donner des secours aux veuves et aux enfants mineurs des personnes assurées qui auront péri par suite d'accidents survenus dans l'exécution desdits travaux » (1). Cette Caisse recevait à la fois des individuelles (art. 8) et des collectives (art. 15), mais ne basait sa manière d'opérer sur aucune donnée scientifique. La prime était fixée pour les individuelles à 8 francs, 5 francs ou 3 francs au gré de l'assuré, la loi ne tenant aucun compte de la diversité des risques de chaque industrie. Le minimum de la pension pour incapacité permanente absolue de travail, était de 200 et 250 francs, correspondant aux cotisations de 3 et 5 francs. L'incapacité permanente relative donnait droit à une demi-pension.

Les ouvriers des administrations, établissements industriels,

(1) TARBOURIECH. *Des assurances contre les accidents du travail*, xviiij.

compagnies de chemins de fer pouvaient être assurés collectivement.

Les résultats furent insignifiants. L'insuccès peut être attribué :

1° Au manque d'intérêt personnel de ceux qui devaient spécialement gérer cette Caisse ;

2° A l'exclusion de l'assurance de l'incapacité temporaire ;

3° A la non-assurance de la responsabilité civile des chefs d'entreprise. Les Compagnies refusaient dans la pratique, de garantir isolément cette responsabilité. Les patrons qui voulaient assurer leur responsabilité, devaient donc forcément donner aux Compagnies l'assurance de leur personnel ouvrier.

Tandis qu'en la seule année 1896, les Compagnies encaissaient 40,000,000, la Caisse de l'État recevait 1,488 cotisations, soit une somme totale de 9,460 francs (1).

La loi du 24 mai 1899 a étendu les opérations de la Caisse nationale, à la garantie des risques prévus par la loi de 1898, mais en ce qui concerne les indemnités dues pour décès ou incapacité permanente seulement. On fait remarquer que la surveillance des suites d'accidents, causant l'incapacité temporaire, n'est possible que pour les Sociétés de secours mutuels, les Compagnies et les Mutuelles, intéressées à exercer une surveillance personnelle. Si la Caisse de l'État avait pris ces accidents à sa charge, des abus auraient pu se produire.

« Si la Caisse de l'État entrait dans une pareille voie, disait le rapporteur, à la Chambre des députés, l'organisme très complexe de la surveillance nécessaire manquant totalement et étant presque impossible à constituer, puisque c'est à peine même si le service de l'Assistance médicale gratuite fonctionne, il y aurait un coulage et des abus forcés, que l'on entrevoit aisément et qui, sans parler des préjudices moraux, entraîneraient pour la Caisse les plus graves conséquences.

« Il est donc prudent et sage de limiter la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, à ceux de ces accidents entraînant une incapacité permanente de travail ou de décès, tout en acceptant que pour ces accidents, les chefs d'entreprise puissent être couverts des frais accessoires. »

Les frais accessoires auxquels fait allusion le rapporteur, sont les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médi-

(1) *Annuaire de l'Économie politique et de la Statistique* de MAURICE BLOCK 1898 p. 324.

caux et pharmaceutiques jusqu'à la constitution des rentes.

C'est surtout dans l'intérêt des petits patrons que fut votée la loi du 24 mai 1899. Cela fut formellement dit dans le rapport de M. Guieysse. « Un grand nombre d'industriels, disait le rapporteur à la Chambre des députés, n'occupent qu'un nombre restreint d'ouvriers; d'autres sont disséminés ou isolés dans la campagne et les petits centres urbains, ils sont par suite peu préparés pour l'organisation de Mutuelles ou de Syndicats de garantie, et il est indispensable, *surtout pour les patrons de la petite industrie*, qu'ils puissent trouver près de l'État, ce qui est d'ailleurs mis à leur disposition depuis plus de trente ans, une Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents. »

C'est donc bien pour venir en aide à la petite industrie, qu'on a étendu à l'assurance des risques de la loi de 1898, les opérations de la Caisse nationale.

M. Guieysse ajoutait, en effet, dans son rapport :

« Avec le principe de la garantie obligatoire, base de la loi actuelle, les industriels qui ne sont pas à la tête de très grosses entreprises, courent évidemment de grands risques s'ils ne se couvrent pas, comme ils n'hésitent pas d'ailleurs à le faire contre l'incendie, contre les conséquences des accidents du travail. Ils peuvent le faire en s'assurant à des Compagnies, à des Mutuelles ou en se constituant en Syndicats de garantie. Ce dernier mode est sans doute le plus rationnel, et nous verrons promptement se produire des groupements d'industriels, soit régionaux, soit s'étendant même à toute la France, mais cet organisme ne sera pas toujours d'un accès facile à cause de l'initiative qu'il comporte de la part des intéressés, ou de l'ignorance où ils se trouveront des conditions de son fonctionnement.

« Reste alors la Caisse nationale d'accidents de l'État, vers laquelle se tournent naturellement les patrons demandant à l'État assureur de les couvrir contre les conséquences de la loi nouvelle » (1).

Il y eut des protestations contre le principe de l'État assureur, les unes théoriques, les autres plutôt d'ordre pratique.

a) C'était faire faire à l'État, a-t-on dit, un pas de plus dans la voie du socialisme.

Cette objection, nous n'avons pas à la discuter ici.

b) Les autres critiques vinrent surtout des praticiens de l'as-

(1) Débats parlementaires. Rapport de M. Paul Guieysse à la Chambre des Députés le 15 mai 1899, *Journ. officiel* du 16 mai 1899, p. 1362 et suiv.

surance. On devine aisément les craintes des Sociétés, Compagnies ou Mutuelles. Appelées désormais à lutter contre la concurrence de l'État, ne succomberaient-elles pas en présence d'un abaissement fatal des tarifs de la Caisse nationale, facilité par le système des subventions par l'impôt, et par l'absence de l'idée de gain?

Certaines Compagnies, notamment la *Secours*, la *Caisse des Familles*, la *Prévoyance*, la *Providencia*, l'*Abeille*, l'*Urbaine* et la *Seine* firent une démarche collective auprès du Ministre du commerce. Le 9 mai 1899, elles lui adressèrent une lettre dans laquelle elles protestaient contre les accusations dont elles avaient été l'objet à la tribune parlementaire et dans la presse, et s'engageaient à restituer à leurs assurés, 90 0/0 de l'excédent des primes sur le chiffre des indemnités dues pour sinistres.

Notre tarif, disaient-elles, si vivement incriminé, a été construit de la façon suivante : Nous avons déterminé les primes pures en mettant à profit les données statistiques recueillies par nos Compagnies pendant le cours de leur fonctionnement et celles obligamment communiquées par les grandes Compagnies françaises de chemins de fer. Les primes pures ont été ainsi calculées, en tenant compte des prescriptions légales nouvelles, qui modifient profondément le risque antérieurement mis à la charge de l'assureur et sur un taux d'intérêt de 3 0/0, qu'on ne saurait dépasser aujourd'hui, avec les placements autorisés par l'article 8, du décret du 28 février 1899. Ces primes doivent donc être considérées comme représentant le prix du risque assuré aussi exactement qu'on peut le faire, dans l'état actuel des choses.

Or, ces primes pures ont été simplement augmentées d'un chargement de 25 0/0, destiné à couvrir les frais que l'expérience ne permet pas de supposer inférieurs à 20 0/0, et à laisser un bénéfice net aussi réduit que possible, puisqu'il ne s'élèverait qu'à 5 0/0.

Il serait vraiment difficile de restreindre à de plus modestes proportions la juste rémunération du capital engagé, qui permet d'offrir aux assurés une garantie complète en assumant seul toutes les chances de perte et tous les écarts qui peuvent se produire entre la réalité des faits et les prévisions, même les mieux établies.

Si le tarif destiné à guider l'application des primes a paru trop élevé, c'est donc uniquement à l'importance des charges imposées par la loi aux industriels qu'il faut attribuer son élévation, qui a d'ailleurs été notablement exagérée. On n'a pas craint, en effet, de dire que les primes variaient de 5 à 11 p. 100 du montant des salaires. Pour faire apparaître l'erreur de ceux qui formulent de pareilles affirmations, sans réfléchir aux conséquences qu'elles peuvent entraîner, il suffit de rappeler que ce tarif qui, du reste, n'est pas intangible, mais au contraire revisable suivant les cas particuliers qui restent à examiner, ne se meut pas comme on s'est plu à le dire entre 5 et 11 p. 100, puisqu'il descend jusqu'à 0 fr. 60 p. 100, et que sur les 518 professions énoncées il en comporte 210 ne dépassant pas 3 p. 100, 306

ne dépassant pas 4 p. 100, et que 127 professions seulement, soit le quart, sont tarifées au-dessus de ce taux de 5 p. 100 que l'on a affecté de présenter comme le minimum du tarif.

Et plus loin, en ce qui concerne le remboursement de l'excédent des primes, elles s'exprimaient ainsi :

Puisque, malgré les enseignements des expériences étrangères, certains industriels croient que les évaluations servant de base à la détermination des primes sont exagérées et doivent donner naissance à des bénéfices excessifs, nous sommes prêts à restituer ces bénéfices éventuels, au moyen de la combinaison suivante :

**Remboursement au prorata des primes payées par chaque assuré de 90 p. 100 de l'excédent des primes de l'exercice, après prélèvement de :**

1<sup>o</sup>

Le montant des sinistres réglés ou à régler, y compris les frais médicaux et pharmaceutiques, les frais judiciaires et les honoraires d'avocat, plus les frais (limités à 2,50 p. 100 des primes) occasionnés par le règlement et l'inspection desdits sinistres.

(L'on a été obligé de prévoir les frais judiciaires, puisque, aux termes de la loi, les règlements amiables eux-mêmes ne peuvent être effectués sans intervention de justice.)

2<sup>o</sup>

Un forfait de vingt-cinq pour cent des primes, destiné à faire face aux charges suivantes :

20 p. 100 pour frais de réalisation et de gestion des affaires, frais de recouvrement, impôts et patente et frais généraux de toute nature ;

5 p. 100 pour la rémunération du capital social et du cautionnement qui garantissent les engagements de la Compagnie.

Les Compagnies faisaient valoir en outre — et cet argument, dans la pratique, nous paraît avoir une valeur sérieuse — le préjudice que la ruine de leur industrie causerait à la plupart de leurs agents qui n'avaient, pour vivre, que les ressources de leur profession.

Quatre jours après, le 13 mai, elles renvoyaient à chaque député la lettre suivante :

Nous venons de prendre connaissance d'une proposition de loi présentée par MM. Gellé, Trannoy, Fénel, Saint, Olive, François, dans l'exposé des motifs de laquelle nous lisons le passage suivant : « Le tarif appliqué par les « Compagnies d'assurances s'élève à 17 p. 100 des salaires journaliers pour « certaines industries, et les Compagnies d'assurances refusent d'assurer les « ouvriers ayant des infirmités légères, ce qui met ces ouvriers dans l'impos- « sibilité de vivre, »

Nous ne connaissons aucune Compagnie française d'assurances à primes fixes contre les accidents qui refuse d'assurer les ouvriers atteints d'infirmités, quelle qu'en soit la gravité ; les polices que nous avons rédigées, en vue de l'exécution de la loi du 9 avril 1898, contiennent, au contraire, la disposition suivante :

« Le présent contrat a pour objet de garantir dans tous les cas, sans aucune exception ni réserve, le paiement des indemnités mises à la charge du souscripteur de la police par la loi du 9 avril 1898 envers ses ouvriers, apprentis et employés, atteints d'accidents dans les conditions énoncées par ladite loi. »

En ce qui concerne le taux de 17 p. 100, il ne figure nulle part dans le tarif élaboré par le groupe des Compagnies françaises dont nous faisons partie (1).

D'un autre côté, une active propagande se faisait à la même époque à Paris et en province, parmi les industriels, pour les affilier à des Mutuelles ou à des Syndicats de garantie.

La loi du 24 mai 1899 fut cependant votée. Par cette loi, la Caisse nationale, créée par la loi de 1868, était autorisée à garantir les risques de mort et d'incapacité permanente prévus par la loi du 9 avril 1898 ; mais sa concurrence ne peut être, en l'état actuel, redoutable aux Sociétés privées. La Caisse nationale doit, en effet, comme les Sociétés, suffire à ses dépenses avec le seul produit des primes encaissées, sans recourir à l'impôt. Cela fut dit au Sénat par M. Boucher, alors ministre du commerce, dans la séance du 20 mai 1899 (2), et est d'ailleurs expressément contenu dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 mai 1899 :

... « Les primes devront être calculées de manière que le risque et les frais généraux d'administration de la Caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868. »

Enfin, la concurrence de l'État ne pouvait causer de graves préjudices aux autres organes, du moment qu'elle ne pratiquait pas l'assurance de l'incapacité temporaire. Les statistiques donnent, en effet, sur 115,000 accidents : 100,000 incapacités temporaires, et seulement 12,000 cas d'incapacité permanente et 3,000 morts.

Et puis, il faut bien reconnaître que, par suite du manque d'intérêt personnel, on ne trouvera point chez les fonctionnaires de l'État, chargés de recevoir les contrats d'assurance, l'ardeur manifestée par les agents et les courtiers des autres organes, à la recherche des polices.

(1) V. *Argus* du 14 mai 1899. Lettres des 9 et 13 mai 1899.

(2) *Journ. off.* du 21 mai 1899.

— En ce qui concerne sa manière d'opérer, la Caisse nationale doit désormais se conformer aux principes de l'assurance, d'après lesquels la prime doit être proportionnée au risque correspondant, alors qu'auparavant son vice fondamental était, comme le fit justement remarquer M. Guieysse, « la non-proportionnalité de la prime aux risques accidentels ».

— La loi du 24 mai 1899 ne règle pas la durée de l'assurance à la Caisse nationale. Il fut dit cependant, dans les travaux préparatoires qui ont précédé cette loi, que les contrats ne seraient faits que pour un an, mais seraient renouvelables.

Le ministre du commerce s'exprima, en effet, ainsi au Sénat, à ce sujet :

... « Le Sénat sait que les assurances en matière d'accidents, contractées auprès de la Caisse de 1868, n'excèdent pas le terme d'une année. Nous n'avons rien changé à la loi de 1868... » (1).

Le *Journal officiel* a, d'ailleurs, publié une « note sur le fonctionnement de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accident », et à la fin de cette note nous relevons ces mots : « La police est annuelle. »

(Les Compagnies font des assurances de durée variable, mais n'excédant jamais 10 ans au maximum.)

Dans notre III<sup>e</sup> partie, nous étudierons en détail les tarifs de l'État (2).

— Nous avons passé en revue les divers organes d'assurance, auxquels pouvaient s'adresser les chefs d'entreprise.

La loi de 1898 n'a pas rendu l'assurance obligatoire. Les patrons peuvent donc rester leurs propres assureurs.

A la fin de notre IV<sup>e</sup> partie, basée uniquement sur l'observation des faits et les résultats de notre enquête, nous nous demanderons si cette solution était préférable au système de l'assurance obligatoire. La question de principe ne sera pas seule envisagée ; les faits seront là pour la consolider ou la détruire, soit dans un sens, soit dans l'autre.

(1) Débats parlém. *Journ. off.* du 21 mai 1899.

(2) V. un article intéressant de *l'Assurance populaire*, 5 septembre 1899, sur l'emploi des fonds de la Caisse nationale.

## CHAPITRE III

### Régime de la loi. Garanties, contrôle et surveillance.

L'utilité du système des garanties, innové par la législation nouvelle, se manifeste à divers points de vue. Ce système intéresse :

- 1° La Caisse nationale des retraites ;
- 2° Les chefs d'entreprise ;
- 3° Les ouvriers.

1° LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES. — En effet, du moment que cette Caisse pour les indemnités dues en cas de mort ou d'incapacité permanente était appelée à faire elle-même le service des pensions, en cas d'insolvabilité de l'assureur ou du patron, sans recours contre le chef d'entreprise, si ce dernier était assuré (article 26 de la loi), il était naturel que la législation imposât aux Sociétés d'assurances certaines obligations capables de rendre moins aléatoire leur insolvabilité. Car, et on le fit justement remarquer au Sénat, si une Société d'assurances devenait insolvable, ce serait comme si tous les industriels qu'elle garantit, étaient insolvable à la fois. On comprend facilement alors qu'une telle insolvabilité aurait eu une répercussion profonde sur la Caisse nationale des retraites.

Et, somme toute, en parlant de la Caisse des retraites pour la vieillesse, nous devons bien examiner quelles sont les personnalités en jeu qui se cachent sous ce titre. Or, ces personnalités intéressées directement à la solvabilité des débiteurs des rentes, *ce sont tous les chefs d'entreprise soumis à la loi de 1898*. En effet, à la Caisse des retraites est affecté pour le service des rentes un fonds spécial de garantie constitué avec les 4 centimes additionnels ajoutés au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi (ou 5 cent. par hectare concédé s'il s'agit de mines) (art. 25 loi 1898).

Or, plus les insolvanités seront nombreuses, plus il sera fait appel à ce fonds de garantie qui, devenant insuffisant, ne pour-

rait être remis en équilibre que par une majoration de la taxe des chefs d'entreprise ;

2° LES CHEFS D'ENTREPRISE ASSURÉS. — Outre ce premier intérêt qui touche, comme nous venons de le dire, l'ensemble des industriels soumis à la loi, il était encore de l'intérêt des assurés eux-mêmes que leur assureur fût solvable. En effet, nous avons dit maintes fois que le patron assuré n'était pas garant de la solvabilité de son assureur, pour les indemnités dues pour décès ou incapacité permanente, et que la Caisse des retraites n'avait pas de recours contre lui. Mais nous avons fait remarquer que cette innovation de la législation nouvelle n'était vraie que pour les indemnités dues en cas de mort ou d'incapacité permanente. Par conséquent, le chef d'entreprise reste toujours tenu, vis-à-vis de la victime, du paiement des indemnités dues pour accidents ayant occasionné une incapacité temporaire de travail, même s'il est assuré. Or, on conçoit facilement de quel intérêt est pour l'assuré la solvabilité de l'assureur.

Or, par son système des garanties, le législateur a voulu protéger également les patrons prévoyants.

3° LES OUVRIERS. — Ce qui les intéresse, découle naturellement des explications que nous venons de donner. Si leur patron ou son assureur est insolvable, ils sont indemnisés par la Caisse des retraites. Mais cela n'est vrai, comme nous l'avons déjà dit, que pour les décès et les incapacités permanentes ; mais, pour les indemnités auxquelles ils ont droit pour incapacité temporaire, ils restent soumis aux aléas de la solvabilité de leur patron et de son assureur. Ils trouvent donc une garantie de plus dans les obligations imposées aux Sociétés d'assurances, et que nous allons brièvement passer en revue.

#### **Organisation du système des garanties.**

Les Sociétés d'assurances doivent :

- a) Verser un cautionnement avant toute opération ;
- b) Constituer, dans certains cas, des réserves mathématiques ;
- c) Elles sont, enfin, soumises au contrôle et à la surveillance du Gouvernement.

##### *a) Du cautionnement.*

Le dépôt du cautionnement est prévu par l'art. 27 de la loi.

Le cautionnement a pour but :

a) D'assurer le paiement des sinistres futurs ;

b) De venir en aide, dans certains cas, à la réserve mathématique.

Sans doute, théoriquement, le paiement des sinistres futurs est représenté par les primes qui couvrent ces risques. Mais, en fait, ces primes peuvent être insuffisantes par suite d'éventualités diverses et imprévues : le cautionnement suppléera à cette insuffisance.

Le montant du cautionnement est prévu par l'arrêté ministériel du 29 mars 1899.

3 cas peuvent se présenter :

1<sup>er</sup> CAS. — Si la Société assure les ouvriers de toute espèce d'industries (Compagnies, Mutuelles ordinaires), son cautionnement est de 400,000 francs la première année (1), et, pour les années suivantes, de 2 pour 100 du total des salaires ayant servi de base aux assurances pendant la dernière année, sans toutefois pouvoir être inférieur à 400,000 francs, ni supérieur à 2 millions ;

2<sup>e</sup> CAS. — Le cautionnement est réduit de moitié pour les Sociétés n'assurant les ouvriers que d'une même profession ou de plusieurs professions présentant des risques identiques (voir ces groupes de professions à l'arrêté ministériel du 30 mars 1899). Mais la cotisation maxima de ces Sociétés (fonds de garantie) doit être double de la cotisation prévue par les statuts (fonds de prévoyance), et triple de la cotisation minima prévue par l'arrêté ministériel du 30 mars 1899, complétant l'art. 6 du D. 28 février 1899. Toutefois, pour jouir de cette faveur, la Société ne doit assurer que tout ou partie des risques prévus par l'art. 3 de la loi. (Mutuelle corporative.)

3<sup>e</sup> CAS. — Pour les Sociétés ne faisant pas elles-mêmes le service des rentes, mais versant les capitaux constitutifs de ces rentes à la Caisse des retraites, le cautionnement est réduit de moitié. Cela s'explique si l'on considère que le cautionnement est destiné accessoirement à subvenir aux insuffisances de la réserve mathématique. Or, nous verrons plus loin que cette réserve n'est pas imposée aux Sociétés qui déposent à la Caisse des retraites les capitaux constitutifs des rentes (art. 3, arrêté ministériel du 29 mars 1899).

(1) Sur les mots « fonctionnement de la première année », V. *Bulletin des assurances*, octobre 1899.

Ajoutons enfin que pour les sociétés étrangères, le cautionnement est majoré de 50 0/0 (art. 4, arrêté minist. 29 mars 1899).

— La constitution du cautionnement se fait en valeurs énumérées dans l'art. 8 du D. du 28 février 1899.

Les Sociétés ne pratiquant que l'assurance de l'incapacité temporaire ne sont pas astreintes au cautionnement (art. 1, D. 28 février 1899); par exemple, les Sociétés de secours mutuels (1).

Une Société, qui pratiquerait l'assurance sans avoir déposé son cautionnement, serait passible des sanctions prévues par les articles 471 et 474 du Code pénal.

#### b) *De la réserve mathématique.*

Avant la loi du 9 avril 1898, les tribunaux jouissaient d'un pouvoir souverain pour accorder à la victime une indemnité, soit sous forme de rente, soit sous forme de capital.

La loi du 9 avril 1898 a généralisé le *régime des pensions*. En principe, le débiteur verse l'indemnité à la victime ou à ses représentants, sous forme de rente, à moins qu'il ne se décharge de cette obligation en versant à la Caisse des retraites les capitaux nécessaires au service de ces rentes. Même faculté est faite aux Sociétés d'assurances. Elles sont libres de faire le service des rentes elles-mêmes, ou de verser à la Caisse des retraites les capitaux, comme les patrons eux-mêmes.

Mais dans le premier cas, c'est-à-dire si elles font elles-mêmes le service des pensions, elles sont tenues de mettre en réserve les capitaux constitutifs des rentes. Cette réserve, c'est la réserve mathématique.

Comme on le voit, la réserve mathématique n'a lieu que pour les sinistres réalisés, tandis que le cautionnement est une garantie pour les sinistres éventuels.

Les Sociétés ne se désemparent pas de la réserve mathématique; le cautionnement, au contraire, est versé à l'État.

En parlant du cautionnement, nous avons dit qu'il était destiné accessoirement à venir en aide à la réserve mathématique. On peut supposer, en effet, que pour des causes diverses, notamment par suite de la baisse de l'intérêt, d'un krach de valeurs, le produit des capitaux en réserve ne puisse suffire au service

(1) Sur le cautionnement des Mutuelles agricoles, v. arr. minist. 5 mai 1899.

des pensions. C'est alors dans ces cas que le cautionnement viendrait en aide à la réserve.

Si les Sociétés d'assurances versent à la Caisse des retraites les capitaux nécessaires à la constitution des rentes, elles ne sont pas tenues alors à la réserve qui perd, dans cette hypothèse, sa raison d'être.

Les capitaux constitutifs des rentes sont calculés d'après un barème minimum, arrêté par le ministre du commerce (1).

De même que pour le cautionnement, l'emploi des fonds mis en réserve est prévu par l'article 8 du décret du 28 février 1899 :

α) Pour les deux tiers, il doit être fait en valeurs d'État ou jouissant d'une garantie de l'État ; en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce ; en obligations foncières et communales du Crédit foncier ;

β) Jusqu'à concurrence du tiers, en immeubles situés en France, et en premières hypothèques sur ces immeubles pour la moitié au maximum de leur valeur estimative ;

γ) Jusqu'à concurrence d'un dixième confondu dans le tiers précédent, en commandites industrielles de solvabilité notoire.

### *c) Contrôle proprement dit et surveillance.*

Les Sociétés d'assurances seules sont astreintes au cautionnement et à la réserve mathématique. Les Syndicats de garantie échappent à ces obligations. Mais, de même que les Sociétés, ces derniers sont assujettis au contrôle et à la surveillance du Gouvernement.

Tous ces organes doivent produire, chaque année, au ministère du commerce un certain nombre de documents (comptes rendus, états des salaires, etc.) (art. 12 du décret du 28 février 1899).

Ce même décret organise un service spécial de *contrôleurs*, chargés d'une surveillance permanente (article 13). Les frais de contrôle sont à la charge de la Société, qui doit présenter ses livres, portefeuilles, caisse, etc., à l'examen des contrôleurs (article 14).

L'article 16 du même décret crée un *Comité consultatif* des assurances, appelé à donner son avis sur toutes les questions

(1) V. arrêté ministériel du 30 mars 1899. *Journal officiel* des 2 et 8 avril 1899.

intéressant l'assurance, que lui soumet le ministre du commerce (1).

Ajoutons, enfin, que ces organes restent soumis, en outre, aux règles ordinaires des lois sur les Sociétés (lois des 24 juillet 1867 et 1<sup>er</sup> août 1893), et spécialement au décret du 22 janvier 1868.

(1) V. une série de cas dans lesquels le Comité consultatif a été appelé à donner son avis. *Journal officiel* du 20 décembre 1899, p. 8192 et sq.

---

## TROISIÈME PARTIE

### Le coût de l'assurance.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Effets de la loi sur le coût de l'assurance.

*Section 1.* — Comment se détermine le prix de revient de l'assurance.

*Section 2.* — Influence de la loi sur les éléments qui déterminent ce prix.

*Section 3.* — Comment, par l'assurance, se trouvent réfutées les critiques d'après lesquelles la loi favoriserait l'embauchage des étrangers et des célibataires. Les calculs autrichiens.

#### CHAPITRE II. — La prime et le tant p. 100 des salaires.

*Section 1.* — Salaire légal et salaire effectif.

*Section 2.* — La durée du risque couru.

#### CHAPITRE III. — Examen et comparaison des tarifs.

*Section 1.* — Les tarifs dans les Compagnies.

A. — Analyse des éléments qui majorent la *prime pure*.

B. — Les nouveaux tarifs. Leur non-application.

*Section 2.* — Les tarifs dans les Mutuelles et les Syndicats de garantie.

*Section 3.* — A. — Les tarifs de la Caisse nationale.

B. — Bases de ces tarifs. Les statistiques autrichiennes. Le coût de l'assurance à la Caisse nationale et les charges de l'assurance en Autriche.

*Section 4.* — Comparaison des tarifs des Compagnies et de la Caisse nationale.

*Section 5.* — Comparaison des tarifs des Compagnies aux primes minima et maxima des Mutuelles corporatives.

#### CHAPITRE IV. — Le rôle de la réassurance et la loi de 1898.

#### CHAPITRE V. — Le coût de l'assurance dans l'avenir.

---

## CHAPITRE PREMIER

### Effets de la loi sur le coût de l'assurance.

La loi du 9 avril 1898 a-t-elle eu pour résultat de rendre plus lourdes les charges de l'assurance? Telle est la question que nous allons examiner dans ce premier chapitre.

#### SECTION 1. — Comment se détermine le prix de revient de l'assurance.

Pour calculer approximativement le prix de revient de l'assurance contre les accidents, il faut :

α) Posséder une *statistique* aussi exacte que possible pour chaque industrie, des différents cas ouvrant à la victime le droit à l'indemnité, de manière à établir des moyennes de ces cas, et établir par là, un *coefficient de risque*.

« Le chiffre qu'il importe de connaître, dit M. Cheysson, est le coefficient des accidents, par rapport à chaque industrie ; c'est le quotient de deux termes, dont le numérateur est le nombre absolu des accidents survenus dans une profession déterminée, et dont le dénominateur est le nombre des personnes exerçant cette même profession » (1).

β) Connaître exactement la somme que s'engage à payer l'assureur, dans toutes les éventualités ; mort, incapacité permanente ; incapacité temporaire.

Le premier de ces éléments est fourni par la statistique ; le deuxième résulte de l'étendue des obligations que l'assureur prend à sa charge dans le contrat d'assurance, ou que le législateur lui impose. Ce deuxième élément est plus facile à connaître que le premier. Quant à celui-ci, quoique plus difficile à obtenir, il est non moins essentiel au mécanisme de l'assurance. La statistique est nécessaire au professionnel à qui elle permet d'évaluer la moyenne des cas dans lesquels il sera tenu d'indemniser

(1) CHEYSSON. *Congrès Paris*. V. GRÜNER, t. I, p. 195.

les victimes ; elle lui permet de classer ces cas selon leur gravité ; elle lui est utile encore pour répartir équitablement, entre les diverses industries, une part contributive, proportionnelle aux risques qui leur sont propres. « Si tous les établissements présentaient les mêmes risques d'accidents, dit M. Bellom, il suffirait d'imposer à chacun d'eux une contribution proportionnelle à son importance... Mais, en fait, les risques d'accidents varient d'un établissement à l'autre, soit en raison de la diversité des risques propres à chaque industrie, soit en raison des conditions spéciales à chaque établissement » (1).

**SECTION 2. — Influence de la loi du 9 avril 1898 sur les éléments qui déterminent le prix de revient de l'assurance.**

**1<sup>o</sup> STATISTIQUE.** — On ne voit pas trop bien au premier examen, en quoi la loi peut accroître ou diminuer les risques afférents à chaque industrie, au point de dérouter les données de la statistique.

L'influence de la loi se manifesterait, cependant, si elle avait prescrit un système de mesures préventives contre les accidents. Il pourrait alors y avoir des chances de diminution dans le nombre des accidents. Mais la loi est muette sur ce point. Nous avons tenu, cependant, à donner cet exemple pour bien montrer que l'influence de la législation peut n'être pas nulle en notre matière.

Mais la question se pose sous une autre forme. Elle a donné lieu à des discussions en Allemagne, et elle nous paraît avoir chez nous le même intérêt. La fraude n'entrera-t-elle pas dans la déclaration des accidents, l'ouvrier ayant droit dans tous les cas à une indemnité (sauf si l'incapacité temporaire est inférieure à cinq jours, ou s'il y a dol de sa part) ? Ne peut-on pas craindre des simulations d'accidents, ou même des provocations d'accidents, dont l'effet, en rendant les coefficients de risques plus élevés, serait par là même de rendre plus lourdes les charges de l'assurance ?

Un cas à exclusion, nous l'avons dit, est celui de dol reconnu. Chaque fois que le dol de la victime sera prouvé, celle-ci n'aura droit à aucune indemnité.

(1) BELLOM. *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger.*

Mais il faut bien s'attendre naturellement à ce que l'ouvrier déguise son dol. Eh bien ! admettons que le dol soit habilement dissimulé ; une question préjudicielle se pose. C'est la suivante : quel intérêt a l'ouvrier à être victime d'un accident ?

Analysons les différents cas qui peuvent se présenter. Nous distinguons trois hypothèses :

PREMIÈRE HYPOTHÈSE : *cas de mort*. — On ne peut dire qu'il y ait de simulation dans ce cas. Mais la recherche de la mort ne pourrait-elle s'expliquer par le dévouement à la famille ? Il est à peine besoin de dire qu'un tel dévouement sera d'une rareté absolue, d'autant plus qu'il pourrait être mal calculé, puisque la rente, à laquelle auraient droit les représentants de la victime, serait inférieure au salaire à l'aide duquel celle-ci faisait vivre sa famille.

Ce cas ne peut pas supporter de discussion sérieuse.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE : *cas d'incapacité permanente (absolue ou relative)*. — Là encore toute simulation d'incapacité peut être regardée comme impossible. Quant à l'intérêt de l'ouvrier à rechercher dans son travail un accident le mettant dans une telle situation, il n'apparaîtrait qu'autant que cette incapacité serait relative, et permettrait ainsi, à celui qui en est atteint, de pouvoir gagner un salaire qui, joint à sa pension, serait une cause de bénéfice.

Est-il nécessaire de dire que ce cas sera aussi rare que le précédent ?

TROISIÈME HYPOTHÈSE : *cas d'incapacité temporaire*. — Ce cas paraît le plus sérieux. Par paresse, dit-on, la victime peut avoir intérêt à prolonger son incapacité, ou bien peut, dans son travail, manquer de prudence, faisant preuve de la plus grande insouciance, sachant que si un accident bénin se produit, elle aura droit, si elle est incapable plus de cinq jours, à une indemnité journalière égale à la moitié de son salaire quotidien.

Admettons que cela soit : ce sera l'exception.

Nous pensons donc, après l'analyse des trois hypothèses que nous avons examinées, que l'introduction, dans notre législation, du risque professionnel sera sans influence sur ce premier élément : coefficient du risque.

2<sup>e</sup> INDEMNITÉ. — Nous avons dit que le second élément qui intervenait dans la détermination du prix de revient de l'assurance, était la somme que s'engageait à payer l'assureur. Si nous comparons, en effet, l'assurance à une chose vendue, il est

évident que plus on demandera au vendeur, qu'il soit Compagnie ou Mutuelle, plus il sera exigé de l'acheteur. La prime ou cotisation suivra la fluctuation de l'élément : indemnité.

Or, les charges imposées, en cas d'accident, aux chefs d'entreprise, et, par conséquent, les charges qu'assume l'assureur sont-elles plus lourdes que sous l'ancienne législation ?

Cette question est complexe, et, en réalité, elle doit être scindée. En effet, charges imposées par la loi, charges assumées par l'assureur, sont parfois deux choses absolument distinctes, et c'est le cas qui se présentait en notre matière avant la loi de 1898. En effet, les obligations qui incombaient aux chefs d'entreprise dont la responsabilité était engagée, ne trouvaient de limite que dans l'intégrale réparation du préjudice causé, limite fixée par les tribunaux. Or, l'assurance telle qu'elle fonctionnait à cette époque, ne couvrait jamais entièrement la responsabilité des patrons. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi.

Pour connaître dans quelle proportion le législateur de 1898 a rendu plus élevées les obligations des patrons, il faudrait posséder une statistique minutieuse des obligations pécuniaires auxquelles les tribunaux condamnaient les chefs d'entreprise, dans chaque cas. Puis, avec une moyenne établie sur ces bases, il serait relativement facile de faire des rapprochements avec les charges nouvelles. Malheureusement, de telles statistiques font absolument défaut.

Mais, nous basant sur les faits, nous pouvons comparer le prix de l'assurance, tel qu'il était anciennement pratiqué, au prix actuel.

Or, nous pouvons poser ce principe, que nous prouverons du reste : l'assurance est plus onéreuse qu'elle ne l'était.

A quoi tient son élévation ? M. Beauregard l'attribue à cette cause, c'est que « les auteurs de la loi de 1898 ont totalement « oublié qu'ils devaient établir des indemnités forfaitaires » (1). Et la preuve, ajoute-t-il, c'est que si les indemnités étaient forfaitaires, « la prime d'assurance devrait rester à peu près la « même, car l'assurance tient précisément compte des compensations et la prime est calculée sur le résultat total ».

Il est possible que le forfait ait été plus avantageux à l'ouvrier qu'au patron. Mais, même en supposant que les indemnités aient véritablement le caractère transactionnel, on peut chercher ailleurs que dans la loi elle-même, la cause directe de la hausse

(1) *Le Monde économique*, 27 mai 1899.

du coût de l'assurance. Cette cause, pour nous, résulte en grande partie, sans nier toutefois que l'élévation des indemnités n'y soit pour rien, du fait que *l'assureur couvre intégralement les risques prévus par la loi de 1898, alors qu'il ne les garantissait pas totalement sous l'empire de l'article 1382.*

Les observations qui vont suivre auront été faites principalement sur la manière d'opérer des Compagnies. Faites sur les opérations des autres organes, elles auraient donné les mêmes résultats. ces organes procédant de la même façon que les Compagnies. Or, celles-ci, dans la pratique, limitaient par *un plein*, c'est-à-dire par une somme maxima, leur propre responsabilité.

Quel était ce plein ? quel est le maximum des charges qu'elles assument depuis ? Telle est la question à laquelle nous allons essayer de répondre.

Les anciennes polices collectives, comme les nouvelles du reste, prévoyaient trois cas en ce qui concerne l'assurance-réparation :

Cas de mort ;

Cas d'incapacité permanente ;

Cas d'incapacité temporaire.

Les indemnités attribuées dans chacun de ces cas étaient égales :

1° En cas de mort, à 300 fois le salaire quotidien ; maximum, 1,200 francs ;

2° En cas d'incapacité permanente, à 400, 200, et 100 fois le salaire quotidien, selon le degré de l'incapacité ; maximum, 1,600 francs.

3° En cas d'incapacité temporaire, à la moitié du salaire quotidien ; maximum, 3 francs.

Ces chiffres pouvaient être majorés moyennant une augmentation de prime ; mais c'était exceptionnel. A cette assurance-réparation s'annexait l'assurance de la responsabilité civile du chef d'entreprise, jusqu'à concurrence de 5,000, 7,000 ou 10,000 francs, mais jamais à un chiffre supérieur.

En prenant les choses dans le sens le plus défavorable à l'assureur, celui-ci n'était jamais tenu au delà d'un versement de 10,000 francs, car il était expressément stipulé que le patron ne serait indemnisé que déduction faite de la somme versée à la victime ou à ses représentants.

Donc pour l'assurance d'une *unité ouvrière*, maximum des charges de l'assureur, 10,000 francs. Et ajoutons, étant donnés

les principes de l'article 1382, que pareille somme à verser n'avait lieu dans la pratique que dans des cas exceptionnels.

Quelles sont désormais, dans la même hypothèse, c'est-à-dire la plus défavorable à l'assureur, les charges de ce dernier ?

Deux cas sont à distinguer, à cause de l'introduction, dans notre droit, du *système des pensions* :

1<sup>o</sup> L'assureur ne fait pas lui-même le service des rentes ;

2<sup>o</sup> Il se charge lui-même de ce service.

PREMIER CAS. — *L'assureur verse à la Caisse des retraites le capital constitutif de la rente* (1).

1<sup>re</sup> HYPOTHÈSE : *cas de décès*. — Nous prenons dans ces différentes hypothèses un salaire moyen de 1,800 francs. En pareil cas, la plus forte rente à servir est de 60 p. 100 du salaire de la victime (art. 3 loi 9 avr. 1898).

La rente est donc de  $\frac{1800 \times 60}{100} = 1,080$  francs, qui à 3 p. 100 représente un capital pouvant dépasser sensiblement le *plein* qui, antérieurement, limitait l'engagement de l'assureur.

2<sup>o</sup> HYPOTHÈSE : *cas d'incapacité permanente*.

a) *Absolue*. — La limite de l'engagement de l'assureur était, dans ce cas encore, de 10,000 francs ; elle est aujourd'hui, la pension étant égale aux deux tiers du salaire, de  $\frac{1800 \times 2}{3} = 1,200$  francs, pour le service de laquelle il faut compter un capital supérieur à celui de notre première hypothèse.

b) *Relative*. — Dans cette hypothèse, tout calcul serait purement problématique, du moment que l'on ne connaît pas la réduction que l'accident a fait subir au salaire de la victime.

Nous avons pris pour moyenne un salaire de 1,800 francs ; mais même avec un salaire de 1,200 francs, les charges de l'assureur sont supérieures à ce qu'elles étaient autrefois.

DEUXIÈME CAS. — *L'assureur fait lui-même le service des rentes*.

Il est, dans ce cas, excessivement difficile de se faire une idée exacte des charges de l'assureur, car tout dépend du temps pendant lequel le service des pensions doit être fait. Or, il y a dans la détermination de cette période plusieurs éléments com-

(1) V. Barème minimum paru dans le *Journ. Offic.* du 2 avril 1899.

plexes, excessivement variables : âge des enfants, des ascendants, du conjoint ; cas de nouveau mariage, etc.

Mais même dans ce cas, si l'on compare le chiffre moyen et annuel des pensions aux obligations que prenait l'assureur avec les anciens contrats, on trouve ce chiffre encore supérieur.

— Il nous reste une troisième hypothèse à examiner, pour laquelle les distinctions ci-dessus ne peuvent exister, puisque c'est toujours l'assureur qui verse lui-même l'indemnité. *C'est le cas d'incapacité temporaire.*

*Cas d'incapacité temporaire.* — Il y a à peu près identité dans la charge de l'assureur, après comme avant la loi de 1898.

L'indemnité journalière, d'après cette loi, doit être égale à la moitié du salaire de la victime. Pour un salaire de 1,800 fr., cette indemnité est donc de  $\frac{1800}{360} = \frac{5}{2}$ , soit 2 fr. 50.

Or, les anciennes polices garantissaient également une indemnité journalière égale à « la moitié du salaire quotidien », avec un maximum de trois francs.

Les charges n'ont donc pas varié pour cette troisième hypothèse.

— Notre conclusion sera donc la suivante : d'une manière générale, le coût de l'assurance sera plus élevé que sous l'ancienne législation, pour les cas de décès et d'incapacité permanente. Cette hausse résulte non point de l'élévation du coefficient de risque, mais des indemnités plus fortes que l'assureur s'engage à payer dans les cas de mort et d'invalidité permanente, malgré le caractère transactionnel ou forfaitaire de ces indemnités. Mais il faut bien dire aussi que l'assureur couvre désormais intégralement la responsabilité des chefs d'entreprise, alors qu'auparavant cette responsabilité n'était que partiellement couverte.

L'examen analytique des tarifs confirme notre conclusion. Dans toutes les professions, le taux de la prime a haussé. Nous allons citer quelques exemples pris au hasard :

L'industrie des *charpentes en fer*, d'après l'ancien tarif du Syndicat des Compagnies à primes fixes contre les accidents, était rangée dans la 11<sup>e</sup> classe des risques collectifs : ce tarif comportait 12 classes. Or, pour l'unité ouvrière, le taux de la prime était de 3 p. 100. Sur un salaire de 1,800 francs, la Compagnie percevait donc 54 francs.

La même profession est tarifée actuellement à 8 p. 100. Dans notre exemple, la prime est donc de  $\frac{1800 \times 8}{100} = 144$  francs, c'est-à-dire un peu plus de deux fois 2/3 plus forte.

Pour le *charronnage avec scierie mécanique*, le taux ancien était, d'après la 10<sup>e</sup> classe, de 2 fr. 40 p. 100 ; il est aujourd'hui de 4 fr. 50 p. 100, soit moins de deux fois plus élevé.

Pour le métier de *plâtriers-plafonneurs*, 10<sup>e</sup> classe, anciennement : 2,40 p. 100, taux actuel : 4 francs.

Pour les *scieries mécaniques*, la tarification était souvent réservée à l'administration centrale, qui tarifait d'après la 11<sup>e</sup> ou la 12<sup>e</sup> classe, soit à 3 fr. 60 p. 100 ; le taux actuel est de 11 francs.

Parmi les industries les moins tarifées, nous trouvons :

α) *Fabrique d'articles d'acier, petits objets* :

|                                |          |
|--------------------------------|----------|
| 5 <sup>e</sup> classe. . . . . | Fr. 0 95 |
| Nouveau tarif . . . . .        | » 1 50   |

β) *Fabrique de capsules pour bouteilles* :

|                                |        |
|--------------------------------|--------|
| 3 <sup>e</sup> classe. . . . . | » 0 60 |
| Tarif nouveau. . . . .         | » 1 50 |

γ) *Facteurs d'instruments de musique* : 4<sup>e</sup> classe. » 0 70

Taux actuel. . . . . » 2 90

On voit donc, d'après ces quelques professions prises au hasard dans les diverses catégories d'industries, que la prime des nouveaux tarifs est, dans tous les cas, sensiblement supérieure à celle des anciens tarifs. Mais, nous le répétons, la responsabilité du chef d'entreprise est désormais couverte d'une manière illimitée.

**SECTION 3. — Comment, par l'assurance, se trouvent réfutées les critiques d'après lesquelles la loi du 9 avril 1898 favoriserait l'embauchage des ouvriers étrangers et des célibataires.**

A son apparition, la loi fut qualifiée :

α) *D'anti-sociale*, sous prétexte qu'elle nuirait au parfait développement de la famille, les industriels ayant plus d'intérêt à faire travailler des célibataires que des pères de famille. (V. art. 3 de la loi.)

β) *D'anti-nationale*, car en cas de mort, la famille de la victime, non établie sur le territoire français au jour de l'accident, ne devant recevoir aucune indemnité, les chefs d'entreprise choisiraient de préférence des étrangers aux nationaux. (Art. 3, dernier paragraphe.)

Ce sera, a-t-on dit, une prime à l'embauchage des célibataires

et des étrangers, au détriment des pères de famille et des ouvriers français.

Ces deux critiques ont été exagérées. En effet, cet intérêt des industriels à recruter des étrangers et des célibataires ne se manifestait que pour les cas de décès.

Or, les accidents causant la mort sont de beaucoup les plus rares, puisque sur 115,000 accidents la moyenne des accidents mortels s'élève à 3,000 seulement.

L'objection a cependant une valeur intrinsèque, peu considérable il est vrai, mais d'autant plus forte dans la pratique que les industriels, pour la plupart, ignorent les données de la statistique; et même auraient-ils connaissance de ces éléments, la crainte de voir un accident mortel frapper un de leurs ouvriers aurait pu exercer une certaine influence dans le choix de leur personnel.

Or, ces critiques perdent leur force en présence de l'assurance. En effet, Caisse nationale, Compagnies, Mutuelles ou Syndicats de garantie ne tiennent aucun compte de l'état de l'ouvrier, dans la détermination de la prime. Qu'importe alors au chef d'entreprise, qui s'assure, l'emploi de telle ou telle catégorie de travailleurs ?

Tels sont les faits.

Mais supposons hypothétiquement le contraire.

Admettons que les organes de l'assurance aient établi une tarification différente pour les nationaux et les étrangers d'une part, et les hommes mariés ou pères de famille et les célibataires de l'autre.

Même, en pareille hypothèse, les critiques auraient été atténuées en vertu de la *loi économique de l'offre et de la demande*. Voici comment :

Pour payer une prime moins élevée, les industriels auraient fait choix, dans la mesure du possible, de célibataires et d'étrangers. La recherche de ces deux catégories de travailleurs, préférées à celles des pères de famille et des nationaux, aurait eu pour résultat de produire une hausse dans leurs salaires, hausse qui aurait eu pour limite la différence des primes d'assurances.

Soit, par exemple, un homme marié touchant un salaire annuel et moyen de 1,800 francs. Supposons que, par sa profession, il soit tarifé au taux de 5 p. 100.

La prime à payer pour cet ouvrier sera donc de 90 francs.

L'assurance d'un étranger ou d'un célibataire, salarié à 1,800 francs par an, n'aurait été, à 3 p. 100, que de 54 francs.

L'intérêt du chef d'entreprise à employer cette seconde catégorie d'ouvriers plutôt que la première se serait donc traduit par une somme de  $90 - 54 = 36$  francs.

Mais la demande de bras de cette seconde catégorie aurait eu pour effet de produire une hausse des salaires, qui aurait atténué l'intérêt du patron à préférer une catégorie à l'autre.

On aurait eu alors la proportion suivante :

|                                                                                                             |   |                                                                                                                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'intérêt pour le chef d'entreprise à employer des célibataires, des étrangers et à payer une petite prime. | { | L'intérêt pour le chef d'entreprise à employer des pères de famille et des nationaux et à payer une forte prime. |
| Salaire élevé.                                                                                              |   | Salaire moins élevé.                                                                                             |

ou, plus simplement, en appelant P la prime  $p'$  petite prime.  
et S le salaire  $s'$  faible salaire.

on obtient la formule suivante :

$$\frac{p'}{S} = \frac{P}{s'}$$

Il a d'ailleurs été fait en Autriche, où l'assurance obligatoire fonctionne, des calculs faisant connaître quelle serait pour divers groupes d'industries, l'économie maxima probable, que réaliserait annuellement par 10,000 francs de salaires assurés, un chef d'entreprise qui recruterait exclusivement son personnel ouvrier, parmi des célibataires.

Or, cette économie annuelle varie de 0 fr. 60 pour 10,000 francs de salaires (travail des métaux ordinaires) à 90 francs pour les carrières.

Dans la plupart des industries, la moyenne est de 20 francs, et même plutôt au-dessous.

Ces calculs ont été faits pour 49 groupes d'industrie (1).

Faisons, en outre, remarquer que ces calculs sont basés sur une hypothèse : *l'emploi exclusif des célibataires*. Or, comment réaliser cette hypothèse dans la pratique ? D'ailleurs, cette recherche d'ouvriers non mariés aurait pour effet, comme nous l'avons dit, de produire une augmentation des salaires, et, par conséquent, de diminuer le chiffre des économies.

L'*Argus* du 7 mai 1899 fait aussi remarquer avec justesse que, pour l'incapacité permanente, « le risque se trouve atténué

(1) V. cet intéressant calcul et le tableau de ces industries dans l'*Assurance moderne* du 30 juin 1899, page 134.

« avec les hommes mariés, puisque d'après les probabilités un père de famille sera plus âgé qu'un célibataire, et que, par conséquent, le capital constitutif de la rente sera moins élevé ».

Il est vrai, en effet, que si *théoriquement* le célibataire est moins coûteux que le père de famille *en cas de mort*, en revanche, pour les incapacités permanentes, l'homme marié étant généralement plus âgé que le célibataire, le nombre des années pendant lesquelles la rente lui sera servie, sera moins élevé. Le célibataire serait donc, en principe, plus coûteux dans ce second cas, surtout si l'on tient compte de ce fait, que les accidents suivis d'incapacité permanente (partielle ou absolue) sont plus fréquents que les accidents suivis de mort.

## CHAPITRE II

### La prime et le tant pour 100 des salaires.

#### SECTION 1. — Salaire légal et salaire effectif.

Nous avons dit que la prime d'assurance se déterminait par le coefficient du risque propre à chaque industrie, et par le chiffre des indemnités que l'assureur s'engageait à verser en cas d'accident.

Théoriquement la loi, dans son article 3, dit comment se calculeront ces indemnités, qui ont toutes pour base le salaire de la victime. La prime doit donc varier selon la quotité du salaire ; mais *elle ne devrait être basée que sur le salaire réel, sur lequel se calcule l'indemnité* : c'est ce qui ne se fait pas dans la pratique.

On distingue en effet, avec la loi, le salaire *légal* et le salaire *effectif*.

Le salaire effectif est le salaire réellement touché par l'ouvrier, tandis que le salaire légal n'est, dans certains cas, qu'une fraction du salaire effectif.

Si nous consultons l'article 2 de la loi, nous remarquons que jusqu'à 2,400 francs, salaire légal et salaire effectif ne font qu'un. Jusqu'à concurrence de cette somme, tout salaire légal est salaire effectif. La prime basée sur la somme de 2,400 francs est donc équitablement répartie, puisque sa base est identique à celle sur laquelle se calcule l'indemnité.

Mais, au-dessus de 2,400 francs, la confusion disparaît, et le salaire légal, c'est-à-dire celui sur lequel se calculera l'indemnité, n'est plus, comme nous l'avons dit, qu'une fraction du salaire effectif. Cela résulte de l'art. 2, 2<sup>e</sup> alinéa de la loi, ainsi conçu : « Ceux  
« dont le salaire annuel dépasse 2,400 francs ne bénéficient de  
« ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour  
« le *surplus*, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indem-

« *nités stipulées à l'art. 3, à moins de conventions contraires, quant au chiffre de la quotité.* »

Si donc le salaire effectif est de 2,800 francs, le salaire légal sera de  $2,400 + \frac{400}{4} = 2,500$  francs. L'indemnité aura pour base la somme de 2,500 francs, tandis que dans la pratique on calcule la prime sur le salaire effectif, en notre espèce, 2,800 francs. Ce n'est ni juste ni logique.

## SECTION 2. — La durée du risque couru.

Calculer uniquement la prime, dans la pratique, — le taux étant donné par le coefficient du risque et le chiffre éventuel des indemnités, calculé sur le salaire, — sur l'importance des salaires, peut paraître critiquable à un certain point de vue. Pour que, dans certains cas, la prime fût absolument équitable, il faudrait faire intervenir dans sa détermination le temps *effectif*, pendant lequel le risque est à la charge de l'assureur.

Sans doute, théoriquement, la prime est payable chaque année; mais, en fait, ce n'est pas 24 heures par jour que l'assureur court des risques, puisqu'il ne répond des accidents qu'autant qu'ils se sont produits « par le fait du travail ou à l'occasion du travail ». La responsabilité effective de l'assureur en matière-accidents, n'est pas analogue à celle de l'assureur en matière-incendie, où les objets assurés sont, en fait, susceptibles de brûler à tout instant.

Nous reconnaissons bien que la durée du risque couru, c'est-à-dire, le temps pendant lequel l'assureur est responsable, intervient dans le coût de l'assurance, lorsque les salaires sont fixés à l'heure.

Mais, voici le cas qui peut se présenter : Deux patrons appartenant à la même industrie emploient le même nombre d'ouvriers touchant les mêmes salaires. Mais l'un de ces industriels ne fait travailler ses ouvriers que huit heures par jour, et l'autre douze heures. Il nous paraît injuste que la prime payée par le premier soit aussi élevée que celle du second (1).

Nous pensons que pour être équitable, on devrait tenir compte dans le calcul de la prime, du nombre moyen d'heures de la journée de travail.

(1) V. un article de M. ABEILLE dans le *Bulletin des Halles* du 9 août 1898.

En 1892, M. Ricard, au nom de la Commission du travail chargée d'examiner les projets de loi et d'assurance obligatoire, disait : « La charge des indemnités est répartie entre tous les chefs d'entreprise proportionnellement au chiffre résultant pour chacun d'eux, de la multiplication du nombre moyen des ouvriers par le salaire quotidien moyen et par le *nombre de mois pendant lequel a duré l'entreprise*. »

Évidemment on tient compte de la période de temps pendant laquelle court l'assurance : Mais il faudrait encore fixer une *durée moyenne idéale* de la journée de travail. Toute durée de travail en plus donnerait lieu à un supplément de prime, toute durée en moins, à une réduction.

Admettons par exemple, qu'un patron fasse travailler ses ouvriers dix heures par jour, et trois cents jours par an. L'assureur court donc les risques d'accident pendant trois mille heures.

Qu'un autre industriel fasse durer la journée de ses ouvriers, douze heures. Son assureur sera donc responsable pendant trois mille six cents heures.

Si les salaires des ouvriers sont égaux, il arrivera donc que l'assureur aura garanti le second patron pendant six cents heures de plus, pour une même unité ouvrière, que le premier. Les primes cependant seront égales : c'est ce qui nous paraît injuste.

Pour réparer l'injustice, plusieurs systèmes peuvent être donnés. Le plus simple consisterait à décider que la prime annuelle est applicable à une durée moyenne de X d'heures.

Si cette durée est dépassée, il y a supplément de prime ; il y a réduction dans le cas contraire.

En établissant les feuilles de paye, remises généralement à l'assureur à la fin de chaque trimestre, le chef d'entreprise déclarerait le nombre d'heures de travail.

En présence par exemple d'une profession tarifée à 3 p. 100 par ouvrier et par an, il y aurait lieu d'ajouter : pour un nombre d'heures de travail de X, soit trois mille trois cents heures, en limitant la journée à onze heures, sur trois cents journées par an.

Mais nous reconnaissons, comme nous l'avons déjà dit, que cet inconvénient se manifeste moins quand le salaire est établi à l'heure, puis *qu'alors la prime et l'indemnité se calculent sur les salaires et que les salaires ont pour base la durée du travail*.

---

## CHAPITRE III

### Examen et Comparaison des tarifs.

#### SECTION 1. — Les tarifs dans les Compagnies.

Les Compagnies garantissant contre tous les risques prévus par la loi du 9 avril 1898, fonctionnant depuis longtemps, c'est par l'examen de leurs tarifs que nous allons procéder.

Nous avons dit dans notre deuxième partie, qu'on reprochait aux Compagnies :  $\alpha$ ) l'abus des déchéances ;  $\beta$ ) la cherté de la prime.

Nous avons examiné la première critique ; l'étude de la seconde trouve ici sa place naturelle.

Par suite d'un monopole de fait, a-t-on dit, les Compagnies majorent leurs tarifs à l'excès. La petite industrie, ajoutait-on au Parlement, aura particulièrement à souffrir des charges de la nouvelle loi. Les Syndicats de garantie lui sont inaccessibles ; ils doivent, en effet, représenter 5,000 ouvriers au moins et comprendre un minimum de 5 chefs d'entreprise, occupant chacun plus de 300 ouvriers.

Le cautionnement lui rendra difficile la constitution d'une mutuelle, corporative ou autre ; dans la corporative, le taux maximum de la contribution est supérieur au tarif des Compagnies : autant d'obstacles à son affiliation à des Syndicats mutuels. Comme la Caisse nationale ne garantit pas l'incapacité temporaire, il ne restera, a-t-on dit, que l'assurance aux Compagnies. L'assurance s'impose cependant. « En effet, « disait-on à la Chambre des députés, un patron n'occupant « que quelques ouvriers avec lesquels il travaille continuelle- « ment, et dont il partage tous les dangers, s'il ne s'assure pas, « est acculé à la faillite dès qu'il a quelques indemnités à « payer ; il est à la merci d'un accident ; il ne peut être son « propre assureur » (1).

(1) *Doc. parl.*, Ch., p. 1518, Annexe n° 892.

Fortes de cette situation de fait, les Compagnies vont imposer des conditions draconiennes. On fit remarquer, que 43 p. 100 de l'encaissement des primes étaient absorbés par les frais de gestion et les dividendes servis aux actionnaires à la fin de chaque exercice.

Telle fut l'objection faite à l'assurance aux Compagnies. Nous allons, pour apprécier exactement la valeur des critiques, analyser les chiffres, tels qu'ils résultent des comptes rendus de l'exercice 1898.

A. — ANALYSE DES ÉLÉMENTS QUI MAJORENT LA PRIME PURE.

— La dernière statistique, — celle de l'exercice 1898, — nous donne pour les Compagnies suivantes : *Préservatrice* (anonyme), *Secours*, *Patrimoine*, *Caisse des Familles*, *Urbaine-Seine*, *Espérance*, *Eternelle*, *Flandre*, *Compagnie générale*, *Prévoyance*, *Union industrielle du Nord*, *Thémis*, *Abeille*, *Soleil-Sécurité*, *Providence*, *Conservatrice*, un encaissement, comme primes, de : 27,444,669 francs sur lesquelles il a été payé pour sinistres : 15,910,701 francs, soit 57 p. 100 (1).

Appelons les 57 p. 100 *prime pure*, c'est-à-dire prime théoriquement suffisante à la réparation des sinistres, par opposition à la *prime brute*, comprenant outre la prime pure, les frais accessoires rentrant sous la dénomination générale de frais généraux, *lato sensu*.

Voilà donc un rapport de 57 p. 100, auquel on ne peut se soustraire, quelle que soit la forme de l'assurance.

Par quoi sont absorbés les 43 p. 100 qui restent ? Voici : en comparant au chiffre des primes 27,444,669 francs, celui des frais généraux *stricto sensu*, on obtiendrait une proportion de 12,09 p. 100. Ce chiffre comprend les frais d'installation, de loyers, de mobilier et matériel, d'impôts, partie des traitements du personnel fixe.

La dépense des frais généraux *stricto sensu* est-elle supérieure à celle des autres organes ? D'après la comparaison de plusieurs comptes rendus, il faut conclure que non. Ainsi la *Préservatrice*, qui fonctionne à la fois comme Société anonyme et comme Mutuelle, accuse pour son dernier exercice, un encaissement de 2,829,011 francs, et comme frais généraux 349,089 francs, soit 12.34 p. 100.

Les statuts de diverses Mutuelles prévoient d'ailleurs comme moyenne des frais généraux : 12 p. 100 de l'encaissement des

(1) V. *Argus* du 18 juin 1899.

cotisations, et M. Thévenet, dans son rapport au nom de la Commission, estimait à « 15 p. 100 au moins, des capitaux versés », les frais de gestion que l'État aurait à supporter pour le service des pensions.

Ce n'est donc point une dépense spéciale aux Compagnies. Un autre élément qui vient s'ajouter à la prime pure, est la *commission*, c'est-à-dire le tant p. 100 accordé comme rémunération aux courtiers et agents.

En comparant au chiffre des primes, celui des commissions, la proportion est de 15,28 p. 100.

Il est certain qu'il y a dans cet élément une charge qui pèse sur l'assuré. Cependant, dans les Mutuelles, les commissions fonctionnent de la même manière. Ce que l'on peut dire pour atténuer la critique de ce surcroît, c'est que, en fait, les agents et les courtiers ont rendu de réels services en propageant l'assurance, bien qu'uniquement guidés par leur propre intérêt.

Enfin, le dernier élément qui vient se greffer sur la prime pure résulte de la rémunération du capital social : on l'appelle, dans la pratique, le *bénéfice industriel*.

Il a été, en 1898, de 10,64 p. 100. En 1897, il avait été de 10,53.

C'est le point noir qui soulève le plus de critiques ; mais, du moment que ce capital existe, il est certain que sa rémunération est légitime.

La question qui intéresse est celle de savoir si ce capital est indispensable au mécanisme de l'assurance. Il rend des services, permet de faire face aux éventualités futures par la constitution de réserves, c'est certain. Mais dire qu'il est absolument indispensable, nous ne le pensons pas. Il existe, en effet, des Sociétés mutuelles fonctionnant avec succès : il est vrai que ce sont de vieilles Sociétés, ayant mis de longues années à accumuler leurs réserves, grâce à des exercices avantageux. Mais ajoutons aussi qu'elles sont l'exception.

Une innovation, que nous voudrions voir introduire dans les Compagnies, consisterait à dégrever, chaque année, leurs assurés d'une partie de leurs charges, sous forme de *participation aux bénéfices*, comme cela se pratique, d'ailleurs, dans l'assurance sur la vie.

Un tel système est, d'ailleurs, quelque peu pratiqué par certaines Compagnies. Ainsi, en 1898, la *Thémis* a fait participer

les assurés par polices collectives et individuelles au bénéfice de l'exercice.

Aux titulaires des collectives, il fut attribué 1,23 p. 100 et aux titulaires des individuelles, 7,43.

La *Prévoyance* a fait de même.

Il serait bon qu'un tel système fût généralisé.

B. — LES NOUVEAUX TARIFS. LEUR NON-APPLICATION. —

Depuis la loi de 1898, les Compagnies ont refondu complètement leurs anciens tarifs. Cette réforme s'imposait en présence des indemnités plus fortes qu'elles prenaient à leur charge. L'élévation des tarifs était nécessaire pour qu'ils fussent mis en harmonie avec les nouveaux risques.

Les Compagnies pratiquent le tant pour 100 des salaires; assez souvent, elles fixent la prime à forfait, soit d'une manière définitive, soit sous forme de forfait revisable. Dans le cas de forfait, on tient compte fréquemment, dans le calcul de la prime, du nombre d'heures de travail.

Les tarifs sont de deux sortes :

1<sup>o</sup> Les uns garantissent l'assuré contre toutes les conséquences de la loi du 9 avril 1898;

2<sup>o</sup> Les autres ne couvrent pas l'incapacité temporaire.

On peut, en effet, supposer que pour l'incapacité temporaire les patrons veuillent rester leurs propres assureurs, — ou bien aient la faculté d'affilier leurs ouvriers à une Société de secours mutuels. Si les tarifs étaient appliqués tels qu'ils sont écrits, on pourrait vraiment les trouver excessifs. Ainsi, certaines professions sont tarifées aux taux de 11,12 et même, pour l'entreprise de démolition avec explosifs, à 15 p. 100. Mais dans la pratique ces taux, nous n'hésitons pas à le dire, ne sont *jamais* appliqués, et nous verrons que depuis l'application de la loi, c'est-à-dire depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1899, il s'est fait des rabais considérables. Nous citerons des cas nombreux.

Le tarif des Compagnies comprend 477 professions. Quant aux taux, ces professions se répartissent ainsi, par ordre de décroissance :

| NOMBRE DES PROFESSIONS |    | TAUX                                              |
|------------------------|----|---------------------------------------------------|
| 1                      | à  | 15 p. 100                                         |
| 5                      | —  | 12 —                                              |
| 1                      | —  | 11 — (scieries mécaniques).                       |
| 2                      | de | 10 à 11 p. 100                                    |
| 12                     | —  | 9 à 10 —                                          |
| 13                     | —  | 8 à 9 —                                           |
| 48                     | —  | 7 à 8 —                                           |
| 29                     | —  | 6 à 7 —                                           |
| 53                     | —  | 5 à 6 —                                           |
| 57                     | —  | 4 à 5 —                                           |
| 92                     | —  | 3 à 4 —                                           |
| 76                     | —  | 2 à 3 —                                           |
| 63                     | —  | 1 à 2 —                                           |
| 14                     | —  | moins de 1 franc                                  |
| 11                     |    | dont le taux est réservé à l'adminis-<br>tration. |
| <b>Total :</b>         |    | <b>477</b>                                        |

On ne peut nier que, pour la plupart, ces taux ne soient élevés. Ainsi, au-dessus de 5 francs, nous ne constatons pas moins de 164 professions. Mais, nous le répétons, dans aucun cas ces tarifs ne sont appliqués.

En matière incendie, de même que dans l'assurance sur la vie, les tarifs fonctionnent d'une manière à peu près uniforme, ou tout au moins n'éprouvent que de rares et légères modifications.

Dans la branche accidents, rien de pareil au contraire. Les tarifs ne sont que des jalons, des points de repaire auxquels se réfère l'assureur.

Mal appliqués avant la loi de 1898, ils l'ont été d'une manière pire depuis le mois de juillet 1899.

La non-application des tarifs nous paraît résulter de plusieurs causes :

1° La première résulte de leur élévation. Les Compagnies ont reconnu que, pour certains risques, elles pouvaient faire des réductions sans s'exposer à être en perte à la fin de chaque exercice.

2° La concurrence que les diverses Sociétés se font n'y contribue pas moins. Il y a eu, depuis la nouvelle loi, une véritable chasse aux affaires ; dans la poursuite des contrats, le côté commercial a apparu dans toute son âpreté. On est tombé dans l'excès contraire. Si, tels qu'ils sont écrits, les tarifs sont

jugés trop élevés, dans la pratique nous n'hésitons pas à dire que, par suite de leur rivalité, les Sociétés d'assurances, sous toutes leurs formes, se sont fait une guerre à coups de tarifs. Il y a, dans la plupart des cas, des réductions de 20, 25 p. 100 : c'est la règle. Mais, souvent encore, les rabais ont atteint 50 et même 75 p. 100, sinon plus ! La comparaison de certains contrats d'assurance avec les tarifs, nous a montré l'exactitude de ces faits.

Nous pensons même que, si d'une façon continue, permanente, les Compagnies agissaient comme elles l'ont fait, l'encaissement des primes ne pourrait, à lui seul, faire face aux sinistres correspondants. Les anciennes réductions n'étaient rien à côté de celles qui se pratiquent actuellement. L'assurance, à ces conditions, perd tout caractère scientifique.

De tels agissements nous prouvent l'insuffisance des statistiques françaises.

3<sup>e</sup> La crainte inspirée aux Sociétés, par l'idée de l'État assureur avec monopole, n'est peut-être pas étrangère à l'espèce d'affolement qui a envahi les Compagnies depuis quelques mois.

Sans doute, la Caisse nationale, telle qu'elle est organisée, ne peut être considérée comme une redoutable concurrente, du moment que l'assurance de l'incapacité temporaire est exclue de ses opérations, et que son chiffre de primes doit être suffisant au paiement des sinistres.

Mais des réformes nouvelles peuvent surgir. Les attributions de la Caisse nationale ne seront-elles pas plus étendues ? l'impôt, un jour ou l'autre, ne lui viendra-t-il pas en aide ? et sa concurrence ne porterait-elle pas, dans ces conditions, un coup mortel aux autres organes ? Autant de questions qui ont pu donner à réfléchir à ces organes qui devaient éviter les reproches et les critiques de ces derniers temps. Si, en effet, les Compagnies ou les Mutuelles sont loyales dans leurs engagements ; si elles ne font pas une sélection parcimonieuse des risques au point de refuser de couvrir certaines industries dangereuses ; si leurs bénéfices sont modestes, on ne voit plus alors les motifs impérieux qui décideraient l'État à monopoliser l'assurance à son seul profit.

En un mot, pour nous faire une idée exacte du coût de l'assurance dans les Compagnies, les tarifs en eux-mêmes ne nous guideraient que d'une manière bien imparfaite. Aussi, dans les différentes comparaisons que nous aurons à établir, nous nous

permettrons, chaque fois, de faire remarquer qu'en fait, ces tarifs subissent une réduction d'au moins 20 p. 100.

Nous avons qualifié ces rabais d'excessifs ; à l'appui de notre affirmation, nous allons citer quelques exemples ; nous en pourrions énumérer un plus grand nombre :

*1<sup>re</sup> observation.* — Voici la lettre qu'écrivait le représentant d'une Compagnie au journal l'*Argus*, le 18 juillet 1899 (1). — Faisons remarquer que les griefs de cette lettre sont dirigés contre une Compagnie d'importance plutôt secondaire, et d'origine relativement récente :

Bayonne, le 18 juillet 1899.

..... Nous assistons depuis le 1<sup>er</sup> juillet à une concurrence effrénée de tarifs, grâce à l'intervention de l'\*\*\*, dont l'agent déclare faire des assurances à *n'importe quel prix*, depuis 1 fr. 50 pour les serruriers jusqu'à 3 francs pour les scieries. Aussi notre profession d'agent s'est-elle avilie au dernier degré par ces rabais charlatanesques. Nous ne sommes soutenus que par les adhésions des chefs d'ateliers intelligents s'assurant aux vieilles Compagnies..... »

Or, si nous consultons les tarifs, nous voyons que la serrurerie est tarifée à. . . . . 7 fr. p. 100  
et les scieries à. . . . . 11 » —

La réduction est donc énorme, puisqu'elle atteint 75 p. 100 !

*Deuxième observation.* — Quelques jours après, on écrivait au même journal (2) une lettre aussi récriminative contre la manière d'opérer des Compagnies. Les faits signalés se passaient dans le département de la Gironde, d'où venait la lettre :

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Vous dites dans votre dernier numéro que les tarifs des Compagnies-accidents s'abaissent et préparent des mécomptes.

Contrairement à ce que vous pensez, les Compagnies étrangères n'ont pas donné l'exemple de la diminution des tarifs, dans ma circonscription, par cette excellente raison qu'elles n'y réalisent pas d'affaires.

Au contraire, la Société \*\*\*, qui est bel et bien une Compagnie française, donne l'exemple de la concurrence la plus éhontée.

Vous allez en juger :

Les Compagnies ont un tarif superbe portant l'inscription suivante :  
« Tarif du Syndicat des Compagnies d'assurances contre les accidents. »

(1) *Argus* du 9 juillet 1899.

(2) *Argus* du 16 juillet 1899.

Or, voici comment la Compagnie susdite applique ce tarif :

|                  |             |        |                  |
|------------------|-------------|--------|------------------|
| Les carriers     | paient 5.50 | p. 100 | au lieu de 7 fr. |
| Les charpentiers | — 3.85      | —      | — 8 »            |
| Les charrons     | — 2.75      | —      | — 4.50           |
| Les magons       | — 3.60      | —      | — 4.50           |
| Les plâtriers    | — 2.80      | —      | — 4 fr.          |
| Les zingueurs    | — 5.75      | —      | — 7 »            |

Il arrive aujourd'hui que les industriels considèrent le tarif du Syndicat comme une mauvaise plaisanterie et s'adressent naturellement aux Compagnies, qui leur font les meilleures conditions.

Dans la Gironde, les agents d'assurances ressemblent aux déballeurs vendant sur les places publiques des marchandises à un prix ridicule parce qu'ils ne les ont jamais payées.

Il est pitoyable d'en être réduit à une concurrence aussi scandaleuse de la part des Compagnies. Je plains les actionnaires et les malheureux agents, etc. »

Ces chiffres nous prouvent donc une réduction moins élevée que dans l'exemple précédemment cité, mais qui néanmoins approche de 50 p. 100.

*Troisième observation.* — Cette troisième lettre nous était adressée de la Rochelle par un directeur divisionnaire d'assurances, toujours à la même époque :

La Rochelle, le 17 juillet 1899.

... Il n'y a pas que dans la Gironde que la réduction des tarifs se pratique. Je pourrais vous citer des taux plus bas que ceux de votre correspondant :

Pour vous donner un seal fait, la Compagnie l\*\*\* vient d'adresser une circulaire aux entrepreneurs de battage, d'après laquelle elle propose d'assurer, conformément à la loi du 30 juin 1899, *tout le personnel* employé, sans exception, lequel est ici par jour de 25 à 30 personnes, aux taux de :

|    |        |      |   |      |
|----|--------|------|---|------|
| 33 | francs | pour | 1 | mois |
| 60 | —      |      | 2 | —    |
| 80 | —      |      | 3 | —    |

Or, le tarif du Syndicat est de 12 francs par homme et par mois.

D'autres Compagnies, par exemple la P..., disent : « Quel que soit le taux que l'on vous offrira, nous ferons au-dessous de 0.25 à 0.50 p. 100... »

*Quatrième observation.* — Nous donnons encore quelques chiffres en ce qui concerne les exploitations agricoles :

*La Foncière* assurait pour le battage des grains, aux taux suivants (1) :

(1) Circulaire du 26 juin 1899 aux entrepreneurs de battage.

|      |             |                        |
|------|-------------|------------------------|
| Pour | 1 mois..... | 90 francs par matériel |
| Pour | 2 — .....   | 130 — —                |
| Pour | 3 — .....   | 160 — —                |
| Pour | 1 an.....   | 200 — —                |

Cette manière d'appliquer le taux nous paraît d'autant plus critiquable que l'on ne tient aucun compte du nombre des ouvriers. Une tarification exacte devrait prendre en considération et le chiffre du matériel employé (locomobiles, batteuses) et le nombre des ouvriers attachés à ce matériel.

Or, la prime applicable par unité ouvrière, en prenant le forfait de 90 francs par mois, serait de 3 francs. Mais, comme à une batteuse sont toujours attachés *au moins* deux ouvriers, l'assurance ne revient qu'à 1 fr. 50 par homme.

On voit tout de suite la portée de telles réductions, si l'on considère que la Caisse nationale, qui ne couvre pas les accidents produisant une incapacité temporaire, et de beaucoup les plus nombreux, prend 2 francs par ouvrier employé au battage (1).

Cet examen des faits nous prouve combien superficielle serait l'unique étude des tarifs, et à quelles erreurs elle conduirait, si l'on négligeait l'observation non moins importante de la manière dont ces tarifs sont appliqués (2).

Nous nous sommes laissé dire que cette réduction effrénée n'était autre chose qu'une tactique, une habile manœuvre des Compagnies, qui n'auraient pas hésité à faire d'importants sacrifices leur première année de fonctionnement, au risque de voir leur exercice soldé par une perte, afin d'écraser par ce moyen toute concurrence chez leurs rivales et d'écarter ainsi les Mutuelles et les Syndicats de garantie, en les empêchant de se développer, d'étendre leurs ramifications, pour rester alors seules maîtresses du terrain, par l'accaparement de toutes les polices. Elles se seraient ainsi créé un monopole de fait et auraient acquis plus de puissance pour imposer impérieusement leurs conditions dans l'avenir.

Cette affirmation est inexacte. L'entente était d'autant moins possible que le Syndicat des compagnies s'est rompu depuis la nouvelle loi et ne s'est pas encore reconstitué. La concurrence avec laquelle elles se sont disputé les contrats, prouve suffi-

(1) V. *Journ. offic.*, août 1899.

(2) V. des cas plus surprenants encore dans l'ouvrage : *Le Syndicat de garantie de l'Union parisienne des Entrepreneurs et Industriels*, p. 20.

samment qu'elles ne se sont jamais livrées à un calcul qui, somme toute, aurait été bien téméraire.

D'ailleurs, ces réductions des tarifs (1) n'ont pas été spéciales aux Compagnies.

Terminons enfin ce que nous avons à dire sur le coût de l'assurance dans les Compagnies et sur la manière dont elles appliquaient leurs tarifs, par une dernière remarque.

On sait que les agents et les courtiers touchent une commission importante sur les affaires qu'ils réalisent. La commission de l'agent varie entre 15 et 20 p. 100 : elle est annuelle et n'est touchée qu'à l'échéance du terme où la prime est payable. L'agent fait rarement participer l'assuré à sa commission. Il n'en est pas de même du courtier, dont le minimum de commission est de 20 p. 100 par an, payables en une seule fois, au jour de la souscription de la police. Or, comme les contrats d'assurance ont généralement une durée de dix ans, il arrive alors que la commission du courtier est égale au double de la prime. Eh bien, il est rare que le courtier ne fasse pas participer l'assuré à sa commission, et la pratique nous enseigne qu'il fait presque toujours remise à l'assuré du paiement de la prime de la première année.

C'est là un détail qui rend d'autant moins élevé le coût de l'assurance, mais ce n'est qu'un détail qui n'est pas généralisé, puisque les agents agissent rarement de la sorte ; aussi n'insistons-nous pas davantage sur cette simple remarque.

## SECTION 2. — Les tarifs dans les Mutuelles ordinaires, les Mutuelles corporatives et les Syndicats de garantie.

A. — MUTUELLES ORDINAIRES. — Toute étude de leurs tarifs ne peut être qu'hypothétique, puisque la cotisation est essentiellement variable.

Cependant, la plupart de ces Mutuelles, en matière-accidents comme en incendie, élèvent suffisamment le taux des cotisations pour fonctionner comme les Compagnies, c'est-à-dire pratiquer le système de la *cotisation fixe*.

Dans ces cas, le tarif est identique à celui des Compagnies, et nos observations précédentes peuvent être appliquées aux Mutuelles.

(1) Au sujet de ces réductions, v. ce que dit l'*Argus* du 24 décembre 1899.

Comme les Compagnies, elles ont fait subir à leurs tarifs des rabais excessifs. Citons un cas :

*L'Industrie française*, dans une circulaire qu'elle adressait aux entrepreneurs de battage, les garantissait moyennant une prime à forfait de 50 francs par matériel pour un mois ; de 80 fr. pour deux mois ; de 160 francs pour trois mois, et de 200 francs par an, quel que soit le nombre des ouvriers occupés à la batteuse.

Ces réductions sont même inférieures à celles que nous avons précédemment signalées.

B. — MUTUELLES CORPORATIVES ET SYNDICATS DE GARANTIE. — Dans ces organes, de même que dans les Mutuelles ordinaires, un examen intrinsèque des tarifs ne peut être fait puisque les cotisations sont variables, avec cette différence toutefois, c'est que dans les Mutuelles, corporatives ou non, il est un maximum prévu par les statuts et constituant le fonds de garantie, que la cotisation ne peut dépasser, tandis que, dans les Syndicats de garantie, la contribution aux charges est illimitée.

Tout ce qu'il est possible de faire, c'est de comparer au tarif des Compagnies la prime minima prévue par arrêté ministériel et son maximum, des Mutuelles corporatives. Cette étude sera faite après l'examen des tarifs de la Caisse nationale.

### SECTION 3. — Les tarifs de la Caisse nationale.

A. — Ces tarifs ont paru à l'*Officiel* (1). Ils s'appliquent à 136 professions différentes, et la classification de ces professions a été intégralement calquée sur les tarifs autrichiens.

Ces tarifs sont assez élevés.

La Caisse nationale, on le sait, ne garantit pas contre l'incapacité temporaire. Ses tarifs sont néanmoins de deux sortes : les *uns* « concernant uniquement la constitution des rentes », les *autres* garantissant, outre la constitution des rentes, « les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à la constitution des rentes ».

La différence de taux qui existe donc entre ces deux classes représente par conséquent le prix de la garantie de ces frais accessoires. Ce prix généralement s'élève graduellement des

(1) Mai 1899.

primes inférieures aux plus fortes. Ainsi il n'est que de 0 fr. 01 pour l'*industrie du tabac*, dont le taux de prime occupe le dernier échelon : le taux de cette industrie n'est en effet que de 0 fr. 06 pour 100 dans le premier cas et de 0 fr. 07 dans le second. Dans l'*industrie de la soie*, le prix des indemnités accessoires est de 0 fr. 02 p. 100 (0 fr. 23 et 0 fr. 25), de 0 fr. 02 également dans la *broderie* (0 fr. 26, 0 fr. 28) ; de 0 fr. 03 pour le *tissage du coton* (0 fr. 33 et 0 fr. 36) ; de 0 fr. 04 dans l'*industrie du vêtement* (0 fr. 40, 0 fr. 44) ; de 0 fr. 05 dans la *fabrication des chapeaux* (0 fr. 41, 0 fr. 46).

Cet ordre gradué n'est pourtant pas inflexible. Ainsi, pour certaines professions dont le taux est plus élevé que celui des dernières que nous venons de signaler, le prix des indemnités accessoires est pourtant inférieur. Par exemple, dans l'industrie des *couleurs et matières colorantes*, il n'est que de 0 fr. 10 alors que le taux de cette industrie est de 0 fr. 90-1 fr. Il est sensiblement plus élevé dans le *travail du papier*, où il atteint 0 fr. 09 pour des taux de 0,89 et 0,98, qui sont inférieurs eux-mêmes à ceux prévus pour le *blanchiment et la teinturerie* où le prix des indemnités accessoires est de 0 fr. 08 (0,91-0,99). Ce prix atteint son maximum dans le *lourd camionnage* où il atteint 0,81 (8,57-9,38). Il tombe immédiatement après, pour les *charpentiers*, à 0,79 (8,96-9,75).

Ces différences du prix de garantie des frais accessoires doivent être attribuées, non point à la différence des indemnités qu'il représente, puisque théoriquement ces indemnités sont les mêmes dans tous les cas, mais à la variation du coefficient de risque. Du moment que les tarifs s'élèvent selon le degré de danger des professions, il en devait être de même du prix de la garantie des frais accessoires.

Mais logiquement, ces derniers taux auraient dû toujours avoir entre eux une proportion égale aux taux des diverses professions. Nous avons montré qu'il n'en était rien, puisque le prix de la garantie de ces frais ou indemnités accessoires, est, pour des professions réputées moins dangereuses, supérieur à celui d'industries dont le coefficient de risque est plus élevé.

Ces tarifs s'appliquent à 136 professions. Le bas de l'échelle est occupé par l'industrie du tabac (0,07 p. 100) ; au sommet nous trouvons celle des *charpentiers*, tarifée à 9 fr. 75.

Parmi ces 136 professions nous en relevons 35 dont la prime ne dépasse pas 1 p. 100 du salaire. Cette première catégorie

comprend généralement des industries s'exerçant isolément ou par petits groupes, sans outillage compliqué et où les risques sont à la fois les plus rares et les moins dangereux. Citons les industries de la soie (0,25), de la laine (0,79), la fabrication du coton (0,45), la broderie, la dentelle (0,28), le travail du papier sans fabrication (0,98), le travail du cuir (0,55); la vannerie et la broserie (0,56); le travail de la corne et de l'écume (0,52); la fabrication des chapeaux (0,46); des chaussures (sans moteurs 0,15), théâtres (0,30), etc.

Toutefois, parmi ces professions de cette première catégorie, on en remarque quelques-unes appartenant à l'industrie mécanique, peu dangereuses cependant: par exemple le *tissage du coton* (0,36), la fabrication des laines (0,62); fabriques *de draps* avec moteurs (0,82); imprimeries *d'étoffes* et *teintureries* (0,96), etc.

Quarante professions sont tarifées de 1 à 2 francs. On peut être étonné de voir dans cette catégorie, certaines industries, notamment la fabrication de *matières explosives* pour laquelle le taux de la prime n'est que de 1 fr. 19 p. 100; de même pour les raffineries *de pétrole* (1,25). Les statistiques autrichiennes paraissent cependant prouver que ces professions n'offrent pas le plus de dangers. Ainsi pour la première, en ce qui concerne les matières explosives, la dépense moyenne par 100 francs de salaire assuré a été en 1893 de 0 fr. 97; en 1894 de 1 fr. 29; en 1895 de 1,14 et de 1,21 en 1896, soit une moyenne de 1 fr. 15 pour cent pendant ces quatre années. Quant aux raffineries de pétrole, la dépense moyenne a été de 1 fr. 69 p. 100 en 1895 et 1 fr. 26 en 1896.

De 2 à 3 p. 100, nous comptons 24 industries (*ébénisterie*, 2,73); fabrique de machines agricoles, 2,83);

De 3 à 4 p. 100, 15 professions: usines *métallurgiques*, 3,26; *aciéries*, *hauts-fourneaux*, *forges* et *laminiers*, 3,51.

Le maximum est atteint dans le travail du bois, notamment dans les *scieries mécaniques* à vapeur, 5,02; les scieries hydrauliques, 6,60; la fabrication des parquets, 6,20. L'outillage des industries de cette catégorie présente, en effet, par sa complication, les dangers les plus graves, et les accidents y sont nombreux.

Cependant, de même que dans la classe des industries les moins tarifées, nous rencontrons des métiers où l'agent mécanique joue un rôle important, de même, à l'inverse, nous

voions, parmi les plus tarifées, des professions où l'outillage mécanique est absolument étranger : citons entre autres, dans l'industrie du bâtiment, la *maçonnerie* (4 fr. 32); le métier de *badigeonneurs* (4 fr. 58); de *charpentiers* (9 fr. 75). Ajoutons enfin une industrie qui a toujours été réputée des plus dangereuses, bien que dans son exercice, le seul rôle d'agents naturels existe : c'est celle du lourd *camionnage*, dont le taux atteint 9 fr. 38.

B. — BASES AYANT SERVI A L'ÉTABLISSEMENT DE CES TARIFS. — *Les statistiques autrichiennes.* — *Le coût de l'assurance à la Caisse nationale, et les charges de l'assurance en Autriche.* — Nous avons déjà dit que la Caisse nationale s'était servie, pour l'établissement de ses tarifs, des données des statistiques autrichiennes.

Dans la discussion qui eut lieu au Sénat le 20 mai 1899, le ministre du commerce fit, en effet, les déclarations suivantes :

« Je dois rappeler, pour calmer toutes les appréhensions, que ces tarifs ont pour base les données qui ont été fournies par l'expérience des pays voisins. »

Et, plus loin, il ajoutait :

« Il peut y avoir — c'est acquis mathématiquement — des variations d'une année à l'autre ; mais on sait d'une façon générale, par l'expérience poursuivie depuis plusieurs années, tant en *Autriche* qu'en *Allemagne*, quels sont les risques exacts afférents à telle ou telle industrie » (1).

Or, les tarifs de l'État sont supérieurs au prix moyen des charges de l'assurance en Autriche, bien que dans les deux législations sur la matière, en France et en Autriche, les indemnités accordées en cas d'accident, sans être rigoureusement égales, soient à peu près équivalentes (2).

Faisons, en effet, un tableau comparatif de ces indemnités dans les deux pays et nous verrons, après les observations dont nous ferons suivre ce tableau, que si, dans l'ensemble, le total des indemnités imposées par le législateur français est légèrement supérieur aux indemnités accordées par la loi autrichienne, il sera essentiel de remarquer quelles sont les indemnités qui ne sont pas à la charge de la Caisse nationale, et celles qui ne grèvent point les Caisses mutuelles régionales autrichiennes :

(1) *Journal officiel*, 21 mai 1899.

(2) V. *l'Assurance moderne*, du 30 juin 1899 : « les Assurances sociales à l'étranger ».

*Loi française du 9 avril 1898.*

*Lois autrichiennes du 28 décembre 1887  
et loi complémentaire du;  
20 juillet 1894.*

|                                                                                                                   |                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1° Maximum de la rente en cas de mort : 60 p. 100 du salaire.                                                     | Maximum de la rente en cas de mort : 50 p. 100 du salaire.                                                                                                      |
| 2° Rente en cas d'incapacité permanente absolue : deux tiers du salaire, soit un peu plus de 66 p. 100.           | Rente en cas d'incapacité permanente absolue : 60 p. 100.                                                                                                       |
| 3° Rente pour incapacité permanente partielle : 50 p. 100 de la réduction du salaire que l'accident a fait subir. | Rente pour incapacité permanente partielle : 60 p. 100 de la réduction du salaire.                                                                              |
| 4° Indemnité pour incapacité de travail temporaire : 50 p. 100.                                                   | Indemnité pour incapacité de travail temporaire : 60 p. 100.                                                                                                    |
| 5° Indemnité pour incapacités, dues à partir du cinquième jour de l'accident.                                     | Indemnités pour incapacités, dues à partir de la cinquième semaine (pendant les quatre premières semaines les blessés sont à la charge des Caisses de maladie). |
| 6° Frais funéraires : 100 francs.                                                                                 | Frais funéraires : 25 florins, soit 52 fr. 075.                                                                                                                 |
| 7° Frais médicaux et pharmaceutiques.                                                                             | Pas de frais médicaux et pharmaceutiques.                                                                                                                       |

Telles sont dans les deux pays les rentes ou indemnités dues aux ouvriers ou à leurs familles en cas d'accident. Les premier, deuxième, cinquième, sixième et septième cas donnent la réparation des accidents, plus onéreuse en France qu'en Autriche ; mais les troisième et quatrième cas produisent l'effet contraire et dans leur ensemble les charges des deux pays offrent peu de différence.

Or, pour apprécier avec toute la justesse possible le prix de l'assurance à la Caisse nationale, il est essentiel de remarquer que les Caisses mutuelles régionales fonctionnant en Autriche sous le contrôle direct de l'État, ont à leur charge les indemnités dues pour incapacité temporaire de travail, à partir de la cinquième semaine ; que dans aucun cas la Caisse nationale n'assure la réparation de ces accidents.

Il est vrai que, pour les cas de mort et d'incapacité permanente, la Caisse nationale fait le service des pensions à partir du cinquième jour, et que dans ces mêmes cas les Mutuelles autrichiennes ne prennent à leur charge ce service, qu'à partir de la cinquième semaine. Mais comme, d'une part, des incapacités temporaires de travail supérieures à quatre semaines sont loin d'être rares, et, de l'autre, que les cas de mort et d'incapacité perma-

nente constituent plutôt l'exception, il en résulte ceci, c'est que, d'une manière générale, les charges de la Caisse nationale sont moins lourdes que celles des Caisses mutuelles régionales autrichiennes. La conséquence naturelle de ce fait devrait donc être la suivante : les tarifs de la Caisse nationale sont inférieurs aux dépenses moyennes de l'assurance des Mutuelles d'Autriche (1). Il n'en est rien cependant. Pour toutes les professions, le taux de la Caisse nationale est supérieur au prix moyen de la dépense par 100 francs de salaire assuré pendant les quatre années 1893, 1894, 1895, 1896 (2).

Citons quelques exemples pris au hasard :

|                                                               | FRANCE                       |                         | AUTRICHE                                          |  |
|---------------------------------------------------------------|------------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------|--|
|                                                               | Tarif de la Caisse nationale |                         | Moyenne des quatre années 1893, 1894, 1895, 1896. |  |
|                                                               | —<br>p. 100                  |                         | —<br>p. 100                                       |  |
| Usines métallurgiques et installations accessoires (III)..... | 3,26                         | (1,88 2,42 2,50 2)...   | 2,20                                              |  |
| Engins de transport (VI b).....                               | 2,73                         | (1,13 1,57 1,57 2,19) . | 1,615                                             |  |
| Soie (IX a).....                                              | 0,25                         | (0,12 0,18 0,16 0,24) . | 0,175                                             |  |
| Entreprises de construction (XIV a).....                      | 4,05                         | (2,77 2,94 2,91 3,03) . | 2,91                                              |  |
| Industrie du bâtiment (XIV b).....                            | 5,61                         | (3,99 3,49 4,44 4,84) . | 4,19                                              |  |
| Entreprises de transport par terre.....                       | 4,07                         | (2,36 3,37).....        | 2,865 (3)                                         |  |
| Lourd camionnage.....                                         | 9,38                         | (5,75 5,88).....        | 5,81                                              |  |
| Entretien des bâtiments                                       | 3,28                         | (3,15 1,89).....        | 2,52                                              |  |

On voit donc qu'à charges à peu près égales, les tarifs de la Caisse nationale sont supérieurs au coût de revient de l'assurance en Autriche.

Il est, toutefois, juste d'observer que les chiffres ci-dessus, en ce qui concerne l'assurance en Autriche, ne visent que la *prime pure*, abstraction faite des frais généraux qui s'élèvent à environ 12 p. 100 de la prime pure.

Malgré leur élévation, on ne peut cependant trop critiquer les

(1) Die Gebarung und die Ergebnisse der Unfallstatistik. (Comptes rendus officiels de l'assurance-accidents, années 1893 à 1896 d'après l'*Office du travail*.)

(2) La seule exception est relative au groupe 17 : *Chemins de fer*.

(3) L'assurance n'est obligatoire pour ces industries que depuis la loi du 20 juillet 1894.

tarifs de la Caisse nationale. Cette Caisse doit se suffire à elle-même (art. 1 loi 1899) ; et, malgré une existence de trente années, elle ne fonctionne conformément aux principes de l'assurance que depuis quelques mois ; on comprend, dans ces conditions, qu'elle n'ait pas voulu s'en tenir aux strictes données des statistiques autrichiennes, et qu'elle ait voulu faire la part de l'aléa et de l'imprévu, d'autant plus, comme le dit fort judicieusement M. Paul Leroy-Beaulieu, que : « Par suite d'un pays à un autre, par suite soit de l'organisation des ateliers, soit du tempérament, et des habitudes des ouvriers, l'intensité des risques peut sensiblement varier dans une même industrie ; l'expérience pourra seule démontrer en quels cas et dans quelle mesure les risques divers en France peuvent s'éloigner de ceux constatés en Autriche (1). »

#### SECTION 4. — **Comparaison des tarifs des Compagnies et de la Caisse nationale.**

Pour cette comparaison, nous pourrions nous servir d'un double procédé. Comme il est avéré, aux dires des Compagnies elles-mêmes, que l'incapacité temporaire représente de 25 à 50 p. 100 de la prime totale, nous pourrions majorer de la même proportion les tarifs de la Caisse nationale et les comparer, ainsi hypothétiquement établis, à ceux des Compagnies ; un tel système présenterait le grave inconvénient d'être hypothétique et pourrait nous conduire à des erreurs.

Il est un autre système plus simple et plus rationnel. Les Compagnies ont un double tarif : l'un s'appliquant à la garantie de tous les risques de la loi de 1898, l'autre aux mêmes risques avec exclusion toutefois des indemnités dues pour incapacité temporaire. Ce second tarif correspond donc exactement à celui de la Caisse nationale. Que nous donne alors la comparaison de ces deux tarifs ?

Pour certaines professions, celui de l'État est moins élevé ; il est même des industries où il est sensiblement inférieur. Ainsi nous trouvons pour :

(1) PAUL LEROY-BEAULIEU. Les tarifs dans les divers corps d'État. *Économiste français*, du 17 juin 1899.

|                                                                        | CAISSE NATIONALE | COMPAGNIES |
|------------------------------------------------------------------------|------------------|------------|
| Fabrication du verre à vitres.....                                     | 1,71             | 1,75       |
| Fabrication de porcelaine.....                                         | 0,32             | 0,40       |
| Tuileries et briqueteries (y compris<br>l'extraction de l'argile)..... | 2,81             | 2,93       |

Pour ces professions, la différence est peu sensible. En voici d'autres au contraire, où la différence des taux s'accroît davantage :

|                             | CAISSE NATIONALE | COMPAGNIES |
|-----------------------------|------------------|------------|
| Scieries hydrauliques.....  | 6,60             | 8,80       |
| Raffineries de pétrole..... | 1,25             | 2,80       |

A l'inverse, pour certaines industries, l'assurance aux Compagnies est moins chère qu'à l'État ; les divergences de taux sont nettement tranchées dans les professions suivantes :

|                              | CAISSE NATIONALE | COMPAGNIES |
|------------------------------|------------------|------------|
| Peintres pour bâtiments..... | 3,94             | 2,25       |
| Charpentiers.....            | 9,75             | 6, »       |
| Tôlerie.....                 | 3,22             | 2,45       |
| Bijouterie.....              | 1,23             | 0,50       |
| Carriers.....                | 6,20             | 5,25       |
| Lourd camionnage.....        | 9,38             | 8, »       |

Si enfin, nous ne négligeons pas l'importance de ce fait sur lequel nous nous sommes développé, que les Compagnies dans la pratique font subir à leurs tarifs de fortes réductions, on voit de suite pour ces dernières professions, combien l'assurance est moins onéreuse qu'à l'État.

Nous avons déjà dit ce que nous pensions de ces réductions. Nous croyons, surtout si nous nous en rapportons au prix de revient de l'assurance en Autriche, que les Compagnies peuvent abaisser leurs tarifs, sans tomber cependant dans un excès téméraire.

Et nous voyons dans l'élasticité avec laquelle elles les appliquent, une supériorité sur la Caisse nationale. Plus souples, admirablement organisées, elles tiennent compte de l'agencement, de l'outillage, de l'installation des machines, même de la moralité de l'industriel et font fléchir les taux selon les résultats plus ou moins favorables qu'a fait entrevoir la vérification du risque.

Ajoutons enfin que leurs tarifs sont plus analytiques que

ceux de l'État : ainsi pour une même industrie, elles ont différents taux variant avec les procédés de fabrication. Pour la *tannerie* par exemple, deux taux sont applicables selon que cette industrie s'exerce *avec* ou *sans* moteur. Pour ces deux cas, au contraire, la Caisse nationale n'a qu'un taux.

Dans la comparaison que nous avons faite, nous avons fait remarquer, et cette observation est importante, que dans la pratique les tarifs des Compagnies subissaient des réductions parfois considérables.

A la Caisse nationale, au contraire, on ne trouve pas la même souplesse, et les tarifs sont appliqués tels qu'ils ont paru à l'*Officiel* (1). Nous ne voulons point dire que les tarifs de l'État soient immuables, car il fut bien dit que ces tarifs pourraient être révisés. Ils seront majorés ou diminués d'après les données de l'expérience. Mais ces réductions de fait, auxquelles nous faisons allusion, si fréquentes et surtout si considérables dans les Compagnies et les Mutuelles, nous paraissent totalement inconnues à la Caisse nationale. Le ministre du commerce, à ce sujet, s'exprimait ainsi à la Chambre des députés, dans la séance du 20 mai 1899 (2) :

« Les tarifs seront établis de façon à pouvoir, abstraction faite des frais de gestion de la Caisse, mettre en harmonie, dans la mesure du possible au début, et en serrant de plus en plus près la réalité ensuite, les primes avec les risques.

L'opération complémentaire que la Caisse devra faire ensuite, consistera simplement en une majoration ou en une diminution mathématique des primes fixées primitivement....

*En ce qui concerne les révisions, nous les voulons annuelles* parce qu'il est bon que, dans le cas où des erreurs viendraient à être révélées, elles puissent être corrigées dans un très bref délai.

Les tarifs correspondent aux risques divers afférents à chaque industrie particulière, en sorte que les erreurs commises sur le coefficient de risques d'une industrie déterminée, ne manqueraient pas de produire sur les autres industries des répercussions fâcheuses. *Aussi est-il indispensable d'opérer, aussitôt que l'expérience en fournira la possibilité, les réductions ou les relèvements qui seraient reconnus indispensables.*

Ces derniers mots laissent bien entendre que les réductions (ou majorations) ne pourront avoir lieu qu'après une correction ou révision des tarifs.

Et puis, remarquons bien que les Compagnies sont merveil-

(1) Voyez ces tarifs : *Journ. offic.*, 25 mai 1899.

(2) V. *Journ. offic.* du 21 mai 1899.

leusement organisées pour apprécier avec compétence l'opinion du risque, et modifier leurs tarifs en conséquence. Leurs agents, leurs inspecteurs, *s'occupant exclusivement* de leur profession, se transportent sur les lieux, font des enquêtes, se livrent à des vérifications minutieuses de l'installation des machines, des défauts ou des perfectionnements de l'outillage, et peuvent efficacement renseigner leur Compagnie, qui les autorise ensuite à traiter à tel ou tel prix.

De tels procédés seraient bien difficiles, sinon impossibles, à mettre en pratique par les fonctionnaires de l'État, chargés *accessoirement* seulement de recevoir des contrats d'assurance.

SECTION 5. — **Comparaison des tarifs des Compagnies aux primes minima et maxima des Mutuelles corporatives.**

Les primes minima de ces organes ont été établies par un arrêté ministériel du 30 mars 1899; la cotisation maxima est égale au triple de ces primes. La cotisation ordinaire est cantonnée entre ces deux limites, et est essentiellement variable.

Si nous comparons la prime minima des Mutuelles professionnelles au tarif correspondant des Compagnies, pour les mêmes industries, il est incontestable que dans ces Mutuelles, cette prime, *que nous appelons théorique*, puisqu'en fait elle sera toujours inférieure à la prime réelle, est inférieure aux taux des Compagnies. Il y a bien quelques exceptions, mais elles sont plutôt rares; nous en avons relevé 17. Citons les principales :

|                                                         | COMPAGNIES<br>Taux p. 100 du<br>salaire | MUTUELLES CORPORATIVES<br>Taux de la prime minima prévue<br>par arrêté ministériel |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Ardoisières (fendeurs seuls).....                       | 2, »                                    | 3,72                                                                               |
| Boutons (fabrique de) en métal.....                     | 1,50                                    | 1,64                                                                               |
| Capsules pour bouteilles (fabrique de)                  | 1,50                                    | 1,99                                                                               |
| Craie sans extraction (fabrique de) ..                  | 3, »                                    | 3,70                                                                               |
| Crayons (fabrique de).....                              | 1,50                                    | 1,64                                                                               |
| Déviderie.....                                          | 0,75                                    | 0,99                                                                               |
| Fonderie de caractères d'imprimerie.                    | 1,50                                    | 2,51                                                                               |
| Jouets (fabrique de).....                               | 1,50                                    | 2,97                                                                               |
| Papiers peints (fabrique de) .....                      | 2, »                                    | 4,09                                                                               |
| Plomberie, zinguerie sans pose sur<br>les toitures..... | 3, »                                    | 3,85                                                                               |
| Treillage mécanique.....                                | 4, »                                    | 5,91                                                                               |

On voit que ces professions, dans lesquelles le tarif des Compagnies est inférieur à la prime minima, n'offrent qu'un danger restreint.

Quant à la cotisation maxima, elle est presque toujours supérieure au tarif des Compagnies. Voici quelques exemples pris au hasard :

|                                                                                                                                                                                             | COMPAGNIES p. 100 | COTISATION MAXIMA<br>DES MUTUELLES<br>CORPORATIVES, FI-<br>XÉE AU TRIPLE<br>DE LA PRIME MINIMA<br>p. 100 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Aciéries (petites pièces).....                                                                                                                                                              | 4                 | 7.53                                                                                                     |
| Affineurs de métaux.....                                                                                                                                                                    | 3.50              | 6.36                                                                                                     |
| Ardoisières (fendeurs seuls).....                                                                                                                                                           | 2                 | 11.16                                                                                                    |
| Dans la bijouterie, elle est cependant inférieure de 0.01.                                                                                                                                  | 1                 | 0.99                                                                                                     |
| Elle est encore inférieure dans la fabrication des bois de construction avec outils mécaniques.....                                                                                         | 8                 | 4.38                                                                                                     |
| Mais dans la plupart des cas, le tarif des Compagnies est loin d'atteindre les taux les plus élevés de ces Mutuelles. Ainsi dans la fabrication des cadres avec scierie, nous trouvons..... | 7                 | 17.73                                                                                                    |
| c'est-à-dire presque le double et demi.                                                                                                                                                     |                   |                                                                                                          |
| Dans l'entreprise de carrelage.....                                                                                                                                                         | 2.50              | 8.73                                                                                                     |
| cette fois plus du triple.                                                                                                                                                                  |                   |                                                                                                          |
| Pour les charpentes en fer.....                                                                                                                                                             | 8                 | 12.60                                                                                                    |
| Installation et conduite d'eau et de gaz.....                                                                                                                                               | 4.50              | 12.63                                                                                                    |
| Scieries.....                                                                                                                                                                               | 11                | 17.73                                                                                                    |

Mais il est juste de remarquer que de tels taux ne seraient atteints qu'après des exercices exceptionnellement mauvais.

De même que les tarifs de la Caisse nationale, les primes minima des Mutuelles corporatives sont moins analytiques que dans les Compagnies. Il n'y a aucune différence de taux pour des professions similaires, mais présentant des dangers plus ou moins considérables. Ainsi les *menuiseries avec* ou *sans* scierie mécanique sont au taux de 1 fr. 50 ; il y a, dans cette assimilation, la négation de toute statistique.

De même pour la clouterie qui n'a qu'un taux, qu'il y ait ou non tréfilerie (1).

(1) V. *L'Avenir économique et financier* du 15 avril 1899.

## CHAPITRE IV

### Le rôle de la réassurance et la loi de 1898.

Jusqu'à ce jour, en matière-accidents, la réassurance n'a joué qu'un rôle des plus secondaires, comme nous allons le montrer par l'examen des comptes rendus de certaines Compagnies.

Il est vrai que la responsabilité pécuniaire de l'assureur était très limitée puisque, en cas d'accidents, la victime ne touchait de la Compagnie qu'une somme rarement supérieure à 1,600 francs, incapacité permanente absolue. D'autre part, nous avons fait remarquer que les Compagnies ne couvraient la responsabilité du patron que jusqu'à concurrence de 10,000 francs : c'était le maximum.

Dans ces conditions, le rôle de la réassurance devait être très effacé.

Dans la branche incendie, les Compagnies françaises réassurent en bloc et en moyenne 25 p. 100 environ des primes nettes (1).

Une telle moyenne est loin d'être atteinte en matière-accidents.

Voici, en effet, par rapport aux primes, les résultats que nous avons obtenus en consultant les comptes rendus des Compagnies d'assurances contre les accidents, pour l'exercice 1898 :

Le *Secours* a encaissé pour 3,415. 570 francs de primes. Il a payé à ses réassureurs, pour prix de leur garantie, 85,836 francs. Mais de cette somme il y a lieu de déduire 63,253 francs de primes annulées des exercices antérieurs. Le coût de la réassurance a donc été de  $85,836 - 63,253 = 22,583$  francs. Or, si nous comparons ce chiffre à celui des primes encaissées, nous obtenons  $\frac{22,583 \times 100}{3,415,570} =$  une moyenne de 0 fr. 64 p. 100 seulement.

Dans le compte rendu de l'*Urbaine-Seine* de la même année, nous trouvons un encaissement de 5,326,740 francs et 61,845 francs de primes cédées pour réassurances, et encore la réassurance n'a porté que sur les risques individuels, soit une moyenne de  $\frac{61,845 \times 100}{5,326,740} = 1,14$  p. 100.

(1) *Moniteur des assurances*, 1887, p. 256.

A la *Caisse générale des Familles*, les primes pour réassurances ont été de 13,710 francs sur 767,017 francs d'encaissements, soit 1,60 p. 100.

A l'*Abeille*, la moyenne est encore inférieure; elle n'est que de 0,70 p. 100 ( $\frac{17,588 \text{ réassurances}}{2,406,827 \text{ encaissements}}$ ).

A la *Prévoyance*, la moyenne est supérieure à celle des autres Compagnies, car elle atteint 3,55 p. 100 :

Primes cédées en réassurances . . . 94,543 ;

Primes encaissées . . . . . 2,646,645

On voit par ces quelques exemples combien a été insignifiant, en cette matière, le rôle de la réassurance.

En sera-t-il de même dans la suite ? L'expérience seule pourra nous renseigner. Cependant, nous avons constaté que les charges assumées par l'assureur, depuis la nouvelle législation, étaient sensiblement plus élevées que par le passé. Nous avons montré qu'un seul accident, ne faisant qu'une victime, peut nécessiter des indemnités assez fortes. Ainsi, en cas de mort, le maximum de la rente, pouvant atteindre 60 p. 100 du salaire de la victime, nécessite pour un salaire de 1,800 francs un capital relativement élevé.

Il est vrai que l'élévation des charges de l'assureur se présente surtout pour les accidents entraînant la mort ou une incapacité permanente de travail, et que ces accidents sont moins nombreux que les sinistres suivis d'une simple incapacité temporaire, pour laquelle le chiffre de l'indemnité n'a pas varié (50 p. 100 du salaire quotidien). Nous croyons néanmoins, que le rôle de la réassurance sera moins effacé que dans le passé.

C'est bien d'ailleurs l'opinion de plusieurs assureurs, notamment, celle exprimée par le rapporteur du conseil d'administration de la Compagnie d'assurances *La Flandre*, le 27 mars 1899 (1) :

« En raison, dit-il, des incertitudes qui résultent nécessairement du nouvel état de choses... nous estimons qu'il sera prudent de *recourir à la réassurance*, afin d'obtenir une plus grande division des risques. »

Nous avons cependant recueilli quelques observations, qui, sans nier l'utilité plus grande de la réassurance, nous ont laissé entendre qu'en matière'accidents, son rôle se bornerait probablement à ce qu'il a été dans le passé (2).

(1) Compte rendu du 27 mars 1899, p. 5.

(2) Une telle remarque nous a été faite par M. Robert, secrétaire général de l'*Espérance*.

## CHAPITRE V

### **Le coût de l'assurance dans l'avenir.**

Nous avons conclu dans cette III<sup>e</sup> partie, que depuis la loi de 1898, le prix de l'assurance s'était traduit par une hausse. Cette hausse ira-t-elle en s'accroissant dans l'avenir ? restera-t-elle stationnaire, ou fléchira-t-elle ? autant de questions auxquelles l'expérience seule pourra répondre. Cependant, il est des moyens à employer, qui dans un avenir plus ou moins lointain, peuvent rendre les charges de l'assurance moins lourdes, en rendant les **accidents moins nombreux**.

Rappelons-nous que deux grands éléments interviennent dans la **détermination du prix de l'assurance** :

1<sup>o</sup> **L'indemnité que l'assureur s'engage à payer :**

2<sup>o</sup> **Le coefficient du risque spécial à chaque industrie.**

Or, en ce qui concerne le premier de ces deux termes, il est à présumer que le caractère d'une loi qui viendrait plus tard, modifier la législation existante, ne consisterait point dans une réduction des indemnités mises par le législateur à la charge des patrons, au profit des victimes. L'introduction dans notre législation du risque professionnel, est un progrès social qui ne disparaîtra que le jour où nos institutions et nos mœurs démocratiques seront dans une période de décadence. Il est même permis de croire à l'extension du risque professionnel, et la réduction des indemnités dues en cas d'accident, opérerait dans un pays agité comme le nôtre, un bouleversement révolutionnaire.

La courte expérience, d'ailleurs qu'on a pu faire quelques mois après la mise en vigueur de la loi de 1898, prouve que chaque fois qu'il a été question de toucher à cette loi, ce fut pour accroître ou fortifier les droits de l'ouvrier. Témoin la proposition de loi de M. Basly (1), que la Chambre a renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, et d'après laquelle, lorsque l'incapacité de travail, produite par l'accident, aura duré plus de quatre jours, l'indemnité sera due à partir du premier jour.

(1) Décembre 1899. Proposition Basly. Ch. des députés.

Donc, en ce qui concerne ce premier élément : « indemnité à payer par l'assureur », rien ne fait prévoir qu'il puisse avoir, un jour, une influence quelconque sur la baisse du coût de l'assurance, tout au contraire.

Nous ne dirons pas la même chose du second : « coefficient de risque », ou chiffre moyen des accidents arrivant dans une période donnée, à un nombre moyen d'ouvriers.

Nous nous sommes demandé si la loi du 9 avril 1898 n'aurait pas pour effet de hausser le coefficient du risque. De l'examen des différents cas qui peuvent se présenter, nous avons répondu par la négative.

La question qui se pose à présent est la suivante : Le coefficient des risques est-il susceptible de diminuer ? le *statu quo* est-il la règle absolue, inflexible ? Nous n'hésitons pas à répondre non. La moyenne du nombre des accidents peut diminuer et, avec elle, le prix de l'assurance.

Examinons, en effet, les causes des accidents ; elles peuvent être groupées en 3 grandes catégories :

- 1° Accidents dus à une faute du patron ;
- 2° Accidents provoqués par une faute de l'ouvrier ;
- 3° Accidents résultant de cas fortuits ou de force majeure.

Ces derniers, il est bien difficile de les éviter. Il est des accidents auxquels on ne peut se soustraire, malgré toute vigilance : les forces humaines ne peuvent parfois résister aux violences de la nature ; bien des causes cachées échappent aux prévisions de l'homme ; et, devant ces causes, il faut nécessairement s'incliner.

Il n'en est pas de même pour les deux autres catégories de causes : les installations défectueuses, l'absence d'appareils protecteurs, d'une part ; l'inhabileté, l'imprudence, l'ivresse, l'inobservation des règlements de l'autre, voilà des causes fréquentes de sinistres : elles ne sont pas sans remèdes.

Quelle est la proportion de ces 3 catégories de causes ? Le tableau de classement allemand des causes des accidents, en 1897, nous fournit de précieuses indications. Voici les chiffres officiels :

Pour une moyenne de 100 accidents :

19,76 sont imputables aux patrons (installations défectueuses, insuffisance ou absence de précautions ; absence d'appareils protecteurs) ;

25,54 sont imputables aux ouvriers (inobservation des mesures de sécurité ou des instructions données ; légèreté, rixe, jeu, ivresse, inhabileté, etc.) ;

7,73 sont imputables à la fois aux patrons, aux ouvriers ou aux tiers ;

Et 46,87, qui étaient impossibles à prévoir.

Sur 100 accidents, plus de la moitié, 53,13, pouvaient donc être prévus et évités.

Nous avons même une statistique française qui a paru au *Journal officiel* (1), plus surprenante encore. Elle est relative aux accidents survenus dans l'emploi des appareils à vapeur, pendant l'année 1898 : 44 accidents, ayant causé 22 morts et 33 blessés, sont dus à 55 causes. Or, parmi ces 55 causes, 53 résultent :

|                                                  |    |
|--------------------------------------------------|----|
| Des conditions défectueuses d'établissement..... | 16 |
| Des conditions défectueuses d'entretien.....     | 19 |
| Du mauvais emploi des appareils.....             | 18 |

Les causes non précisées sont au nombre de 2 seulement !

Le principal moyen de remédier à ces causes consisterait dans l'organisation d'un *système de prévention contre les accidents*. Cette organisation pourrait être l'œuvre du législateur ou de l'initiative privée, ou même des deux à la fois.

Nous avons sur cette matière, en France, l'importante « loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels ». D'après l'article 1<sup>er</sup>, sont soumis à cette loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances.

Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit du tuteur.

Néanmoins, même dans ces établissements, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou bien encore si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur a le droit de prescrire des mesures de sécurité et de salubrité.

L'article 2 ajoute que ces établissements doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel. Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Et voici quelques-unes des importantes dispositions de cette loi :

Dans tout établissement fonctionnant par des appareils méca-

(1) *Journal officiel*, décembre 1899.

niques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

Ces dispositions sont applicables aux théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

L'article 4 décide que les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de cette loi et des règlements qui y sont prévus. Malheureusement les sanctions des articles 7, 8 et 9 exigent des mises en demeure (article 6), qui atténuent en partie l'effet pratique de ces prescriptions.

De son côté, l'initiative privée n'est pas restée inactive. Aux congrès de Milan, de Paris, de Bruxelles, on s'est spécialement occupé des « dispositifs techniques propres à prévenir les accidents ». Nous ne pouvons entrer dans les détails sans sortir du cadre de notre étude. Disons toutefois que depuis longtemps des associations se sont fondées dans ce but.

En Angleterre, fut créée à Manchester, sous les auspices de M. W. Faibairn, le 23 janvier 1855, la plus ancienne des associations des propriétaires d'appareils à vapeur : *The Manchester steam Users association*. A Mulhouse, en 1867, M. Engel Dollfus fonda l'*Association de Mulhouse pour prévenir les accidents de fabrique*, « et mit ainsi en pratique la maxime d'après laquelle le fabricant doit à ses ouvriers autre chose que le simple salaire » (1).

Et Allemagne, les corporations (*Berufsgenossenschaften*) qui constituent la cheville ouvrière du système d'assurances contre les accidents, ont dû étudier, conseiller et imposer au besoin, l'usage d'appareils de prévention.

En 1894, on comptait en France dix associations des propriétaires d'appareils à vapeur, y compris l'Association alsacienne de Mulhouse. Certaines ont été reconnues d'utilité publique.

Au Congrès de Milan, M. Compère fit remarquer que de 1877 à 1887, 3,83 p. 100 seulement des explosions survenues en France ont affecté des chaudières dépendant des associations ;

(1) GIULIO PESARO. *Des dispositifs adoptés dans les divers pays pour prévenir les accidents du travail*. Gruner, Milan, 1894, p. 63 et 39.

or, ces chaudières constituaient en moyenne, dans cet intervalle, 10 p. 100 de l'effectif total; la proportion a donc été réduite, pour elles, à moins de 40 p. 100 de celle correspondant à l'ensemble des chaudières françaises.

Le tableau suivant, présenté au même Congrès, montre ce que l'on peut attendre de ces associations, en pareille matière.

| ANNÉES      | NOMBRE MOYEN POUR 10.000 APPAREILS A VAPEUR |           |             |
|-------------|---------------------------------------------|-----------|-------------|
|             | des accidents                               | des morts | des blessés |
| 1875-1879.. | 3,9                                         | 4,3       | 5,9         |
| 1880-1884.. | 3,5                                         | 3,7       | 3,5         |
| 1885-1889.. | 3,1                                         | 2,7       | 2,1         |
| 1890-1892.. | 2,8                                         | 1,8       | 1,2         |

En Suisse, il existe une association chargée de vérifier 3,000 chaudières à vapeur. Or, une expérience de vingt-quatre années a démontré que la proportion des accidents survenus aux appareils inspectés, est inférieure à 40 p. 100 de ce qu'elle était précédemment.

L'organisation et la mise en œuvre d'un système préventif contre les accidents, présente donc une influence considérable sur le coefficient du risque. La conséquence pratique s'impose : c'est la baisse, dans les mêmes proportions du prix de l'assurance (1).

Terminons enfin ce que nous avons à dire sur le coût de l'assurance, par cette dernière observation : l'excès de travail, le surmenage de l'ouvrier sont, dans certains cas, des causes directes de l'accident. Par suite de la concurrence intérieure et internationale, l'entrepreneur traite l'ouvrier comme une machine.

Citons textuellement, d'ailleurs, sur ce sujet les paroles de M. Jay (2) :

« La concurrence intérieure et internationale, dit-il, oblige l'entrepreneur à fabriquer le plus vite et au meilleur marché possible et, pour cela, à tirer de ses auxiliaires comme de ses machines, tout le service qu'ils peuvent donner.

« L'ouvrier ainsi pressé, est incapable trop souvent de donner une complète attention aux dangers qui le menacent, de prendre des précautions qui le retarderaient. Son attention, fût-elle au

(1) V. dans notre IV<sup>e</sup> partie ce qui se fait actuellement dans certaines Sociétés d'assurances.

(2) RAOUL JAY. *La Question ouvrière en Suisse*. Chapitre : Accidents du travail, p. 180 et sq., 1893. Larose et Forcel, éditeurs, Paris, 22, rue Soufflot.

début du travail, suffisamment éveillée, qu'elle s'émoussera nécessairement avec la prolongation de ce travail, l'échauffement, la fatigue qui en sont la suite. Cet effet redoutable de la prolongation du travail peut être aujourd'hui considéré comme mathématiquement démontré.

« On a voulu savoir, en Allemagne, à quelles heures de la journée les accidents se produisaient en plus grand nombre, et voici la statistique qu'on a pu établir :

|       |                 |                |   |
|-------|-----------------|----------------|---|
| 6-7   | heures du matin | 435 accidents. |   |
| 7-8   | —               | 794            | — |
| 8-9   | —               | 815            | — |
| 9-10  | —               | 1069           | — |
| 10-11 | —               | 1598           | — |
| 11-12 | —               | 1590           | — |
| 12-1  | du soir         | 587            | — |
| 1-2   | —               | 745            | — |
| 2-3   | —               | 1037           | — |
| 3-4   | —               | 1243           | — |
| 4-5   | —               | 1178           | — |
| 5-6   | —               | 1306           | — |
| 6-7   | —               | 979            | — |

« Ainsi, de 8 à 10 heures du matin, il se produit 1,884 accidents ; de 10 heures à midi, 3,188. Il est probable, d'ailleurs, que ce second chiffre serait beaucoup plus élevé et que l'heure qui s'écoule de 11 heures à midi donnerait beaucoup plus d'accidents que l'heure précédente si, dans bien des ateliers, le travail cessait quelque peu avant midi.

« De midi à 1 heure, peu d'accidents. La plupart des ateliers sont fermés. Mais, dès 1 heure, la progression signalée recommence. Elle s'arrête seulement légèrement de 4 à 5 heures. A ce moment a lieu le repos de l'après-midi. Il n'y a lieu évidemment de tenir aucun compte du chiffre indiqué pour les accidents de 6 à 7 heures. A ce moment, un grand nombre d'ateliers sont déjà fermés ; dans d'autres, l'équipe de nuit a pris la place de l'équipe du jour.

« L'Institut impérial d'assurances allemand interprète de la même façon que nous, la statistique donnée plus haut.

« Le nombre des accidents augmente d'une manière extraordinairement rapide, à mesure que la fatigue et l'affaiblissement de l'ouvrier se développent insensiblement. »

Ajoutons, en outre, que les accidents sont bien plus nombreux, lorsque le travail se prolonge la nuit.

Le surmenage de l'ouvrier est donc contraire à l'intérêt du patron.

Sur ce point encore, l'initiative privée et la loi, par la réglementation du travail, peuvent produire d'heureux et féconds résultats, dont le principal, en notre matière, se traduira par une diminution du coût de l'assurance.

---



## QUATRIÈME PARTIE

### **Le mouvement des patrons et l'assurance.**

#### CHAPITRE I. — Généralités.

*Section 1.* — Préliminaires. Objet et bases de notre enquête.

*Section 2.* — Le paiement de la prime. — Les retenues sur les salaires. — Les grèves.

#### CHAPITRE II. — L'assurance aux Compagnies.

*Section 1.* — Le trouble et les effets de la loi du 29 juin 1899 (loi de résiliation).

*Section 2.* — Résultats obtenus dans les Compagnies.

#### CHAPITRE III. — La Mutualité. — Ses résultats.

*Section 1.* — Les Mutuelles corporatives.

*Section 2.* — Les Mutuelles ordinaires.

*Section 3.* — Les Syndicats de garantie.

#### CHAPITRE IV. — La Caisse nationale.

#### CHAPITRE V. — Service des rentes.

#### CHAPITRE VI. — Appréciation générale du mouvement des patrons vers l'assurance.

## CONCLUSION

### **L'assurance obligatoire.**

---

## QUATRIÈME PARTIE

### **Le mouvement des patrons et l'assurance.**

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **Généralités.**

##### **SECTION 1. — Préliminaires. Objet et bases de notre enquête.**

A l'approche du jour où la loi du 9 avril 1898 dut être mise en vigueur, ce fut dans le monde industriel, contre son application, toute une levée de boucliers. Près de vingt années, cette loi était restée sur le chantier sans soulever de sérieuses protestations de la part des intéressés, et son vote passa inaperçu aux yeux du pays agité par les élections prochaines et des préoccupations intérieures. Il en fut tout autrement, un an après, lorsque la loi dut être appliquée.

Une effervescence générale se produisit dans le patronat. Des groupes importants d'industriels se formèrent et manifestèrent l'intention de fermer leurs chantiers, plutôt que de supporter les conséquences de cette loi qu'ils considéraient comme désastreuse pour leurs intérêts. Des grèves éclatèrent en maints endroits. Des industriels nombreux voulaient prendre l'engagement de renoncer à participer à l'Exposition de 1900. De telles résolutions furent arrêtées entre plusieurs chambres syndicales du bâtiment et de l'industrie (1). En un mot, il y eut contre la loi un mouvement général de protestation. C'étaient, d'après les esprits pessimistes, la fermeture d'un grand nombre d'ateliers et de chantiers, la ruine du petit et du moyen patronat, et la

(1) V. les différents journaux de l'époque : mai-juin 1899.

ruine de l'industrie nationale qui serait incapable de soutenir la concurrence étrangère.

La Chambre des députés, dans sa séance du 2 mai 1899, retentit des plus véhémentes protestations et des récriminations les plus vives. Plusieurs membres, parmi lesquels MM. Gauthier de Clagny, Aimond, Plichon, Muzé, Magniaudé, etc., demandaient un sursis plus ou moins long, trois mois, six mois, un an, à l'application de la nouvelle législation; un ajournement jusqu'à une époque indéterminée fut même demandé.

Cet ajournement avait pour but, disait-on, de laisser au patronat le temps de s'organiser, de renouveler ses contrats d'assurance, ou de former des Mutuelles, Corporatives ou autres, pour échapper aux conditions des Compagnies (1). Il existait pourtant des Mutuelles, notamment, comme on le fit remarquer à la Chambre, la *Mutualité industrielle*, dont nous parlerons plus loin, et que M. Matignon avait fondée spécialement en vue de la loi de 1898. Au fond, ce qu'on voulait, c'était écarter la loi et la rendre à jamais applicable.

Quoi qu'il en soit, le Sénat de son côté, à la suite d'un discours remarquable de M. Thévenet, votait un sursis d'un mois à l'application de la loi. Le Gouvernement, dans la suite, eut la main ferme, et aujourd'hui l'agitation a disparu.

Ce désarroi qui s'empara du monde industriel, la campagne qui fut menée contre les dispositions de la législation nouvelle, devaient être l'indice d'un mouvement en masse des patrons vers l'assurance. Puisque cette loi imposait des charges si accablantes, l'assurance n'était-elle pas le moyen pratique de se soustraire à ces charges qui, somme toute, réduites à leur plus simple expression, se traduisaient par le paiement d'une prime ?

Et cependant, quatre mois après l'application de la loi, l'enquête que nous avons entreprise, détruisait en partie la conception première que nous nous étions faite d'un vaste mouvement du patronat vers l'assurance.

Dans l'ensemble, les Compagnies attirèrent à elles un grand nombre de patrons; certaines branches de la grosse industrie adhèrent aux Mutuelles; mais il reste encore à l'assurance

(1) V. Discours de M. Gauthier de Clagny. *Journal officiel*, 2 mai 1899, p. 1272.

— — Muzet — — p. 1274.  
— — Aimond — du 13 mai 1899.

V. également un article de M. Millerand dans *l'Éclair* du 16 mai 1899 : « Autour d'une loi ».

bien des progrès à faire pour englober l'universalité des patrons.

Nous avons étudié dans notre deuxième partie les différentes formes d'assurance, prévues par la loi de 1898 ; nous devons à présent nous demander ceci : Qu'ont fait les patrons ? Une loi, d'un côté, dont les effets, à leurs dires, seraient désastreux pour l'industrie ; de l'autre, l'assurance qui en allège les charges au point de les réduire au paiement d'une prime : voilà les deux termes. Entre ces deux partis, que va faire le patronat ? ira-t-il à l'assurance ? et, dans l'affirmative, quelle forme lui donnera-t-il ? Telles sont les questions dont nous allons entreprendre l'étude.

De telles recherches ne pouvaient être dirigées vers les ouvrages. La source vraie, sûre, c'était l'*enquête*.

Mais, comment faire cette enquête ?

Théoriquement, le premier procédé qui paraît s'imposer, est le suivant : interroger tous les industriels. Ce serait là un procédé *analytique*, dont les résultats n'auraient peut-être pas été bien fructueux. Il y a d'abord une impossibilité matérielle à l'emploi d'un tel moyen : comment connaître tous ces industriels ? De plus, une telle enquête entreprise si personnellement, aurait nécessité un temps considérable ; et, enfin, il aurait fallu classer méthodiquement les réponses individuelles qui nous seraient parvenues pour coordonner les résultats de nos recherches. Or, une telle synthèse aurait été bien difficile, sinon impossible.

Il est un autre procédé auquel nous avons eu recours, et que nous avons seul jugé capable de nous fournir les données nécessaires à notre étude. Ce système consistait à nous adresser non pas aux *unités* elles-mêmes, mais aux *groupes* qu'elles ont pu former. Ignorant les individus, mais connaissant les éléments *synthétiques*, nous n'avions qu'à diriger nos moyens d'investigation vers ces derniers, — les interrogeant, — étudiant leur constitution, et sollicitant leurs résultats.

C'est de la sorte que nous avons mené l'enquête que nous avons entreprise, quatre mois après l'application de la loi. Sans doute, nous devons rencontrer des difficultés : nous n'avons pas toujours obtenu les réponses que nous désirions. Cependant, la grande majorité des organes d'assurance nous a fourni les réponses et les documents nécessaires à notre étude.

Comme, en principe, ne pratiquent l'assurance que les Sociétés ayant versé le cautionnement prescrit par la loi, et d'autre part, comme les noms de ces Sociétés paraissaient au *Journal officiel*,

ainsi que les noms des Syndicats de garantie dont les statuts devaient être approuvés, la première phase de notre enquête consistait à suivre attentivement le *Journal officiel*, et à relever les noms des organes qui pouvaient nous intéresser.

Après cette première étape, il ne nous restait plus qu'à nous adresser directement aux groupes et à les interroger. Dans ce but, à tous, nous avons adressé le questionnaire suivant, avec prière d'y répondre aussi exactement que possible :

Date d'origine de la Société.

Quel est le rayon de son fonctionnement ?

Est-elle mutuelle ?

Assure-t-elle toute espèce d'industriels ? ou seulement les patrons d'une même industrie ?

Dans ce dernier cas, quelle est cette industrie ?

Garantit-elle contre tous les risques de la loi du 9 avril 1898, ou seulement une partie de ces risques ?

Faites-vous vous-même le service des rentes ?

Quel est à ce jour (1) le nombre approximatif des *patrons* que vous assurez conformément à la loi du 9 avril 1898.

Nombre des *ouvriers* ?

Chiffre moyen annuel des salaires assurés ?

Pourriez-vous nous remettre un exemplaire de vos statuts et tous documents (prospectus, brochures etc.) concernant votre Société ?

Comme nous l'avons déjà dit, certaines de nos questions devaient rester sans réponse, notamment en ce qui concerne le nombre des ouvriers et le chiffre moyen des salaires assurés. On nous fit remarquer en effet, avec raison, que ces deux éléments intimement liés l'un à l'autre, étaient extrêmement variables. La plupart des sociétés ont cependant répondu à nos questions, et des renseignements ainsi obtenus, il nous a été permis d'apprécier avec justesse le mouvement des patrons vers l'assurance, et de connaître en détail leur organisation.

## SECTION 2. — Le paiement de la prime. — Les retenues sur les salaires. Les grèves.

Avant d'étudier cette organisation du patronat, il est intéressant de nous arrêter quelque peu sur les difficultés auxquelles a donné lieu le paiement de la prime.

Il est incontestable, en droit, que le paiement de la prime doit

(1) Notre enquête a duré du 15 octobre au 15 novembre 1899.

être effectué par les patrons et par eux seuls. La loi de 1898 leur a imposé des charges; s'ils veulent par l'assurance rendre ces charges moins lourdes, ils doivent supporter le prix de cet allègement. Une telle solution ne peut faire l'ombre d'un doute, et l'on a peine à croire que la question ait pu être portée devant les tribunaux. Cependant, il existe un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 22 septembre 1899. Ce tribunal a décidé avec raison que par les mots « à la charge du chef d'entreprise », insérés dans son texte, la loi du 9 avril 1898 a manifesté clairement sa volonté de laisser supporter par le patron seul, la charge de l'indemnité due à l'ouvrier, en cas d'accident (1).

Mais si le droit interdit aux patrons de prélever une part quelconque sur les salaires, destinée au paiement de la prime, dans la pratique certains industriels, violant l'équité, ont continué à faire des retenues sur les salaires. Les uns ne dissimulèrent pas que ces retenues étaient destinées aux frais de l'assurance; les autres, respectant la loi quant à la forme, parvenaient au même résultat, en faisant subir une baisse générale aux salaires de leurs ouvriers. Quel que fût le procédé auquel on eut recours, il suscita des mécontentements, des récriminations et des grèves.

Ces grèves furent nombreuses. Au mois de juillet 1899, c'est-à-dire au lendemain de l'application de la loi, on en signale 143, dont 14 lock-out. Ce nombre est sensiblement supérieur à la moyenne des grèves survenues pendant le même mois au cours des cinq années précédentes. Pour ces cinq années, la moyenne est de 38 (2).

Voici dans quelles circonstances se sont présentées les causes des grèves dues au prélèvement d'une fraction du salaire pour le paiement de la prime.

1) Avant l'application de la loi du 9 avril 1898, certains patrons opéraient déjà une retenue sur les salaires. La prime ayant été augmentée, les patrons ont cru pouvoir *augmenter* proportionnellement la retenue. Il en est résulté 14 grèves, dont 12 se sont terminées par une réussite et 2 par une transaction.

2) Dans d'autres circonstances, les ouvriers se basant, avec raison d'ailleurs, sur l'article 1<sup>er</sup> de la loi, ont demandé la *suppression* des retenues qu'ils supportaient antérieurement. De

(1) V. ce jugement dans l'*Argus* du 22 octobre 1899.

(2) *Bulletin de l'Office du travail*, juillet 1899.

ce fait, 7 grèves se sont produites, dont 5 se sont terminées par une réussite, et 2 par une transaction.

3) L'augmentation de la prime d'assurance a encore provoqué des grèves de la manière suivante : des ouvriers qui, auparavant, ne subissaient aucune retenue, et dont les patrons subvenaient seuls aux frais de l'assurance, ont refusé toute diminution de salaire, présentée comme une participation au supplément de prime désormais exigé. 36 grèves se sont ainsi produites ; la plupart se terminèrent par une réussite ; 9 ont abouti à une transaction et 4 à un échec.

En résumé, les résultats des grèves ont été favorables aux ouvriers.

De leur côté, un certain nombre de patrons ont fermé tout d'abord leurs ateliers, en refusant de payer la prime d'assurance, qu'ils trouvaient trop élevée. Parmi 14 lock-out qui se sont produits dans ce mois de juillet, 10 ont eu pour cause les motifs que nous venons d'indiquer. De ces 10 patrons qui fermèrent ainsi leurs établissements, 3 revinrent sur leur décision et assumèrent intégralement les charges de l'assurance ; 3 autres transactionnèrent avec leurs ouvriers ; pour les 4 autres, la fermeture n'était que momentanée, et avait pour but, moins de protester contre la loi, que d'échapper aux risques d'accidents jusqu'à ce que de nouveaux contrats d'assurance aient entièrement couvert leur responsabilité.

Ces grèves comprenaient 14,310 grévistes et se sont produites dans 46 départements.

Le mois d'août suivant vit éclore également des grèves nombreuses (1).

On a signalé pendant cette période 53 grèves avec 11,165 grévistes ; la moyenne des cinq années antérieures ne dépassait pas 25, et le nombre des grévistes, en août 1898, n'était que de 3,838.

Sur ces 53 grèves, 6 ont été déterminées par des réductions de salaires ; 13 pour refus par les ouvriers de supporter la prime d'assurance ; 6 pour demande de suppression de la prime.

37 départements ont été atteints ; c'est principalement dans les départements les plus industriels que les grèves ont éclaté : le Nord a compté 9 grèves ; la Loire 6, les Bouches-du-Rhône, le Loiret, la Loire-Inférieure et la Seine, 4, etc.

La répartition par industries, est la suivante : Bâtiment,

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, août 1899.

19 grèves ; textiles, 7 ; alimentation, 5 ; mines, 5 ; débardeurs, 5 ; métaux, 5 ; industrie du livre, 4 ; travail du bois, 3 ; cuirs et peaux, 2 ; carriers, ardoisiers, gaziers, produits chimiques, tabacs, verriers, 1.

Sur 20 de ces grèves résultant de la mise en vigueur de la loi, 7 ont abouti à une réussite ; 10 se sont terminées par des transactions ; il y eut 3 échecs (1).

(1) Les retenues sur les salaires sont illicites depuis la loi du 9 avril 1898. Mais, en fait, économiquement, les patrons peuvent atteindre le même résultat, en diminuant les salaires. Le seul remède à porter à cet état de choses, consisterait à établir des prix minima pour les salaires. (V. RAOUL JAY. *La question ouvrière en Suisse* : Une corporation moderne.)

---

## CHAPITRE II

### L'assurance aux Compagnies.

#### SECTION 1. — Le trouble et les effets de la loi du 29 juin 1899 (loi de résiliation).

Selon M. Marestaing, fondateur de la *Préservatrice*, les Compagnies d'assurances ont eu à « traverser une période d'excessive agitation » (1). Nous avons vu, en effet, dans notre III<sup>e</sup> partie, d'après la manière dont les tarifs avaient été appliqués, que « les méthodes assises sur l'observation attentive des faits, avaient perdu toute autorité ». La loi du 29 juin 1899 qui accordait aux assurés la faculté, dans le délai d'un an, de résilier leurs contrats, ne fut pas l'une des causes les moins importantes de ce désarroi qui s'empara des Compagnies. Cette inquiétude perça dans tous leurs comptes rendus. « Nous aurons à traverser une période d'attente dont nous ne pouvons apprécier la durée », dit le rapporteur à l'Assemblée générale des actionnaires de l'*Urbaine et la Seine* (2).

Celui de la *Caisse générale des Familles*, s'exprime ainsi : « Nous sommes résolus à n'agir qu'avec une extrême prudence et à nous attacher, avant tout, à une sévère sélection des risques » (3).

L'*Abeille* (4) constate la « perturbation considérable que va nécessairement apporter l'application de la loi nouvelle », et la *Flandre* (5), de son côté, parle des « incertitudes qui résultent nécessairement du nouvel état de choses » ; elle estime « qu'il sera prudent de recourir à la réassurance, afin d'obtenir une plus grande division des risques ».

(1) H. MARESTAING, 2 juin 1899, compte rendu de l'exercice 1898.

(2) Compte rendu. Séance du 27 avril 1899.

(3) Compte rendu. Séance du 29 avril 1899.

(4) Compte rendu. Séance du 29 avril 1899.

(5) Compte rendu. Séance du 27 mars 1899.

Malgré leurs craintes, les Compagnies ont augmenté considérablement leur production.

Beaucoup de patrons, cependant, profitèrent de la loi du 29 juin 1899 pour dénoncer leurs contrats. Les résiliations pourtant n'eurent point généralement pour effet de déplacer les contrats hors du cercle des Compagnies. D'après les renseignements qui nous ont été fournis, il s'est opéré plutôt un remue-ménage sur place, c'est-à-dire que bien des industriels ont dénoncé leurs contrats à une Compagnie, pour s'assurer à une autre. De jeunes Compagnies ont dû même se montrer satisfaites de la loi de résiliation qui leur permettait de faire des reprises nombreuses sur leurs concurrentes qui, jusque-là, avaient été plus favorisées (1).

Le préjudice causé à certaines Compagnies par cette loi, est nécessairement variable.

Bien avant le vote de la loi Gervais, la *Préservatrice* avait décidé d'accepter, si la demande lui en était faite, de résilier à partir de la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898 et même auparavant, les contrats en cours, par avenants individuels. Or, du 29 avril 1899 au 2 juin suivant, sur 14,000 contrats en cours, on comptait seulement une trentaine de demandes de résiliation (2).

D'autres Compagnies eurent, au contraire, particulièrement à se plaindre. L'une a constaté au moins 1,000 résiliations. Elle recruta néanmoins de nombreux assurés, car au 1<sup>er</sup> novembre 1899, elle ne garantissait pas moins de 8,000 patrons conformément à la loi de 1898.

Des agents de province eurent à souffrir de ces résiliations. L'un estime à 4,000 francs le préjudice causé par les dénonciations ; un autre se plaint d'une perte de 10 à 12,000 francs (3).

En résumé, d'une manière générale, si la loi du 29 juin 1899 a eu pour effet de faire perdre à certaines Compagnies un assez grand nombre de leurs assurés, il faut constater, d'autre part, comme nous l'avons déjà dit, que ce sont d'autres Compagnies qui, la plupart du temps, bénéficièrent des pertes de leurs rivales.

Voici d'ailleurs, en détail, les renseignements et les chiffres que nous avons obtenus à la suite de notre enquête.

(1) V. dans l'*Argus* du 24 décembre 1899 un article intéressant sur les effets de la loi du 29 juin 1899 ; p. 818.

(2) Rapport de M. H. Marestaing à l'Assemblée générale des actionnaires, le 2 juin 1899.

(3) V. leurs lettres dans l'*Argus* des 3, 10 et 17 septembre 1899.

SECTION 2. — Résultats obtenus dans les Compagnies.

Au 1<sup>er</sup> novembre 1899, nous évaluons à 100,000 environ, le nombre des patrons assurés aux Compagnies, conformément à la loi du 9 avril 1898.

Voici détaillées les bases de notre affirmation. Au 1<sup>er</sup> novembre, le *Secours* avait un portefeuille composé de 22,887 collectives, parmi lesquelles, 8,000 avaient été souscrites par des patrons tombant sous l'application de la législation nouvelle. . . . 8,000

Cette Compagnie, pour éviter les difficultés auxquelles peut donner lieu l'interprétation de l'article 1<sup>er</sup> de la loi, a trois espèces de polices collectives : les unes se rapportent à l'ancienne législation, encore en vigueur là où la loi nouvelle n'a pas dérogé ; les autres sont rédigées de manière à garantir les chefs d'entreprise contre les risques exclusifs prévus par la loi de 1898. Enfin, une 3<sup>e</sup> classe de polices, appelées polices *mixtes*, s'applique aux industries douteuses.

À la même époque, le *Patrimoine* comptait environ 8,000 patrons. . . . . 8,000

D'après les renseignements qui nous ont été donnés par la direction, cette Compagnie aurait triplé sa production, depuis la mise en vigueur de la loi.

M. Baud, directeur de l'*Éternelle* (1), nous communiquait les chiffres suivants : 5,680 patrons avec 70 millions de salaires environ . . . . . 5,680.

A la *Caisse générale des Familles*, 4,000 industriels employant 30,000 ouvriers touchant annuellement de 24 à 25 millions de salaires environ. . . . . 4,000

La *Zürich* (Compagnie Suisse, comptait 5,000 assurés.

La *Winterthur* ou Société Suisse accidents, assurait 4,500 patrons . . . . . 4,500

La *Foncière* (2) en comptait 3,000 . . . . . 3,000

Le nombre des patrons assurés à l'*Espérance*, était exactement, au 1<sup>er</sup> novembre, de 1,867. . . . . 1,867

(1) D'après le rapport que lisait M. Rigault à l'Assemblée des actionnaires du 29 novembre 1899, à cette époque, le chiffre des primes s'élevait de 1,500,000 à 1,600,000 francs. V. *Argus* du 31 décembre 1899, p. 831.

(2) Au 15 octobre 1899.

Le chiffre des salaires à cette Compagnie était de : 15,285,412 francs.

D'après les explications qui nous ont été données par M. Charpentier, chef de la branche accidents à cette Société, la *prime moyenne* exigée serait de 2 fr. 50 p. 100.

*L'Union industrielle du Nord* garantissait 900 patrons employant 15,000 ouvriers et distribuant 15 millions de salaires environ. (On évalue à 1,000 francs le salaire moyen d'un ouvrier.) . . . . . 900

Trois cent cinquante patrons étaient assurés à la *Flandre*, avec 12,000 ouvriers et 12 millions de salaires . . . . . 350

Malgré nos sollicitations, nous n'avons pu obtenir les résultats de toutes les Compagnies. La connaissance absolue des résultats de *toutes* ces Sociétés n'était point une condition *sine qua non* de l'appréciation du grand mouvement qui avait tourné le patronat vers elles. La prospérité, la vogue de telle ou telle Compagnie, n'intéressaient pas l'objet de notre étude. Ce que nous voulions savoir, c'était approximativement le chiffre global de leurs assurés. Or, les données de dix de ces Compagnies nous suffisent amplement pour déterminer ce chiffre.

En effet, possédant les éléments des Compagnies qui ont réalisé le maximum d'affaires, et ceux de celles dont les résultats ont été plus modestes, rien ne nous était alors plus facile que de trouver la moyenne des assurés de chaque Compagnie, et de multiplier cette moyenne par le nombre de ces Sociétés.

Or, des chiffres ci-dessus, nous formons le total de 41,297 patrons assurés à 10 Compagnies. La moyenne des industries assurées à chaque Compagnie est donc de  $\frac{41,297}{10}$ , soit de 4,129.

Restent 11 Compagnies dont nous n'avons pu obtenir les résultats. En multipliant ce chiffre par la moyenne que nous venons de déterminer, on obtiendrait :  $4,129 \times 11$ , soit 45,419 patrons. Le chiffre total des patrons assurés aux Compagnies serait donc de  $41,297 + 45,419$ , soit de 86,716 environ.

Depuis l'application de la loi, les actions de certaines Compagnies, entièrement délaissées d'abord, ont repris une hausse sensible et font l'objet, en ce moment, de nombreuses négociations.

Le *Secours*, qui était au cours de 185 francs en décembre 1896, passait au cours de 225 francs, fin de décembre 1899.

Les actions *Patrimoine* ont haussé considérablement depuis la nouvelle loi. Voici leur marche dans ces quatre dernières années :

Décembre

|           |            |
|-----------|------------|
| 1896..... | 125 francs |
| 1897..... | 150 —      |
| 1898..... | 170 —      |
| 1899..... | 240 —      |

L'*Abeille* est à peu près stationnaire depuis la loi nouvelle.

Sa cote 630 en décembre 1898 n'avait pas varié, un an après.

La *Providence* s'est maintenue à la fin de ces deux dernières années vers 825.

Le *Soleil-Sécurité générale* aurait plutôt baissé. De 700 francs en décembre 1898, il est tombé à 600 en décembre 1899 (1).

(1) V. l'*Argus* du 31 décembre 1899 et le *Journal des valeurs d'assurances* du 1<sup>er</sup> janvier 1900.

---

## CHAPITRE III

### La mutualité. Ses résultats.

Nous avons vu, dans notre deuxième partie, que les patrons pouvaient former entre eux des Mutuelles corporatives, des Mutuelles ordinaires, ou des Syndicats de garantie, qui jouent, en fait, le rôle de Syndicats d'assurances mutuelles. Le plan de ce chapitre sera donc naturellement divisé en trois sections.

Plusieurs Sociétés mutuelles existaient avant la loi de 1898 : elles ont continué à fonctionner depuis. D'autres se sont créées depuis la mise en vigueur de la loi.

Aux dires de certains organisateurs de la mutualité, le versement du cautionnement fut parfois, sinon un obstacle insurmontable, du moins une gêne à la constitution de plusieurs de ces Sociétés.

Examinons en détail ce qui s'est fait sous cette forme de l'assurance.

#### SECTION 1. — Les Mutuelles corporatives.

Les Caisses corporatives existent surtout dans la haute industrie.

1<sup>o</sup> Commençons par la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des *Forges de France* (1).

Cette Caisse fut fondée le 1<sup>er</sup> juillet 1891, juste huit ans avant l'application de la loi de 1898.

A cette époque, le Parlement, depuis longtemps déjà, songeait à affirmer par une loi, la responsabilité des patrons en cas d'accident du travail, et certains de ses membres, imbus des

(1) Cette industrie est prévue au groupe n° 3 de l'arrêté minist. du 30 mars 1899.

idées allemandes, préconisaient l'assurance obligatoire par l'État.

A la même époque, existait le *Comité des Forges de France*, composé des principaux représentants de l'industrie métallurgique. Ce Comité se composait en majorité d'industriels, appartenant à la région de l'Est, dont les établissements, depuis nos désastres de 1870, étaient situés, les uns dans les provinces annexées, les autres sur le territoire français.

Les premiers, depuis 1884, étaient soumis au régime de l'assurance par l'État, tel qu'il se pratique en Allemagne. Par contact, les industriels français apprirent à mieux connaître le système allemand.

Le Comité des Forges mit alors à l'étude le plan d'une vaste association mutuelle d'assurance dans les établissements métallurgiques de France.

Il était décidé que les patrons alimenteraient seuls la Caisse d'assurances, sans faire la moindre retenue sur les salaires de leurs ouvriers; la solvabilité de la Caisse venant ainsi s'ajouter à celle du patron, la créance ouvrière n'en pouvait qu'être mieux garantie. En revanche, il était convenu qu'en cas d'accident, la victime se contenterait de l'indemnité qui servait de base à l'assurance, et n'aurait plus de recours contre son patron.

Les cotisations étaient proportionnées à l'importance des salaires. Chaque exercice devait entièrement solder ses sinistres: le système financier adopté, devait être le système de *capitalisation*.

Les futurs adhérents comptaient d'ailleurs, que grâce à une organisation collective, les sacrifices seraient restreints dans une juste mesure.

On devait enfin confier à un ingénieur, un service préventif destiné à recommander l'emploi de mesures propres à diminuer les chances ou la gravité des accidents.

Après chaque exercice, une Assemblée générale des sociétaires avait pour mission de faire bénéficier du reliquat actif, — s'il en existait, — les sociétaires et proportionnellement au montant de leurs cotisations, — ou bien, devait grossir le fonds général de réserve.

C'est sur ces bases que le 1<sup>er</sup> juillet 1891, était fondée la *Caisse syndicale d'assurances mutuelles des Forges de France contre les accidents du travail* (1). Le baron Reille, aujourd-

(1) *Le travail national*, 11 décembre 1898.

d'hui décédé, était président du Conseil d'administration.

Les établissements métallurgiques des différentes régions de France, étaient représentés à ce Conseil.

Au mois de décembre 1898, la Caisse syndicale des Forges assurait 60,000 ouvriers métallurgistes avec 73 millions de salaires. Elle recevait annuellement, à titre de cotisations, près d'un million et demi. Cette Caisse s'est pliée aux exigences de la loi nouvelle et a versé son cautionnement.

En ce qui concerne l'incapacité temporaire, elle prévoit deux assurances distinctes au choix de l'assuré :

α) Elle ne verse d'indemnité qu'à partir du quatre-vingt-dixième jour. Ce cas se présente quelquefois ; car, un grand nombre d'établissements métallurgistes ont des Sociétés de secours mutuels spéciales à ces établissements, et qui se chargent d'indemniser la victime pendant les trois premiers mois.

β) Cependant, le patron est libre de se décharger complètement sur la Caisse des Forges qui, dans ce cas alors, verse les indemnités journalières à partir du cinquième jour de l'accident, conformément à la loi.

Au 1<sup>er</sup> novembre, cette Caisse assurait près de 100 patrons, *exactement* 96 (1).

Ce chiffre en lui-même est peu élevé ; mais nous ne devons pas oublier qu'il s'agit ici d'une Mutuelle *corporative*, et, pour la plupart, ces patrons appartiennent à la haute industrie. Cela ressort avec évidence du nombre des ouvriers assurés et des salaires.

Or, pour ces 96 *patrons*, on compte environ 80,000 *ouvriers* auxquels on distribue annuellement un salaire moyen de 104 millions.

Voici d'ailleurs, quelques contrats que nous avons relevés : l'un de ces patrons assure, à lui seul, 10,000 ouvriers avec 15 millions.

L'assurance d'un autre porte sur 3,800 ouvriers et 5 millions ; un troisième, enfin, emploie 5,000 ouvriers touchant 7 millions de salaires (2).

\*  
\* \*

(1) Ces renseignements nous ont été communiqués par le sous-directeur. Tous ces chiffres ont été relevés sur les livres de la Société, qu'on a bien voulu nous présenter.

(2) *Au Congrès de Milan*, M. Matignon appelait la Caisse syndicale des Forges de France : « l'aristocratie de l'industrie ». Grüner, t. II, 143 et sq.

2° Ce qu'avait fait le Comité des Forges en 1891 pour l'industrie métallurgique, l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture, sous la présidence de M. Méline, le faisait en 1895 pour l'*industrie textile*.

Une commission fut nommée par cette Association, et chargée de préparer un projet d'assurance mutuelle. Les membres de cette commission firent appel au concours de ceux qui avaient contribué à la création de la Caisse des Forges de France. L'entente et l'union se firent, au point que les statuts de l'une devinrent les statuts de l'autre, avec les modifications que nécessitaient naturellement la différence de travail et, encore plus, la différence des risques d'accidents.

Cette industrie, moins dangereuse que l'industrie métallurgique, devait avoir des tarifs beaucoup moins élevés. Mais le fonctionnement est le même : mêmes indemnités aux ouvriers blessés ou à leurs familles ; même situation des patrons ; même système de capitalisation ; même système de dégrèvement et de réserve.

L'union entre la Caisse des Forges et la Caisse des Textiles est si intime, qu'il n'y a qu'une seule direction à leur tête.

Le Conseil d'administration se compose d'industriels appartenant, comme pour les Forges, aux différentes régions de France ; citons, parmi les principaux départements représentés, la Somme, l'Ardèche, les Vosges, la Seine-Inférieure, le Nord, etc.

A sa création, cette Caisse ne comptait que 28 sociétaires employant 13,500 ouvriers environ, avec un salaire annuel de 10 millions.

En décembre 1898, le nombre des sociétaires s'élevait à 129 ; celui des ouvriers à 46,000 et le chiffre des salaires à 33 millions.

Depuis, cette caisse opère conformément à la nouvelle loi ; elle a versé son cautionnement, et au 1<sup>er</sup> novembre 1899, elle comptait exactement : 337 *sociétaires* appartenant pour la plupart à la grande industrie, sauf les mouliniers de soie de Lyon, qui se recrutent plutôt dans la petite industrie (1).

Sur les livres nous relevons pour salaires, le chiffre de 66 millions et un nombre d'ouvriers d'environ 88,500.

Voici quelques-uns des principaux contrats : un patron a déclaré deux millions de salaires et 3,000 ouvriers ; un autre

(1) Ce détail nous a été donné par M. Renard, chef du contentieux.

1,500,000 francs pour 1,200 ouvriers ; un troisième enfin distribue environ 1,300,000 francs de salaires à 1,000 ouvriers.

Ces deux caisses corporatives existaient donc lorsque la loi de 1898 a paru.

Il n'en est pas de même de la suivante :

\*  
\* \*

3° *La Caisse syndicale d'assurances mutuelles des industries sucrières de France* (1) est d'origine récente. Elle ne date que depuis la mise en vigueur de la loi.

Les statuts des Forges et des Textiles devinrent les siens, comme ceux de la première corporative avaient servi à l'établissement de ceux de la seconde. L'identité est parfaite. Les détails que nous avons donnés sur les deux mutuelles précédentes, sont exacts en tous points pour la Caisse des sucriers.

Ces trois corporatives ont à leur tête la même direction, la même sous-direction et le même contentieux. Elles ont néanmoins leurs tarifs personnels, leurs propres inspecteurs et des employés spéciaux.

A sa fondation (2), la Caisse des industries sucrières comptait 45 *adhérents*. Le chiffre des salaires déclarés était de 6,500,000 francs (3).

A l'époque de notre enquête, c'est-à-dire au 1<sup>er</sup> novembre 1899, le nombre des patrons était de 160. Dans cette industrie, le personnel ouvrier est très flottant et varie avec les périodes de fabrication. On l'évaluait cependant au nombre de 27,000, et les salaires s'élevaient à 20,000,000.

Là encore quelques contrats nous furent présentés : un industriel emploie 1,300 ouvriers auxquels il distribue au moins 1,300,000 francs de salaires ; un autre donne 700,000 francs à 300 ouvriers (4).

\*  
\* \*

4° C'est surtout dans l'industrie textile que les patrons se

(1) Cette industrie est prévue au groupe n° 2 de l'arrêté ministériel du 30 mars 1899.

(2) C'est-à-dire au 1<sup>er</sup> juillet 1899.

(3) V. art. 46 des statuts.

(4) Nous avons parlé de cette Mutuelle corporative, avant d'avoir achevé ce que nous avons à dire sur ce qui s'était fait dans l'industrie textile, pour ne pas séparer ces trois Caisses organisées sur un modèle identique et gérées par la même direction.

sont organisés en syndicats d'assurances mutuelles professionnels.

Outre la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des textiles de France, dont nous avons parlé, il s'est formé à *Armentières*, la *Caisse syndicale mutuelle contre les accidents du travail de l'industrie textile*. Mais, tandis que la première, dont le siège est à Paris, opère dans toute la France, celle d'Armentières est *régionale*, et n'admet que les industriels de la région du Nord (groupe n° 8 de l'arrêté ministériel du 30 mars 1899) (1).

Cette Caisse est de création récente : elle ne fonctionne, en effet, que depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1899. Elle s'est déchargée du service des pensions et verse immédiatement à la Caisse nationale des retraites, les capitaux constitutifs des rentes (2).

Elle admet cinq classes de risques (3).

Au premier jour de son fonctionnement, cette société comptait 50 patrons faisant travailler 12,000 ouvriers. Les salaires déclarés s'élevaient à 10,000,000.

Au 1<sup>er</sup> novembre, ces chiffres étaient encore exacts.

\*  
\* \*

5° Enfin, dans l'industrie textile encore, s'est fondé à *Roubaix*, le 1<sup>er</sup> juillet 1899, le *Syndicat du Nord, société d'assurance mutuelle contre les accidents du travail*.

Malgré ce nom générique, cette corporative n'admet que les patrons appartenant à l'industrie textile, et dont les établissements sont situés dans les départements du *Nord* et du *Pas-de-Calais*.

Il fut répondu à notre questionnaire, que ce syndicat comptait 75 *adhérents*, distribuant 26 millions de salaires à 26,000 ouvriers. On nous fit remarquer qu'on évalue à 1,000 francs le salaire moyen annuel d'un ouvrier.

(1) Art. 2 statuts.

(2) Art. 22 statuts.

FONDS DE PRÉVOYANCE

|                                                                                         |      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------|
| (3) 1 Filature de coton, de jute, de chanvre, de lin, d'étoupe, corderie mécanique..... | 1,10 |
| 2 Blanchiment, teinturerie, apprêts. Impressions mécaniques.....                        | 0,80 |
| 3 Tissage mécanique de coton, lin, jute, draps et ruban.....                            | 0,50 |
| 4 Fabrique de fil à coudre, en lin, coton et soie.                                      | 0,35 |
| 5 Métiers à bras à tisser.....                                                          | 0,25 |

De même que la Caisse d'Armentières, le Syndicat du Nord distingue 5 espèces de risques, donnant lieu à 5 classes de tarifs.

\*  
\* \*

6° Certains entrepreneurs de la région lyonnaise ont adhéré à l'*Auxiliaire, société d'assurance mutuelle contre les accidents de construction*.

Cette Corporative n'admet que les entrepreneurs de travaux de construction du département du *Rhône et des départements limitrophes* (1).

Peuvent en faire partie « toutes les personnes exerçant une profession qui se rattache à l'industrie de la construction (2) », notamment les entrepreneurs de maçonnerie, les carriers, tailleurs et scieurs de pierres ; les entrepreneurs de charpente et de sciage ; les menuisiers, les ferblantiers, poêliers, fumistes, serruriers, couvreurs, plâtriers, peintres, constructeurs mécaniciens, transporteurs, etc.

Cette Mutuelle existait depuis 1863 ; mais elle a entièrement refondu ses statuts pour les mettre en harmonie avec la législation nouvelle.

Pour exister et fonctionner valablement (3), elle devait réunir au moins 25 patrons versant une cotisation annuelle non inférieure à 5,000 francs.

Les sociétaires ont dû participer au cautionnement prescrit, proportionnellement à la main-d'œuvre assurée. L'art. 31 des statuts distingue 10 catégories de sociétaires, selon l'importance de la main-d'œuvre employée. La catégorie la moins élevée devait verser, pour la constitution du cautionnement, une somme de 300 francs si la main-d'œuvre employée par les patrons de cette catégorie ne touchait pas un salaire supérieur à 3,000 francs.

Les patrons de la plus haute classe versaient 2,000 francs. Font partie de cette catégorie les sociétaires distribuant un salaire annuel supérieur à 100,000 francs. Quant au coût de la main d'œuvre annuelle, on l'a calculé d'après la moyenne des 3 années : 1896-1897-1898.

Chaque patron qui adhère à la Corporative, est tenu de verser sa part de cautionnement.

Si le total de ces versements dépasse le montant du caution-

(1) Art. 1<sup>er</sup>, statuts.

(2) Art. 2, id.

(3) Art. 4, statuts.

nement légal, le surplus reste aux mains de la Société, et est destiné à l'augmentation éventuelle du cautionnement, ou à l'augmentation du fonds de réserve.

D'après l'art. 32 des statuts, la cotisation de chaque associé ne peut être inférieure à 50 francs par an.

Nous avons dit que cette Corporative s'était uniquement constituée entre patrons de la région lyonnaise, c'est-à-dire du département du Rhône, et des départements limitrophes.

Cependant, si un sociétaire a des travaux à exécuter en dehors de la circonscription territoriale prévue aux statuts, il reste couvert par l'assurance, pourvu toutefois qu'il fasse par écrit une déclaration de ces travaux, sous peine d'être déchu de toute garantie.

L'article 42 des statuts ajoutait que le Conseil d'administration pourrait refuser d'étendre l'assurance à ces travaux, dans le cas où ceux-ci seraient exécutés à une distance trop éloignée. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1899, cet article a été modifié, et cette clause a disparu. Les patrons affiliés à cette Corporative peuvent donc diriger leurs travaux en quelque lieu que ce soit, et l'assurance les suit, pourvu qu'ils aient prévenu, par écrit, la Société.

Au 1<sup>er</sup> novembre 1899, la Corporative se composait de 400 patrons de la région lyonnaise avec 6,000,000 de salaires.

\*  
\* \*

7° A Reims, existait déjà depuis le 10 mai 1891, la *Caisse des Entrepreneurs, société d'assurance mutuelle contre les accidents*.

Cette Caisse a versé son cautionnement et groupe les diverses professions qui se rattachent à l'industrie du bâtiment.

Malgré notre désir, nous n'avons pu obtenir les résultats de cette Caisse.

\*  
\* \*

8° Enfin, les restaurateurs et limonadiers parisiens, dont la profession est prévue au groupe 2 de l'arrêté ministériel du 30 mars 1899, ont fondé l'*Alimentation, société d'assurances mutuelles contre les accidents du travail*. Cette mutuelle faisait déjà l'assurance contre l'incendie, depuis un certain nombre d'années. Mais, comme corporative-accidents, elle n'existe que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898.

Ce syndicat d'assurances accepte les adhésions de tous ceux

dont la profession touche à l'industrie de l'alimentation : restaurateurs, limonadiers, boulangers, pâtisseries, épiciers. Plusieurs présidents de chambres syndicales en font partie.

Quand cette Corporative s'est constituée, son Conseil d'administration se composait de 24 membres : 40 au maximum en peuvent faire partie, pourvu que leur cotisation annuelle soit supérieure à 10 francs.

Cette Mutuelle s'est formée d'abord entre restaurateurs et limonadiers parisiens, ou tout au plus, des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

Depuis, les statuts ont été modifiés et une Assemblée générale des sociétaires du 27 octobre 1899, a décidé que la Corporative pourrait grouper les industriels de tous les départements, pourvu que leur industrie se rattachât à celle de l'alimentation. Le cautionnement peut être réalisé au moyen d'un emprunt, ou directement par les sociétaires.

Si après une période de cinq années, les valeurs assurées ne produisaient par comme cotisations, la somme de 15,000 francs, la dissolution de la Corporative pourrait être demandée.

Pour sa constitution, le groupe devait comprendre au moins 10 adhérents et le total des salaires devait s'élever au moins à 10,000 francs.

Le 26 octobre 1899, c'est-à-dire la veille du jour où l'Assemblée des Sociétaires devait étendre à toute la France les opérations de leur fondation, la Corporative du groupe de l'Alimentation comprenait pour les deux départements de la Seine et de Seine-et-Oise, environ 500 patrons, faisant travailler 3,000 ouvriers auxquels ils distribuaient un salaire annuel et moyen de 5,000,000.

\*  
\* \*

On sait que l'industrie agricole, en tant qu'elle fait usage de moteurs mécaniques, est régie par la loi de 1898, en vertu de la loi du 30 juin 1899.

Certains agriculteurs se sont assurés aux Compagnies ou aux autres organes de l'assurance.

Deux Corporatives existent ; leur origine est antérieure à la législation nouvelle.

Ce sont : la *Responsabilité agricole, assurance mutuelle contre les accidents des ouvriers de ferme*, et la *Caisse syndicale mutuelle des Agriculteurs de France*, anciennement appelée : la *Solidarité orléanaise*.

9° La création de la *Responsabilité agricole* remonte à 1879. Elle était et elle est restée une Mutuelle corporative.

Elle étend ses opérations à toute la France.

Au 1<sup>er</sup> novembre, elle répondait au questionnaire que nous lui avions adressé. Le nombre des patrons qu'elle assurait, conformément à la législation nouvelle, s'élevait à 2,500 faisant travailler annuellement de 25,000 à 30,000 ouvriers.

10° A la *Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Agriculteurs de France*, le nombre des patrons, assurés conformément à la nouvelle législation, est moins nombreux.

Au 1<sup>er</sup> novembre, parmi les 1,200 assurés, on en comptait environ 50 seulement employant des moteurs mécaniques.

Bien qu'en principe les opérations de cette Corporative s'étendent à toute la France continentale, en fait, la Société groupe principalement les grands et riches propriétaires de la *Beauce*.

Elle fait une certaine sélection dans le recrutement de ses adhérents. C'est ainsi que, pour être sociétaire, il faut être membre de la Société des Agriculteurs de France, ou faire partie d'un syndicat, d'un comice ou société agricoles affiliés à la Société des Agriculteurs de France, à l'une des Unions régionales de Syndicats ou à l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de France (1).

L'organisation de cette Mutuelle offre certaines particularités. Ainsi, dans tout chef-lieu de département où la Société aura organisé une agence générale, il pourra être établi une commission de surveillance composée de 10 membres élus par les assurés de l'agence. Cette commission est appelée à donner son avis sur les sinistres importants : à Orléans, cette commission existe de plein droit.

La garantie des risques prévus par la loi de 1898 doit être formellement insérée dans les polices (2). Il est stipulé, en effet, aux conditions générales que, en principe, sont exclus de l'assurance tous accidents causés par l'exploitation de sablières, carrières et marnières, « et par la mise en œuvre d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ».

En fin d'exercice, après versement à la réserve de 30 p. 100 des cotisations encaissées, le reliquat actif pourra être remis aux sociétaires à titre de ristourne.

\*  
\* \*

(1) Art. 3, statuts.

(2) Art. 6, statuts.

— Tels sont, avec leurs résultats, les groupements corporatifs formés entre patrons soumis à la législation nouvelle.

Dans son rapport du 2 juin à l'assemblée des actionnaires, M. Marestaing se montre sévère à l'égard de ces « mutualités hâtivement conçues ». Il fait remarquer qu'avec l'assurance mutuelle, les bases de garantie n'acquièrent de solidité qu'à la longue, lentement, à mesure que s'augmente le nombre des adhérents.

Mais il ne faut pas oublier que certaines industries présentent peu de dangers, l'industrie textile par exemple, et on conçoit qu'à ces industries, la mutualité puisse parfaitement convenir, malgré le petit nombre des adhérents.

## SECTION 2. — Les Mutuelles ordinaires.

Nous avons déjà dit que ces Mutuelles se distinguent des précédentes par le caractère suivant : tandis que les Corporatives sont formées entre patrons appartenant au même groupe d'industries, les Mutuelles ordinaires, au contraire, ont pour adhérents des patrons appartenant à toute espèce d'industries.

Nous n'avons pas à revenir sur ces détails.

Examinons les faits :

\* \* \*

1° Depuis le 27 février 1892, existait la *Caisse d'assurances mutuelles des Chambres syndicales contre les accidents*. Cette Caisse avait été fondée par M. Matignon.

Elle existe encore aujourd'hui, mais ne garantit pas les risques prévus par la loi du 9 avril 1898. Elle est spéciale à l'assurance des responsabilités qui découlent des articles 1382 et suivants du Code civil (vis-à-vis des ouvriers, des tiers, etc.).

Mais à côté de cette Société et parallèlement à elle, M. Matignon organisait, le 10 juin 1899, la *Mutualité industrielle*, Société d'assurances mutuelles contre la responsabilité des accidents du travail.

Cette Société est la transformation de la branche des Assurances collectives, de la Caisse des Chambres syndicales, en tant qu'assurant la responsabilité du patron vis-à-vis de l'ouvrier.

D'après les explications qui nous ont été personnellement fournies par M. Matignon, les industriels se montraient hostiles à l'assurance par l'Etat, et préféraient s'organiser eux-mêmes et librement en Syndicats mutuels.

Cette opinion nous fut maintes fois confirmée dans nos recherches.

La *Mutualité industrielle* est d'essence corporative. L'œuvre de M. Matignon fut, en effet, de réunir en petits groupes, les patrons des mêmes industries et à solidariser ces groupes. La *Mutualité industrielle* ne serait donc autre chose qu'une *réunion de petites Corporatives*. Nous donnerons plus loin des détails sur cette organisation assez curieuse.

Contrairement aux autres Mutuelles qui font souscrire des engagements pour une période de cinq ans au moins, la *Mutualité industrielle* n'admet des polices que pour une période de de trois ans.

Le cautionnement a été constitué par l'émission de *parts de cautionnement au poricur* de 1,000 francs, donnant droit à un intérêt annuel de 4 p. 100 et remboursable en vingt ans.

— Nous avons dit, à la fin de notre troisième partie, quels progrès pourrait faire faire à la diminution du coût de l'assurance, la mise en application d'un système préventif contre les accidents.

Pour rendre pratique et encourager un tel système, la *Mutualité industrielle* accorde un dégrèvement à tout sociétaire affilié à une association ayant pour but la prévention des accidents, la surveillance des appareils à vapeur, ou l'installation d'appareils électriques, qui, dans son établissement, a réussi à restreindre le nombre et l'importance des accidents, dans des proportions telles que le risque afférent à cet établissement, se trouve notablement amoindri.

En sens inverse, tout sociétaire qui refuserait d'apporter à une installation reconnue défectueuse, les améliorations exigées, serait soumis à un relèvement de cotisation, jusqu'à concurrence du maximum du fonds de garantie (1).

Ajoutons enfin que sur le solde créditeur de l'exercice, après la constitution de la réserve mathématique et l'amortissement des parts de cautionnement, il est fait un prélèvement affecté à la constitution d'un fonds de réserve, dont le montant est fixé tous les trois ans par l'Assemblée générale, et qui peut être

(1) Article 24, statuts.

employé à créer des dispensaires, des hôpitaux spéciaux pour les victimes, ou un immeuble.

Le fonctionnement de cette Société est assez intéressant. Nous avons dit qu'elle était une réunion de *petites Corporatives*. Voici, en effet, sa manière d'opérer :

Chaque patron a un *compte personnel* qui permet de comparer le chiffre de ses cotisations à la totalité des charges qu'il impose, de son fait, à la Société.

Or, des comptes sont ouverts *par groupes de sociétaires ayant des risques connexes*, et, en principe, les recettes annuelles de chaque groupe doivent suffire à ses dépenses.

L'idée dominante, on le voit, est le principe du mutualisme corporatif.

Tous les trois ans, si le compte d'un groupe donne lieu à un solde créditeur, ce solde est réparti entre les sociétaires de ce groupe, et porté au crédit de leur compte.

Si, au contraire, les dépenses occasionnées par le groupe sont supérieures à ses recettes, la Société fait à ce groupe l'avance des sommes nécessaires au rétablissement de l'équilibre.

Le prêt aux groupes en déficit est fait à l'aide des excédents antérieurs qu'ils pouvaient avoir, et, en cas d'insuffisance, à l'aide du fonds de réserve. Mais, à l'exercice suivant, les cotisations des patrons du groupe en déficit sont augmentées.

En un mot, la base essentielle de cette Société est la suivante : réunion de petites Corporatives, composées de patrons appartenant aux mêmes groupes, et se venant mutuellement en aide grâce à un fonds de réserve alimenté par l'ensemble des groupes.

Quelle était au 1<sup>er</sup> novembre 1899, c'est-à-dire à l'époque de notre enquête, la situation de cette Mutuelle ? Combien comptait-elle de groupes et de patrons ? M. Matignon n'a pu nous communiquer ces résultats.

Ce que nous savons toutefois, c'est que pour être constituée, elle devait avoir, conformément à l'article 46 des statuts, au moins 25 *adhérents*. Or, en fait, à sa fondation, elle avait groupé 109 patrons, et le chiffre des salaires assurés était exactement de 10,335,227 francs.

Ajoutons, enfin, qu'un journal parisien (1), reproduisant une interview de l'un de ses reporters auprès de M. Jouanny, secré-

(1) L'*Éclair* du 8 septembre 1899.

taire général de la *Mutualité industrielle*, rapportait les paroles suivantes, attribuées à M. Jouanny : « Notre Société assurait, le 15 juin dernier, 10 millions de salaires ; elle en assure aujourd'hui près de 50 millions. Nous serons à 100 avant la fin du mois. »

Les tarifs ne sont, cependant, pas inférieurs à ceux des Compagnies. Ainsi, pour certains risques la cotisation annuelle, c'est-à-dire la cotisation affectée au fonds de prévoyance, s'élève à 7,20 ; 7,80 ; 8,85 ; 9,45 ; 10,20 ; 11,40, et même à 12 francs p. 100 des salaires.

\*  
\* \*

2° La mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898 a donné naissance à une autre Mutuelle non moins originale que celle dont nous venons de parler : « En créant cette Société, nous disait M. Pierre, son directeur et fondateur, nous avons voulu faire écarter toute proposition d'assurance obligatoire par l'État. »

Bien que cette Société, dans une page intitulée « L'Assurance nouvelle », et qui sert de préface à ses statuts, déclare être ni une Compagnie parce qu'elle n'a pas d'actionnaires, ni une Mutuelle parce qu'elle possède un capital, au fond des choses, il faut voir en elle une véritable Mutuelle, mais originalement organisée.

Elle s'intitule *La Participation, société coopérative et fédérative d'assurances contre les accidents*. Elle explique elle-même ses deux caractères de *coopération* et de *fédération*.

Elle est *coopérative*, disent ses fondateurs, parce que tout patron associé *coopère* ou *participe* :

A la constitution du capital nécessaire ;

Au paiement des sinistres ;

Aux nécessités administratives.

Mais, même dans les Compagnies, n'y trouvons-nous pas la coopération ? est-ce que l'assuré, par le paiement de sa prime, ne participe pas à la diversité des frais nécessités par l'assurance ? Aussi sur ce caractère, commun à toutes les Sociétés, nous ne nous étendrons pas davantage.

Quant au caractère *fédératif* dont elle se qualifie, il est plus original et se rapproche beaucoup de celui de la *Mutualité industrielle*.

Il mérite quelques développements :

L'ensemble des patrons de la Société est réparti en groupes,

mais non plus professionnels ou corporatifs comme nous l'avons vu dans la Société précédente, mais en *groupes régionaux*.

Ces groupes, disent les statuts (1), doivent être aussi *autonomes* que possible. Chaque groupe est administré par un *Conseil régional, élu par les sociétaires*.

Ces groupes sont *fédérés* entre eux sous l'administration d'un Conseil central, qui est à la tête d'un groupe central, auquel sont rattachés les patrons n'appartenant à aucune circonscription déterminée.

Pour être valablement constitué, un groupe doit comprendre au moins 7 patrons, réunissant au moins 300,000 francs de salaires.

Le Conseil régional qui est à la tête de chaque groupe, est élu par les Sociétaires faisant partie du groupe. Il se compose de 3 membres, si la circonscription compte moins de 100 adhérents, et de 5, si les patrons du groupe sont au nombre de 100 ou au-dessus.

En principe, le groupe régional a l'arrondissement pour circonscription territoriale. Cependant, si la même circonscription réunit au moins 500 patrons, et si 100 sociétaires au moins désirent former un groupe dissident, il peut être créé un nouveau groupe.

En dehors de certaines attributions d'ordre purement intérieur, ces groupes régionaux ont principalement pour but, par l'intermédiaire de leur conseil, de régler les sinistres. Somme toute, ces groupes peuvent être comparés aux agences générales des Compagnies ou autres Sociétés.

Le caractère essentiel de ces groupes est le suivant, et à ce point de vue, ils offrent une grande analogie avec les groupes corporatifs de la *Mutualité industrielle*. Dans cette dernière, les groupes professionnels, autant que possible, doivent se suffire à eux-mêmes. C'est avec les cotisations de chaque groupe que les sinistres doivent se régler. Dans la *Participation*, le principe est le même : il est contenu dans l'article 20 des statuts, ainsi conçu : « Le principe étant l'autonomie et la fédération des groupes régionaux, un groupe doit d'abord se suffire à lui-même jusqu'à concurrence de sa participation au fonds de prévoyance, et dans le cas d'insuffisance, le déficit est réparti sur les autres groupes jusqu'à concurrence de leur participation au fonds de prévoyance, et au prorata de leur situation. »

(1) Art. 10.

Si tous les groupes sont en déficit et ont versé l'intégralité du fonds de prévoyance, il faut forcément faire appel au fonds de garantie. L'appel se fait alors aux groupes, au prorata de leur situation et jusqu'à concurrence du fonds de garantie.

Les groupes, sous certaines conditions, peuvent se séparer de la Société, et avoir une existence absolument indépendante, sans aucun lien d'attache avec la Société primitive. En un mot, ils peuvent devenir des Mutuelles nouvelles, régionales.

Dans ce cas, le groupe doit avoir au moins 3 années d'existence, et l'avis favorable des  $\frac{2}{3}$  au moins de ses membres est exigé. Il doit prendre, en outre, une dénomination nouvelle. Il est tenu d'abandonner à la Société dont il se sépare, la partie du fonds social employée aux frais de premier établissement et non encore amortie. Il doit justifier, de plus, qu'il est en mesure de satisfaire aux prescriptions de la loi de 1898, c'est-à-dire avoir les sommes nécessaires à son cautionnement.

Le cautionnement de la participation est constitué par les sociétaires eux-mêmes, proportionnellement aux salaires assurés.

Un intérêt annuel de 5 p. 100 est attribué aux titulaires de « parts ».

Les patrons sociétaires ont cependant la faculté de fournir leur « part » de cautionnement par l'entremise des tierces personnes, jusqu'à concurrence de  $\frac{3}{5}$ . Ces tiers ne sont autre chose que des bailleurs de fonds.

Somme toute, l'organisation de cette Mutuelle présente de grandes analogies avec la *Mutualité industrielle*. Ce qui les distingue, c'est que dans l'une, les groupes sont à base territoriale, tandis que dans l'autre, la profession est l'assise du groupement. Cette dernière organisation nous paraît préférable (1).

\*  
\* \*

3° Depuis plusieurs années déjà existe l'*Industrie française*. Son organisation et son fonctionnement n'offrent rien de particulier. Au 1<sup>er</sup> novembre, elle comptait environ 1,500 patrons (2) assurés conformément à la loi du 9 avril 1898.

\*  
\* \*

4° et 5° Citons enfin, sous cette forme, la *Préservatrice*, à la

(1) Nous n'avons pu obtenir le nombre des industriels affiliés à cette Société.

(2) Ce renseignement nous a été donné par le Directeur.

fois Mutuelle et Compagnie, et les *Travailleurs français*, de Chartres.

Les résultats de ces deux Sociétés ne nous sont pas connus (1).

### SECTION 3. — Les Syndicats de garantie.

Nous avons dit, dans notre deuxième partie, que sous l'épithète de Syndicats de garantie les patrons, dans la réalité, formeraient de véritables Sociétés d'assurances mutuelles, et éviteraient ainsi l'obligation de déposer un cautionnement.

C'est bien ainsi, en effet, que les choses se sont passées.

Deux Syndicats de garantie se sont formés : 1° L'*Union parisienne des entrepreneurs et industriels*; 2° et le *Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics*.

1° L'épithète de *parisienne* pourrait laisser supposer que le premier de ces Syndicats ne s'est formé qu'entre patrons de Paris ou du département de la Seine, et aurait ainsi un caractère régional. Il n'en est rien, cependant. Il opère dans toute la France et groupe toute catégorie d'industriels.

La création de ce Syndicat est due à l'initiative de M. Marc Barthélemy.

M. Barthélemy dirigeait depuis longtemps déjà l'important groupement patronal de l'*Union parisienne des entrepreneurs et industriels*. Depuis le vote de la loi du 9 avril 1898, il étudiait les moyens de transformer ce groupement en Syndicat de garantie.

(1) On sait que les Sociétés de secours mutuels sont appelées à jouer un certain rôle en ce qui concerne l'assurance de l'incapacité temporaire.

Quel est le nombre exact des Sociétés opérant conformément à la loi du 9 avril 1898 ? C'est un point sur lequel nos recherches sont restées infructueuses.

La connaissance de cette question n'avait, d'ailleurs, qu'une importance bien secondaire, car il est rare qu'un patron qui a affilié ses ouvriers à une Société de secours mutuels pour les risques d'incapacité temporaire, ne soit pas assuré pour les autres risques à un autre organe.

Or, du moment que notre enquête a porté sur ces organes, les résultats obtenus ne présentent pas de lacune.

L'affiliation d'ouvriers aux Sociétés de secours mutuels se remarque principalement dans la haute industrie, notamment dans les *Forges*, les *Textiles*, les *Sucreries*.

Au 31 décembre 1894, on comptait 10,328 Sociétés de secours mutuels, groupant 1,583,469 membres.

(*Bulletin de l'Office du travail*, mars 1898, p. 203 et sq.)

Il avait déjà mené une campagne ardente en vue de la réalisation pratique d'un tel Syndicat. Dès le mois de mai 1898, par des conférences, des brochures, des articles dans la presse, il préconisait la création de cet organe.

Il écrivait, le 14 mai 1898 : « Nous fonderons, dès que les décrets de l'application de la loi auront été officiellement publiés, un grand Syndicat où nous convierons toutes les professions. »

Poursuivant sa campagne il lisait, le 31 décembre 1898, un rapport à l'assemblée générale de la Chambre syndicale des carriers français, rue de Lutèce, et concluait ainsi : « Nous nous sommes entendus pour organiser le premier Syndicat de garantie et retirer de cette loi plutôt politique par origine, dirions-nous, un principe d'économie sociale. Nous arriverons à créer non un Syndicat d'intérêts divers et particuliers, mais un Syndicat de coopération, c'est-à-dire, une *Fédération de Syndicats*. »

Et, terminant son rapport, il ajoutait : « Je n'hésite pas à vous demander votre adhésion à ce principe. »

A la suite de ce rapport, l'assemblée générale des *Carriers français* vota son adhésion au Syndicat.

C'était le premier élément : l'œuvre, en principe, était fondée et, le 22 mars 1899, le Syndicat des carriers de Seine-et-Oise, le Syndicat des entrepreneurs de Seine-et-Oise, le Syndicat des carriers français, se réunissaient avec l'assistance de MM. Bonnefille, sénateur ; Gauthier de Clagny, Aimond, Gervais, Cornudet, Haussmann, Caplain, députés, et engageaient M. Barthélemy à continuer son œuvre.

Successivement d'autres groupes vinrent se joindre à ce premier noyau. Citons, parmi ces groupes, la Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics de Paris, la Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics de la Seine, le Syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux publics de France, le Syndicat des maréchaux-ferrants, les Chambres syndicales de Montargis, d'Angers, d'Agen, d'Angoulême, de Châlons-sur-Marne, etc.

On sait que dans les Syndicats de garantie, les patrons sont tenus *in infinitum* du paiement des indemnités. Cette solidarité, au bout d'un certain temps, peut devenir très lourde. Il y a un moyen d'y remédier : c'est de liquider les charges. Les adhérents qui contracteront postérieurement à cette liquidation, ne sont alors tenus que des sinistres survenus depuis le règlement

définitif. Le décret du 28 février 1899 dit formellement que « la liquidation des charges peut être périodique ».

M. Barthélemy sollicita et obtint une entrevue du ministre du commerce, et lui demanda « si les Syndicats de garantie pouvaient faire une liquidation après chaque exercice annuel, de manière à rompre, par le fait même de la liquidation, la solidarité qui existait entre les membres ». Le ministre du commerce, après examen de la question, répondit affirmativement.

Chaque année, l'*Union parisienne* fait une liquidation des charges, et met ainsi fin à une solidarité qui, à la longue, pourrait être très lourde.

L'*Union parisienne* ne fait pas le service des rentes et verse à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, le montant des capitaux constitutifs des pensions.

Le 5 octobre 1899, ce Syndicat comptait 1,200 *adhérents*. Les salaires déclarés s'élevaient à 50 millions, et l'on prévoyait un encaissement annuel de primes de 1,200,000 francs (1).

Le 1<sup>er</sup> novembre 1899, c'est-à-dire à l'époque de notre enquête, on comptait 1,500 *patrons syndiqués*.

\*  
\*\*

Les origines du *Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics*, remontent à la Mutuelle des entrepreneurs de maçonnerie, qui a fonctionné de 1859 au 1<sup>er</sup> juillet 1899.

Ce Syndicat s'est formé entre les entrepreneurs faisant partie de la Chambre syndicale des Entrepreneurs de Paris et du département de la Seine (2).

Il admet également les entrepreneurs de bâtiments ou travaux publics, des départements de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de l'Oise.

Ce Syndicat se distingue donc de celui de l'*Union parisienne*. Ce dernier admet toute espèce d'industriels ; l'autre, au contraire, est spécial aux entrepreneurs de bâtiments ou de travaux publics.

L'un s'étend à toute la France ; l'autre ne groupe que les patrons de 4 départements.

Cependant, un syndiqué peut exécuter des travaux en dehors de ces 4 départements, pourvu que ce soit sur le territoire

(1) Circulaire du 5 octobre 1899.

(2) Art. 1 statuts. Nous avons vu qu'une partie de ces entrepreneurs avait adhéré à l'*Union parisienne*.

continental, et moyennant une autorisation spéciale du conseil d'administration, et sous réserve d'un supplément de cotisation.

Ce syndicat que nous appellerions *corporatif*, puisqu'il n'admet que les patrons d'un même groupe d'industrie, possédait à sa fondation, le reliquat actif provenant de la liquidation de l'assurance mutuelle de la Chambre syndicale des Entrepreneurs de maçonnerie, estimé à 150,000 francs. Il impose à chaque syndiqué, outre les cotisations dont il sera tenu dans la suite, un droit d'entrée de 150 francs.

Il s'est constitué pour une période quinze années. Il fait lui-même le service des rentes, mais tous les cinq ans, une Assemblée comprenant les deux tiers des syndiqués peut procéder à la liquidation du passif « rentes viagères », en versant à la Caisse nationale des retraites, l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes ; ou encore à la transformation du Syndicat en Société d'assurances mutuelles.

Nous avons vu qu'à l'Union parisienne, la liquidation périodique est annuelle, et que le Syndicat verse chaque année, à la Caisse des retraites, les capitaux constitutifs des rentes.

Cependant, au Syndicat corporatif des travaux publics, en principe, chaque exercice doit être liquidé chaque année avec ses propres ressources ; c'est-à-dire que les primes ou cotisations doivent suffire au règlement des sinistres survenus dans la même période. En cas d'insuffisance, on a recours au fonds de réserve. Si celui-ci était lui-même insuffisant, il y aurait lieu de faire un appel supplémentaire auprès des syndiqués.

Somme toute, la cessation de solidarité résultant de la liquidation périodique, peut se faire, mais à des périodes moins rapprochées qu'à l'Union parisienne, qui liquide intégralement chaque année et verse les capitaux nécessaires au service des pensions, à la Caisse des retraites. En cas de dissolution, les capitaux disponibles, s'il en existe, sont acquis de droit à la Chambre syndicale des Entrepreneurs de maçonnerie de Paris et du département de la Seine.

Tout entrepreneur qui veut adhérer à ce Syndicat de garantie, mais qui ne fait pas partie de la Chambre de maçonnerie, doit présenter une demande d'adhésion contresignée par deux membres faisant déjà partie du Syndicat.

A côté du Syndicat et parallèlement à lui, fonctionne, au profit des mêmes industriels des départements sur lesquels le Syndicat étend ses opérations, une *Société mutuelle d'assurances du*

*bâtiment et des travaux publics contre les risques des tiers.*

Quand nous fîmes notre enquête, il fut répondu à notre questionnaire que le Syndicat comptait 750 patrons appartenant aux départements ci-dessus énumérés. Les salaires déclarés atteignaient le chiffre de 60 millions, et les ouvriers assurés étaient environ au nombre de 30,000.

Pendant le troisième trimestre, il a été exactement déclaré pour 13,473,198 francs de salaires, représentant 429,812 francs de cotisations (1).

En ce qui concerne la prévention des accidents, le conseil d'administration du Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics a décidé, dans une réunion du 28 décembre 1899 (2), que, chaque année, des diplômes seraient délivrés aux chefs de chantiers, d'ateliers ou contremaîtres (professions autres que la maçonnerie), qui auront conduit sans interruption un travail d'une certaine importance, sans qu'il en soit résulté d'accident, soit aux ouvriers employés à ce travail, soit aux tiers, en ne tenant pas compte des petits accidents ayant entraîné une incapacité de travail de moins de dix jours.

Chacun de ces diplômes est doté d'une somme de 100 francs.

Ce procédé constitue un heureux encouragement à l'initiative des chefs d'entreprise, dont l'amour-propre, autant que l'intérêt personnel, les poussera à recourir aux moyens susceptibles de rendre moins fréquents les accidents.

En pareille matière, l'œuvre du législateur doit être secondée par l'initiative privée.

(1) V. *Journal des Entrepreneurs* du 19 novembre 1899.

(2) V. *Journal des Entrepreneurs* du 31 décembre 1899.

## CHAPITRE IV

### La Caisse nationale.

Nous nous sommes maintes fois adressé à la Caisse des dépôts et consignations pour essayer d'obtenir les résultats de cet organe de l'État. Chaque fois, nos démarches sont restées infructueuses. Aucune statistique officielle n'a encore paru.

Néanmoins, étant donné le passé peu brillant de cette Caisse, qui, actuellement, n'assure pas l'incapacité temporaire ; étant donné le grand nombre des divers organes que nous avons signalés, représentés par une légion d'agents à la recherche des contrats ; l'absence d'intérêt personnel susceptible d'activer le zèle des fonctionnaires de l'État, chargés de recevoir les polices ; les tarifs de la Caisse nationale, au moins aussi élevés que ceux des autres organes, tout nous laisse supposer que le nombre des patrons assurés à l'État ne peut qu'être très restreint.

Nous nous sommes laissé dire que le nombre des assurés, conformément à la loi du 9 avril 1898, n'était pas supérieur à 1,200.

Nous n'avons pu toutefois contrôler la véracité de cette affirmation, et, sur ce point, nous ne pouvons que nous abstenir.

## CHAPITRE V

### Service des rentes.

Nous avons vu que pour les cas de mort ou d'incapacité permanente, la victime ou ses représentants avaient droit à une pension, et que les différents organes d'assurances pouvaient, comme les patrons débiteurs auxquels ils sont substitués, faire eux-mêmes le service des rentes ou se décharger de ce service, en versant à la Caisse nationale des retraites, les capitaux constitutifs.

Dans la pratique, les deux systèmes ont été à peu près également employés.

Certains organes, Compagnies, Mutuelles corporatives ou non, ont préféré se charger eux-mêmes de ce service.

Parmi les Compagnies, citons l'*Éternelle*, la *Zurich*, la *Société suisse*; parmi les Mutuelles : le *Syndicat du Nord* (Corporative de l'industrie textile); la *Responsabilité agricole* (Corporative agricole); la *Caisse syndicale mutuelle des agriculteurs de France* (1). Cependant, cette dernière Mutuelle s'est réservé la faculté de verser les capitaux à la Caisse des retraites. Citons encore l'*Industrie française* (Mutuelle ordinaire), et, comme Syndicat de garantie, celui des travaux publics (2) (ancienne assurance mutuelle de la Chambre de maçonnerie).

D'autres, au contraire, ont trouvé plus avantageux de se décharger de l'obligation de constituer une réserve mathématique, en laissant à la Caisse des retraites le soin d'effectuer elle-même ce service. Signalons le *Patrimoine*, la *Caisse des Familles*, la *Foncière*, l'*Espérance*, parmi les Compagnies; l'*Alimentation*, la *Caisse syndicale mutuelle des textiles*, à Armementières (3); l'*Auxiliaire*, parmi les Mutuelles corporatives. La *Mutualité industrielle* a le choix (4).

(1) Art. 19, statuts.

(2) Art. 16, statuts.

(3) Art. 22, id.

(4) Art. 25, id.

Enfin, nous avons vu que le Syndicat de garantie de *l'Union parisienne des entrepreneurs et industriels*, devait verser, chaque année, à la Caisse des retraites, l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et faire cesser ainsi la solidarité de ses membres, par cette liquidation périodique.

## CHAPITRE VI

### Appréciation générale du mouvement des patrons vers l'assurance.

Les résultats donnés par l'enquête que nous avons faite auprès de tous les organes de l'assurance, nous permettent d'apprécier d'une manière générale, mais juste cependant, le mouvement des patrons vers l'assurance.

Sans doute, le chiffre total que nous allons citer peut n'être pas d'une rigueur mathématique absolue. Mais la connaissance *rigoureusement exacte* de ce chiffre n'a qu'une importance secondaire, car notre étude n'est pas un travail de statistique.

Quel est approximativement, mais aussi exactement que possible cependant, le nombre des patrons assurés conformément à la législation nouvelle ? Voilà ce que nous voulions savoir non point seulement pour satisfaire une légitime curiosité, mais encore pour servir de base à la conclusion que nous devons tirer de notre étude, car nous trouverons dans ces résultats un argument non pas théorique, mais *de fait*, pour ou contre le principe de l'assurance obligatoire.

Pour porter une appréciation sur ce mouvement vers l'assurance, la connaissance de deux termes nous paraît indispensable.

1° *Quel est le nombre des patrons soumis à la loi du 9 avril 1898 ?*

2° *Quel est le nombre des patrons assurés ?*

1° Le premier de ces termes est assez difficile à connaître : l'article 1<sup>er</sup> de la loi n'est pas limitatif, et dans les travaux parlementaires nous avons vainement cherché des chiffres qui puissent nous être utiles.

Cependant, puisque par cet article premier nous connaissons les principales entreprises assujetties à la législation nouvelle, nous pouvons connaître le nombre des patrons qui se livrent à ces entreprises, grâce aux données du dernier recensement.

Or, dans le *Bulletin de l'Office du travail* (1), nous relevons les chiffres suivants :

| GROUPES D'INDUSTRIES                          | PATRONS          | OUVRIERS DES DEUX<br>SEXES |
|-----------------------------------------------|------------------|----------------------------|
| Industrie textile (fil et tissus).....        | 78.400           | 722.210                    |
| Industrie extractive.....                     | 24.081           | 207.214                    |
| Industrie métallurgique.....                  | 6.202            | 95.373                     |
| Fabrication d'objets en métal.....            | 104.060          | 303.298                    |
| Industrie du cuir.....                        | 72.602           | 124.528                    |
| Industrie du bois.....                        | 125.551          | 143.182                    |
| Industrie céramique.....                      | 14.854           | 104.011                    |
| Produits chimiques.....                       | 4.718            | 36.590                     |
| Industrie du bâtiment.....                    | 173.454          | 430.514                    |
| Industrie de l'éclairage.....                 | 4.320            | 21.547                     |
| Industrie de l'ameublement.....               | 43.800           | 92.270                     |
| Industrie de l'habillement et de la toilette. | 225.054          | 700.901                    |
| Industrie de l'alimentation.....              | 103.004          | 128.398                    |
| Industrie du papier (imprimeurs, etc.)....    | 15.043           | 96.705                     |
| Industrie du luxe.....                        | 23.031           | 70.385                     |
| Établissements de l'État.....                 | 2.585            | 42.191                     |
| <b>Totaux.....</b>                            | <b>1.021.659</b> | <b>3.319.217</b>           |

Toutes ces industries ne sont cependant pas régies par la loi de 1898, et la nécessité de l'assurance ne s'impose pas à un certain nombre de ces patrons.

a) Ainsi, un grand nombre de patrons compris dans la catégorie génériquement dénommée : industrie de l'*ameublement*, échappent à la législation nouvelle. Nous ferions la même observation pour l'*habillement* et la *toilette*.

b) Remarquons, en outre, qu'en fait, dans ce tableau figurent des patrons, petits industriels, travaillant pour leur compte, sans emploi d'ouvriers. Leur responsabilité, *existante en droit*, disparaît faute d'objet. Certains métiers se font en famille, sans l'aide de personnes étrangères à la famille, notamment dans l'industrie textile.

Aussi, faisons largement la part des choses en tenant compte de ces deux observations, et admettons que, sur 1,021,659 patrons, la moitié seulement, soit même 500,000, exercent une profession soumise à la loi de 1898 et emploient *effectivement* un personnel vis-à-vis duquel leur responsabilité puisse être engagée.

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, novembre 1894.

Sur ces 500,000 patrons, et nous pensons que ce chiffre est loin d'être exagéré, combien sont garantis par l'assurance ? Tel est le deuxième élément qui nous reste à connaître.

2° Nous avons vu, d'après les résultats de notre enquête, que nous comptons au 1<sup>er</sup> novembre :

Assurés aux *Compagnies*, 86,716. Mettons 90,000 environ. Dans les *Mutuelles corporatives*, il y avait :

|                                                |       |         |
|------------------------------------------------|-------|---------|
| Aux Forges.....                                | 96    | patrons |
| Aux Textiles.....                              | 330   | —       |
| Aux Sucreries.....                             | 160   | —       |
| Aux Textiles d'Armentières.....                | 50    | —       |
| Aux Textiles de Roubaix.....                   | 75    | —       |
| A l'Auxiliaire (entrepreneurs de construction) | 400   | —       |
| A la Caisse des entrepreneurs de Reims.....    | ?     | —       |
| A l'Alimentation.....                          | 500   | —       |
| A la Responsabilité agricole.....              | 2,500 | —       |
| Aux Agriculteurs de France.....                | 50    | —       |
| Soit.....                                      | 4,211 | —       |

En tenant compte de la Corporative de Reims, dont les résultats nous sont inconnus, comptons en chiffres ronds, comme affiliés à des Mutuelles corporatives . . . . . 4,500 patrons.

Aux 5 Mutuelles ordinaires, avec une moyenne de 1,500 patrons par Société, nous atteignons le chiffre de.. 7,500 (1).

Enfin les deux Syndicats de garantie avaient exactement 1,200 + 750, soit 1,950 adhérents.

Admettons, et ce chiffre est supérieur à la réalité, que 1,200 patrons soient assurés à la Caisse nationale, le nombre des patrons assurés conformément à la loi de 1898 serait donc de :

|                                 |
|---------------------------------|
| 90,000                          |
| 4,500                           |
| 7,500                           |
| 1,950                           |
| 1,200                           |
| <hr/>                           |
| 105,150 (au maximum = 105,150). |

Nous sommes encore loin du nombre de 500,000. Et cependant, notre enquête n'ayant pas un caractère officiel, les divers

(1) Ce chiffre serait même plutôt fort. Car, parmi ces 5 Mutuelles, une seule a donné ses résultats. L'*Industrie française*, qui existait depuis un certain nombre d'années déjà, garantissait 1,500 patrons. Elle passait pour une des Mutuelles qui avaient groupé le plus de sociétaires. Nous ne croyons pas être démenti en disant que, dans ces 5 Sociétés, les *Travailleurs français de Chartres* aient un aussi grand nombre d'assurés.

organes avaient plutôt intérêt, dans leurs réponses, à majorer peut-être légèrement le nombre de leurs adhérents, d'où il suit que ce chiffre de 105,150 ne peut passer pour inférieur à la réalité.

Aussi, en présence de ces résultats, nous serions partisan de l'*assurance obligatoire*.

## CONCLUSION

### **L'Assurance obligatoire (1).**

Le système de l'assurance obligatoire n'est pas nouveau. Il est pratiqué en Allemagne depuis 1884, en Autriche depuis 1887, et l'Italie l'a inscrit dans sa législation en 1897.

On aurait pu croire, lorsque la loi du 9 avril 1898 fut mise en vigueur, que l'introduction dans nos lois du principe de l'assurance obligatoire, n'aurait pu présenter qu'une importance bien secondaire. L'intérêt personnel, ce grand levier de l'activité économique, ne suffisait-il pas à réparer la lacune législative ?

On pouvait s'attendre à voir la masse industrielle se tourner vers l'assurance comme vers la planche de salut. Et cette attente se concevait d'autant mieux que le patronat tout entier avait fait entendre au Parlement ou dans la presse, les plus vives récriminations. Et cependant, cette loi si ardemment combattue, d'une élaboration si pénible et qui a soulevé tant de colères, n'a plus trouvé en face d'elle, au lendemain de son application, qu'une apathique indifférence.

Une fois de plus, l'expérience a prouvé combien sont inefficaces les idées de prévoyance quand celle-ci n'est pas imposée par la loi. Sur 500,000 industriels au moins soumis à la législation nouvelle, 1/5 environ a eu recours à l'assurance quatre mois après l'application de cette loi.

Sans doute, le système du service des pensions, substitué dans la plupart des cas au versement d'un capital, peut paraître moins lourd. Sans doute aussi, pour bien des patrons le service d'une rente de 500 ou 600 francs n'est pas une charge accablante. Mais pour un grand nombre aussi, cette charge peut être une gêne susceptible de se traduire finalement par la faillite ou par la ruine.

Maintes fois, au cours de notre enquête, cette pensée nous fut exprimée que bien des petits patrons pouvaient se passer

(1) En parlant de l'assurance obligatoire, nous nous plaçons uniquement sur le terrain des faits.

de l'assurance, parce qu'ils n'employaient qu'un nombre assez restreint d'ouvriers, deux ou trois au plus. Mais c'est précisément en songeant aux petits patrons, que nous préconisons le principe de l'assurance obligatoire. Nous n'ignorons pas que les « Compagnies de chemins de fer, comme le dit M. Cheysson, qui emploient 60,000 agents et plus, sont de taille à se servir à elles-mêmes d'assureurs et à remplir les exigences tracées par la loi vis-à-vis de leurs ouvriers » (1).

Mais on oublie trop que dans bien des cas, ces petits patrons qui n'ont à leur service que deux ou trois ouvriers peuvent être incapables de faire face aux exigences de la loi. Il en est de ces patrons, dont les bénéfices nets ne sont guère supérieurs à 1,000 ou 2,000 francs, et pour lesquels la fermeture de l'établissement ou la cessation du métier s'imposera au lendemain du sinistre.

Voilà ceux pour qui l'assurance était une nécessité, et voilà précisément ceux qui, par ignorance ou apathie, ont négligé de parer au danger.

On n'a d'ailleurs qu'à interroger ces petits industriels, pour être convaincu que beaucoup, comme nous l'écrivait M. Duchemin, secrétaire général de la *Réparatrice*, « ignorent la loi, ne peuvent pas se syndiquer et attendent la faillite en négligeant de s'assurer ».

La petite épargne est pourtant florissante dans notre pays, plutôt travailleur et économe. On préconise l'épargne, parce qu'on attend d'elle un intérêt direct. L'assurance, cette « forme supérieure de la prévoyance », est reléguée au second plan, quoique non moins utile que l'épargne, parce qu'on voit trop dans la prime ou cotisation, une mise à fonds perdue.

En présence de ces résultats, le devoir du législateur, croyons-nous, est de rendre l'assurance obligatoire. Ce que l'intérêt personnel n'a pu faire, il doit le faire lui-même.

Il y va de l'intérêt *individuel* et *social*: *Individuel* ? est-il à peine besoin de le dire ?... *Social* ? Il est de l'intérêt de la société que les membres qui la composent, atténuent autant que possible les conséquences des dangers qui les menacent. La loi du 9 avril 1898 a imposé au patronat, des charges qui, sans être écrasantes, sont suffisamment lourdes pour que l'assurance soit prescrite comme un moyen pratique de les alléger.

— Il n'entre pas dans notre étude de discuter le principe de

(1) CHEYSSON. *Congrès de Milan*, Gruner, t. I, 1894.

l'assurance obligatoire. Nous ne pouvons cependant nous empêcher d'examiner aussi brièvement que possible, les deux principales objections qui lui sont faites :

1<sup>o</sup> Rendre l'assurance obligatoire, dit-on, c'est marcher dans la voie du socialisme.

Qu'importe le nom donné aux choses si le système est bon ?

Et puis, peut-on vraiment soutenir que ce soit faire du socialisme, que de décréter l'assurance obligatoire ?

D'autant plus qu'on peut parfaitement admettre une organisation de l'assurance, à laquelle l'État resterait étranger. Pourquoi ne laisserait-on pas au patron le droit de choisir son assureur (1) ? L'organisation pourrait être ce qu'elle est actuellement, c'est-à-dire telle qu'elle est prévue par la loi de 1898. Seulement, tout patron serait tenu d'être assuré à l'un des organes reconnus, c'est-à-dire ayant versé son cautionnement, ou à un Syndicat de garantie (2).

Les patrons pourraient même rester leurs propres assureurs, à la condition toutefois de fournir un cautionnement proportionné à la main-d'œuvre (3).

C'était d'ailleurs l'idée qu'exprimait M. Dron, dans sa proposition de loi adoptée le 2 février 1891. « Tout chef d'entreprise, disait-il dans son article 18, peut rester son propre assureur, en versant un cautionnement égal à trente fois le salaire moyen, multiplié par le nombre des ouvriers, ou en remettant une inscription hypothécaire de toute sûreté et de même importance » (4).

Un tel système, nous semble-t-il, respecterait suffisamment la liberté de l'industriel. Car de deux choses l'une : Ou bien celui-ci préfère rester son propre assureur, et se sent assez de surface, assez de solidité pour faire face aux exigences de la loi, et alors il ne peut lui en coûter beaucoup de faire le dépôt d'un cautionnement, qui justifie qu'il est bien en état de supporter les charges d'un sinistre. Ou bien ce cautionnement est pour lui une charge qu'il ne peut supporter : ce qui alors est un symptôme d'infériorité pécuniaire qui se manifesterait pire encore, en présence d'un acci-

(1) V. GRÜNER. *Congrès de Milan*, 1895, t. II. Discours de M. Nicolle-Verstraete sur la propre assurance, pages 135 et sq.

(2) V. encore GRÜNER. Discours de M. Cheysson sur l'assurance obligatoire au choix de l'assureur, pages 121 et sq.

(3) Encore le rapport de M. LUIGI LUZZATI. Sur l'Avantage du libre choix de l'assureur en cas d'assurance obligatoire, I. 865. (*Milan.*)

(4) V. Rapport de M. LOUIS RICARD sur l'Assurance obligatoire, session de 1892, n<sup>o</sup> 1926. Proposition de M. Dron.

dent sérieux. Il y a alors dans ce cas, nécessité pour ce patron, de couvrir sa responsabilité par l'assurance.

En soutenant le système de l'assurance obligatoire, nous nous plaçons à un point de vue exclusivement pratique.

Si l'assurance est bonne quand elle est faite librement, pourquoi serait-elle mauvaise dans le cas contraire, surtout lorsque les patrons auraient toute latitude pour s'organiser entre eux, en Syndicats mutuels ou pour s'adresser aux Compagnies, selon la forme qui leur paraîtrait la plus avantageuse ?

2° Dira-t-on qu'avec l'assurance obligatoire, il y a atteinte à la liberté individuelle ? qu'on va créer des embarras aux petits patrons, en leur imposant le paiement de la prime d'assurance ?

On n'a pas craint cependant de mettre à leur charge les accidents de travail. En quoi consisterait donc cette atteinte à leur liberté qui aurait pour effet d'atténuer ces charges, qui grâce à l'assurance se traduiraient, en fait, par le simple paiement d'une prime ?

« Dans une société, disait M. Bouzom, dans le discours qu'il prononçait à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Toulouse, le 16 octobre 1899 (1), la liberté absolue est un leurre, que détruisent les exigences de la vie réelle. »

La fatalité joue un trop funeste rôle dans la vie humaine, et nous pensons que le législateur peut, sans trop froisser nos libertés, nous contraindre à nous préserver contre l'intensité des coups du sort, par l'assurance qui constitue, comme le disait Luigi Luzzati, « le triomphe de la prévoyance humaine sur le hasard ».

La loi du 9 avril 1898 passe pour imparfaite : nous n'avions pas à relever ses imperfections dans la partie qui n'avait aucun rapport avec notre étude.

Mais en ce qui concerne l'assurance, notre législation ne l'ayant pas rendue obligatoire, la loi de 1898 présente une lacune profonde et regrettable (2).

(1) BOUZOM. *Les accidents du travail dans la législation allemande.*

(2) Le principe de l'assurance obligatoire est passé dans la loi du 21 avril 1898. Tous les « inscrits maritimes y sont astreints à partir de l'âge de 10 ans. Il est créé au profit des marins une Caisse de prévoyance contre les risques et accidents de leur profession » (art. 1).



## TABLE DES MATIERES

|                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| PRÉFACE, BUT; PLAN. — AUTEURS A CONSULTER ET SOURCES..                                                        | 5  |
| PREMIÈRE PARTIE. — Généralités.....                                                                           | 11 |
| CHAPITRE I. — L'assurance contre les accidents en France avant la loi du 9 avril 1898.....                    | 12 |
| Section 1. — Objet et bref historique.....                                                                    | 12 |
| Section 2. — L'article 1382 du Code civil.....                                                                | 13 |
| (Assurance-réparation et assurance-responsabilité).....                                                       | 13 |
| Section 3. — Individuelles et collectives. — Statistique et comparaison.....                                  | 15 |
| CHAPITRE II. — La loi du 9 avril 1898. Économie de la loi.....                                                | 21 |
| Section 1. — Risque professionnel et indemnité forfaitaire.....                                               | 21 |
| Section 2. — Effets généraux de cette loi sur l'assurance.....                                                | 23 |
| DEUXIÈME PARTIE. — Effets juridiques de l'assurance. Organes. Régime de la loi.....                           | 26 |
| CHAPITRE I. — Effets juridiques de l'assurance d'après la loi du 9 avril 1898.....                            | 27 |
| Section 1. — « La substitution légale » de l'assureur à l'assuré. Portée et sens restrictifs de ces mots..... | 27 |
| Section 2. — L'action de l'ouvrier contre l'assureur de son patron. Directe ou oblique ?.....                 | 38 |
| CHAPITRE II. — Organes.....                                                                                   | 43 |
| A. — Compagnies.....                                                                                          | 43 |
| B. — Mutuelles.....                                                                                           | 47 |
| 1. — Ordinaires.....                                                                                          | 47 |
| 2. — Corporatives ou professionnelles.....                                                                    | 48 |
| 3. — Sociétés de secours mutuels.....                                                                         | 49 |
| C. — Syndicats de garantie. Sont-ils des organes d'assurance? Distinction.....                                | 51 |
| D. — Caisse nationale.....                                                                                    | 56 |
| CHAPITRE III. — Régime de la loi : garanties, contrôle et surveillance.....                                   | 63 |
| α) Cautionnement.....                                                                                         | 64 |
| β) Réserve mathématique.....                                                                                  | 66 |
| γ) Contrôle proprement dit et surveillance.....                                                               | 67 |
| R.                                                                                                            | 11 |

|                                                                                                                                                                                                              |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>TROISIÈME PARTIE. — Le coût de l'assurance.....</b>                                                                                                                                                       | <b>69</b>  |
| <b>CHAPITRE I. — Effets de la loi sur le coût de l'assurance.....</b>                                                                                                                                        | <b>70</b>  |
| <i>Section 1. — Comment se détermine le prix de revient de l'assurance.</i>                                                                                                                                  | 70         |
| <i>Section 2. — Influence de la loi sur les éléments qui déterminent ce prix.....</i>                                                                                                                        | 71         |
| <i>Section 3. — Comment par l'assurance, se trouvent réfutées les critiques d'après lesquelles la loi de 1898 favoriserait l'embauchage des étrangers et des célibataires. Les calculs autrichiens,.....</i> | 77         |
| <b>CHAPITRE II. — La prime et le tant p. 100 des salaires.....</b>                                                                                                                                           | <b>81</b>  |
| <i>Section 1. — Salaire légal et salaire effectif.....</i>                                                                                                                                                   | 81         |
| <i>Section 2. — La durée du risque couru.....</i>                                                                                                                                                            | 82         |
| <b>CHAPITRE III. — Examen et comparaison des tarifs.....</b>                                                                                                                                                 | <b>84</b>  |
| <i>Section 1. — Les tarifs dans les Compagnies.....</i>                                                                                                                                                      | 84         |
| A. — Analyse des éléments qui majorent la <i>prime pure</i> .....                                                                                                                                            | 85         |
| B. — Les nouveaux tarifs. Leur non-application.....                                                                                                                                                          | 87         |
| <i>Section 2. — Les tarifs dans les Mutuelles ordinaires, les Mutuelles corporatives et les Syndicats de garantie.....</i>                                                                                   | 93         |
| <i>Section 3. — Les tarifs de la Caisse nationale.....</i>                                                                                                                                                   | 94         |
| Bases de ces tarifs. — Les statistiques autrichiennes.....                                                                                                                                                   | 97         |
| Le coût de l'assurance à la Caisse nationale et les charges de l'assurance en Autriche.....                                                                                                                  | 97         |
| <i>Section 4. — Comparaison des tarifs des Compagnies et de la Caisse nationale.....</i>                                                                                                                     | 100        |
| <i>Section 5. — Comparaison des tarifs des Compagnies aux primes minima et maxima des Mutuelles corporatives.....</i>                                                                                        | 103        |
| <b>CHAPITRE IV. — Le rôle de la réassurance et la loi de 1898.....</b>                                                                                                                                       | <b>105</b> |
| <b>CHAPITRE V. — Le coût de l'assurance dans l'avenir.....</b>                                                                                                                                               | <b>107</b> |
| <b>QUATRIÈME PARTIE. — Le mouvement des patrons et l'assurance.</b>                                                                                                                                          | <b>115</b> |
| <b>CHAPITRE I. — Généralités.....</b>                                                                                                                                                                        | <b>116</b> |
| <i>Section 1. — Préliminaires. Objet et bases de notre enquête.....</i>                                                                                                                                      | 116        |
| <i>Section 2. — Le paiement de la prime. Les retenues sur les salaires. Les grèves.....</i>                                                                                                                  | 119        |
| <b>CHAPITRE II. — L'assurance aux Compagnies.....</b>                                                                                                                                                        | <b>123</b> |
| <i>Section 1. — Le trouble et les effets de la loi du 29 juin 1899 (loi de résiliation).....</i>                                                                                                             | 123        |
| <i>Section 2. — Résultats obtenus dans les Compagnies.....</i>                                                                                                                                               | 125        |
| <b>CHAPITRE III. — La Mutualité. Ses résultats.....</b>                                                                                                                                                      | <b>128</b> |
| <i>Section 1. — Les Mutuelles corporatives.....</i>                                                                                                                                                          | 128        |
| <i>Section 2. — Les Mutuelles ordinaires.....</i>                                                                                                                                                            | 133        |
| <i>Section 3. — Les Syndicats de garantie.....</i>                                                                                                                                                           | 144        |

|                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. — La Caisse nationale.....                                                | 149 |
| CHAPITRE V. — Service des rentes.....                                                  | 150 |
| CHAPITRE VI. — Appréciation générale du mouvement des patrons vers<br>l'assurance..... | 152 |
| CONCLUSION. — L'Assurance obligatoire.....                                             | 156 |
| TABLE DES MATIÈRES.....                                                                | 161 |

---

Vu par le Président de thèse,

RAOUL JAY.

Vu : le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,*

GRÉARD.

